



BNP PARIBAS
ASSET MANAGEMENT

BNP PARIBAS INSTICASH

En abrégé BNPP INSTICASH

*Société d'Investissement à Capital
Variable de droit luxembourgeois*

Prospectus

JANVIER 2022

DEMANDE D'INFORMATIONS

BNP Paribas InstiCash
10, rue Edward Steichen,
L-2540 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

AVERTISSEMENT

Ce Prospectus ne peut être utilisé à des fins d'offre et de sollicitation de vente dans tout pays ou dans toute circonstance où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée.

La Société est agréée comme Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) au Luxembourg. Elle est spécifiquement autorisée à commercialiser ses actions au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche, au Chili, à Chypre, en Espagne, en Finlande, en France, en Grèce, en Hongrie, en Irlande, en Italie, à Jersey, aux Pays-Bas, au Pérou, au Royaume-Uni, à Singapour et en Suisse. Tous les compartiments, catégories ou classes d'actions ne sont pas nécessairement enregistré(e)s dans ces pays. Il est indispensable que les investisseurs potentiels, avant souscription, se renseignent sur les compartiments, catégories ou classes d'actions qui sont autorisé(e)s à la commercialisation dans leur pays de résidence et sur les contraintes éventuelles propres à chacun de ces pays.

En particulier, les actions de la Société n'ont pas été enregistrées conformément à une quelconque des dispositions légales ou réglementaires des États-Unis d'Amérique. Ce document ne peut en conséquence être introduit, transmis ou distribué dans ce pays, ou dans ses territoires ou possessions, ou remis à ses résidents, à ses ressortissants ou à toutes autres formes de sociétés, associations, ou régimes d'avantages sociaux dont les actifs constituent des actifs de régime d'avantages sociaux, qu'ils soient ou non soumis aux dispositions du United States Employee Retirement Income Securities Act de 1974, tel qu'amendé (collectivement, les « Régimes d'avantages sociaux »), ni à des entités créées ou régies selon les lois de ce pays. Par ailleurs, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues à ces mêmes personnes.

Par ailleurs, nul ne peut faire état d'autres renseignements que ceux figurant dans le Prospectus ainsi que dans les documents mentionnés dans celui-ci, qui peuvent être consultés par le public. Le Conseil d'administration de la Société engage sa responsabilité sur l'exactitude des informations contenues dans le Prospectus à sa date de publication.

Enfin, le Prospectus est susceptible de connaître des mises à jour prenant en compte l'ajout ou la suppression de compartiments ainsi que toutes modifications significatives apportées à la structure et aux modes de fonctionnement de la Société. Il est par conséquent recommandé aux souscripteurs de requérir tous documents plus récents comme mentionné sous la rubrique « Information des actionnaires » infra. Il est également recommandé aux souscripteurs de se faire conseiller sur les lois et réglementations (telles que celles concernant la fiscalité et le contrôle des changes) applicables à la souscription, l'achat, la détention et au rachat d'actions dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile.

Pour être valable, le Prospectus doit être accompagné du dernier rapport annuel révisé et du dernier rapport semestriel si ce dernier est plus récent que le rapport annuel.

En cas d'incohérence ou d'ambiguïté quant au sens d'un mot ou d'une phrase dans toute traduction du Prospectus, la version anglaise fera foi.

TABLE DES MATIERES

LIVRE I

Table des matières.....	3
Informations générales.....	5
Lexique.....	7
Dispositions générales.....	12
Administration et gestion.....	13
Politique, Objectifs, Restrictions et Techniques d'investissement.....	16
Politique D'investissement Durable.....	17
Politique en matière de risque de liquidité.....	19
Les Actions.....	20
Commissions et frais.....	28
Procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit.....	30
Valeur nette d'inventaire.....	33
Dispositions fiscales.....	36
Assemblées générales et information des actionnaires.....	38
Annexe 1 – Restrictions d'investissement.....	39
Annexe 2 – Gestion des garanties, tests de résistance, contreparties et utilisation de sft.....	44
Annexe 3 – Risques d'investissement.....	47
Annexe 4 – Procédures de liquidation, fusion, transfert et scission.....	51

LIVRE II

BNP PARIBAS INSTICASH EUR 1D SHORT TERM VNAV.....	53
BNP PARIBAS INSTICASH EUR 3M STANDARD VNAV.....	56
BNP PARIBAS INSTICASH GBP 1D LVNAV.....	58
BNP PARIBAS INSTICASH USD 1D LVNAV.....	60
BNP PARIBAS INSTICASH USD 1D SHORT TERM VNAV.....	63

Chaque compartiment fait l'objet d'une section d'information distincte. Elle précise, pour chaque compartiment, sa politique et son objectif d'investissement, les caractéristiques des actions, leur devise comptable, leur jour d'évaluation, leurs modalités de souscription, de rachat et/ou de conversion, les frais et commissions applicables, ainsi que, le cas échéant, l'historique et les autres particularités du compartiment concerné. Il est rappelé aux investisseurs que, sauf disposition contraire mentionnée au Livre II, chaque compartiment se verra appliquer les conditions générales stipulées au Livre I du Prospectus.

LIVRE I

INFORMATIONS GENERALES

SIÈGE SOCIAL

BNP Paribas InstiCash
10, rue Edward Steichen,
L-2540 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Président

Monsieur Pierre GRANIE, Co-Responsable des ventes institutionnelles sur les marchés nationaux européens, BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT France, Paris

Membres

Madame Sylvie BAIJOT, Responsable de la surveillance des prestataires mondiaux, BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Luxembourg, Luxembourg

Madame Ariane DEHN, Responsable pays de l'Asset Management en Suisse, BNP Paribas (Suisse) SA, Suisse

Monsieur Marc FLEURY, Co-Responsable de la Gestion de Trésorerie, BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT UK Ltd., Londres

SOCIÉTÉ DE GESTION

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Luxembourg
10, rue Edward Steichen,
L-2540 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Luxembourg est une Société de gestion au sens du chapitre 15 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

La Société de gestion exerce les fonctions d'administration, de gestion de portefeuille et de commercialisation.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

Président

Monsieur Pierre MOULIN, Responsable Produits et Marketing Stratégique, BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT France, Paris

Membres

Madame Isabelle BOURCIER, Responsable « Quantitative and Index », MAQS (Multi Asset, Quantitative and Solutions), BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT France, Paris

Monsieur Stéphane BRUNET, Directeur général, BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Luxembourg, Luxembourg

Monsieur Georges ENGEL, Administrateur indépendant, Vincennes, France

CALCUL DE LA VNI

BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg
60 avenue J. F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

AGENT DE TRANSFERT ET DE REGISTRE

BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg
60 avenue J. F. Kennedy
L-1885 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

DÉPOSITAIRE

BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg
60 avenue J. F. Kennedy
L-1885 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

GESTIONNAIRE D'ACTIFS

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT France

1, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France
Société française constituée le 28 juillet 1980.

RÉVISEUR D'ENTREPRISES

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative
2, rue Gerhard Mercator
B.P. 1443
L-2182 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

STATUTS

La Société a été constituée le 30 juin 1998 avec publication au *Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations* (le *Mémorial*).

Les Statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 2018 et sont d'application depuis le 11 janvier 2019, avec publication au RESA le 29 janvier 2019.

La dernière version des Statuts a été déposée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg où toute personne intéressée peut la consulter et en recevoir une copie (site Internet www.lbr.lu).

LEXIQUE

Aux fins du présent document, les termes suivants revêtiront le sens qui leur est donné ci-dessous. Le lexique ci-dessous est une liste générique de termes. Certains d'entre eux peuvent de ce fait ne pas être utilisés dans le présent document :

<u>AAAm :</u>	Note maximum décernée par Standard & Poor's Global Ratings (ci-après désigné « S&P Global Ratings ») sur sa « Principal Stability Fund Rating », également dénommée « notation de fonds monétaire » (échelle allant de AAAm à BBBm). Cette note repose sur une analyse qui porte essentiellement sur la solvabilité des investissements et des contreparties du fonds et qui tient aussi compte de la structure de maturité de ses investissements, de la capacité et des politiques de la direction pour assurer la stabilité du principal du fonds.
<u>Devise comptable :</u>	Devise dans laquelle les actifs d'un compartiment sont comptablement exprimés. Elle peut être différente de la devise d'une classe d'actions.
<u>Active Trading :</u>	Opérations de souscription, de conversion ou de rachat dans un même compartiment intervenant dans un court laps de temps et pour des montants importants, le cas échéant, avec pour objectif de générer un profit à court terme. Cette pratique est défavorable aux autres actionnaires car elle affecte la performance du compartiment et perturbe la gestion des actifs.
<u>Investisseurs autorisés :</u>	Investisseurs spécifiquement autorisés par le Conseil d'administration de la Société.
<u>Certificat de dépôt :</u>	Titre de créance négociable généralement émis par une banque ou un établissement financier dont l'échéance varie de 1 jour à 1 an. Un certificat de dépôt (CD) peut prendre plusieurs formes, dont la suivante : London Certificate of Deposit (ECD).
<u>Circulaire 11/512 :</u>	Circulaire émise par la CSSF le 30 mai 2011 concernant a) la présentation des principaux changements du cadre réglementaire en matière de gestion des risques à la suite de la publication du règlement CSSF 10-4 et des précisions de l'ESMA ; b) des précisions supplémentaires de la CSSF sur les règles relatives à la gestion des risques ; c) la définition du contenu et du format de la procédure de gestion des risques à communiquer à la CSSF. Ce document est disponible sur le site Internet de la CSSF (www.cssf.lu).
<u>Circulaire 14/592 :</u>	Circulaire émise par la CSSF le 30 septembre 2014 relative aux recommandations de l'ESMA concernant les ETF et autres questions liées aux OPCVM. Ce document est disponible sur le site Internet de la CSSF (www.cssf.lu).
<u>Billet de trésorerie :</u>	Titre de créance négociable dont l'échéance varie de 1 jour à 1 an. Un billet de trésorerie peut prendre les formes suivantes : billet de trésorerie en euros (ECP), billet de trésorerie belge (BCP), billet de trésorerie américain (USCP) ou billet de trésorerie français (NeuCP).
<u>Nom de la Société :</u>	BNP Paribas InstiCash.
<u>CSSF :</u>	<i>Commission de Surveillance du Secteur Financier</i> , organisme de contrôle des OPC au Grand-Duché de Luxembourg.
<u>Devises :</u>	
	<u>EUR :</u> Euro
	<u>GBP :</u> Livre britannique
	<u>USD :</u> Dollar des États-Unis
<u>Directive 78/660 :</u>	Directive 78/660/CEE du 25 juillet 1978 du Conseil de l'Union européenne (UE) concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, telle qu'amendée.
<u>Directive 83/349 :</u>	Directive 83/349/CEE du 13 juin 1983 du Conseil de l'Union européenne (UE) concernant les comptes consolidés, telle qu'amendée.
<u>Directive 2006/48 :</u>	Directive 2006/48/CE du 14 juin 2006 du Parlement et du Conseil de l'Union européenne (UE) concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice.
<u>Directive 2009/65 :</u>	Directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 du Parlement et du Conseil de l'Union européenne (UE) portant sur la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (UCITS IV), telle qu'amendée par la Directive 2014/91.
<u>Directive 2011/16 :</u>	Directive 2011/16/UE du 15 février 2011 du Conseil de l'Union européenne (UE) concernant la coopération dans le domaine de la fiscalité, telle qu'amendée par la Directive 2014/107.
<u>Directive 2013/34 :</u>	Directive du Conseil européen 2013/34 du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises.
<u>Directive 2014/65 :</u>	MiFID : Directive 2014/65/CE du 15 mai 2014 du Conseil de l'Union européenne (UE) sur les marchés d'instruments financiers, abrogeant la Directive 2004/39/CE du 21 avril 2004.

<u>Directive 2014/91 :</u>	Directive 2014/91/UE du Parlement et du Conseil de l'Union européenne (UE) portant sur la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), et plus particulièrement les fonctions de dépositaire, les sanctions et les politiques de rémunération (OPCVM V) amendant la Directive 2009/65.
<u>Directive 2014/107 :</u>	Directive 2014/107/UE du 9 décembre 2014 du Conseil de l'Union européenne amendant la Directive 2011/16 concernant l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine de la fiscalité.
<u>EEE :</u>	Espace économique européen.
<u>Garantie de dette publique et de dette supranationale éligible:</u>	Émetteur appartenant à la catégorie suivante d'entités nationales et/ou supranationales de prise en pension de titres par dérogation à l'article 15.6 du Règlement 2017/1131, à condition qu'une évaluation interne favorable de la qualité du crédit ait été reçue : <ul style="list-style-type: none"> - l'Union ; - une autorité centrale ou la banque centrale d'un État membre (par exemple: la République française ou la « Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES » en France) ; - la Banque centrale européenne ; - la Banque européenne d'investissement ; - le Mécanisme européen de stabilité ; - le Fonds européen de stabilité financière ; - une autorité centrale ou la banque centrale d'un pays tiers (telle que la <i>Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique</i> - FED).
<u>EMTN :</u>	Euro Medium Term Notes (obligations à moyen terme en euros) : Titres de créance à moyen terme caractérisés par une grande flexibilité tant pour l'émetteur (entreprises et organismes publics) que pour l'investisseur. Les EMTN sont émis dans le cadre d'un programme d'EMTN. Autrement dit, le recours à un financement de la dette peut être échelonné et les montants impliqués varient. L'organisateur de l'émission n'y souscrit pas forcément, ce qui signifie que l'émetteur ne peut être certain de lever le montant complet visé (l'émetteur a donc tout intérêt à avoir une bonne notation de crédit).
<u>ESMA :</u>	European Securities and Markets Authority (AEMF - Autorité européenne des marchés financiers).
<u>ESMA/2011/112 :</u>	Recommandations à l'attention des autorités compétentes et des sociétés de gestion d'OPCVM concernant la mesure des risques et le calcul de l'exposition globale de certains types d'OPCVM structurés publiées par l'ESMA le 14 avril 2011. Ce document est disponible sur le site Internet de l'ESMA (www.esma.europa.eu).
<u>Billet de trésorerie en euro :</u>	Billet de trésorerie spécifique négocié à la Bourse de Londres (à taux fixe uniquement). Il peut être émis par des établissements aussi bien financiers que non financiers.
<u>Investisseurs institutionnels :</u>	Personnes morales considérées comme des professionnels au sens de l'Annexe II à la Directive 2014/65 (MiFID), qui peuvent demander à être considérées comme des professionnels en application de la législation locale applicable (« Professionnels »), qui possèdent leur propre compte, OPC et compagnies d'assurances ou fonds de pension qui souscrivent dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise ou un plan équivalent. Les gestionnaires de portefeuille souscrivant dans le cadre de mandats individuels de gestion discrétionnaire ne rentrent pas dans cette catégorie (voir « Gestionnaires »).
<u>IRS :</u>	Interest Rate Swap : Contrat de gré à gré conclu entre deux parties pour échanger un flux d'intérêts contre un autre, sur une période donnée sans échange de notionnels. L'IRS permet aux gestionnaires de portefeuille d'ajuster l'exposition aux taux d'intérêt. Pour chaque compartiment de la Société, les IRS ne sont négociés qu'à des fins de couverture (c.-à-d. avec une jambe payeuse à taux fixe et une jambe receveuse à taux variable [par ex. €str, taux des fonds fédéraux de la Fed]).
<u>KIID :</u>	Document d'information clé pour l'investisseur.
<u>Loi :</u>	Loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif. Cette Loi transpose en droit luxembourgeois la Directive 2009/65/CE (OPCVM IV) du 13 juillet 2009.
<u>Loi du 10 août 1915 :</u>	Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.
<u>VNIFV :</u>	Valeur nette d'inventaire à faible volatilité telle que définie par le Règlement 2017/1131.
<u>Gestionnaires :</u>	Gestionnaires de portefeuille qui souscrivent des actions dans le cadre de mandats de gestion discrétionnaire indépendants.

<u>Market Timing :</u>	Technique d'arbitrage par laquelle un investisseur souscrit et rachète ou convertit systématiquement des parts ou actions d'un même OPCVM dans un court laps de temps en exploitant les décalages horaires et/ou les imperfections ou déficiences du système de détermination de la VNI de l'OPCVM. Cette technique n'est pas autorisée par la Société.
<u>État membre :</u>	Un État membre de l'Union européenne. Les États qui sont des parties à l'Accord créant l'Espace économique européen autres que les États membres de l'Union européenne, dans les limites établies par cet Accord et les règlements connexes sont considérés comme équivalents aux États membres de l'Union européenne.
<u>Fonds monétaires (ci-après « FM ») :</u>	<p>Fonds monétaires conformes au Règlement 2017/1131 qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - doivent être agréés comme OPCVM ou qui possèdent le statut d'OPCVM en vertu de la Directive 2009/65/CE ou qui sont des Fonds d'investissement alternatifs en vertu de la Directive 2011/61/UE ; - investissent dans des actifs à court terme ; et - ont des objectifs de rendement cumulés ou différents en ligne avec les taux du marché monétaire ou protégeant la valeur de l'investissement. <p>Les Fonds monétaires de court terme sont un sous-segment de cette catégorie assorti de directives plus strictes (en termes d'échéance maximum ou de seuil de liquidité minimum) défini dans le Règlement 2017/1131 et ne peuvent investir que dans d'autres Fonds monétaires de court terme.</p> <p>Les Fonds monétaires standards sont un sous-segment de cette catégorie assorti de directives moins strictes (en termes d'échéance maximum ou de seuil de liquidité minimum) défini dans le même Règlement et ne peuvent investir que dans des Fonds monétaires de court terme et d'autres Fonds monétaires standards.</p>
<u>VNI :</u>	Valeur nette d'inventaire.
<u>Bénéfice net sur investissement :</u>	Les plus-values et moins-values réalisées, y compris les coupons.
<u>OCDE :</u>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
<u>Dépenses extraordinaires :</u>	Dépenses autres que les commissions de gestion, performance, distribution et autres frais définis dans le présent Lexique supportées par chaque compartiment. Ces dépenses incluent, sans s'y limiter, la rémunération des administrateurs ainsi que les frais de justice, impôts, taxes ou frais divers imposés aux compartiments et qui ne sont pas considérés comme des dépenses ordinaires.
<u>OTC :</u>	Over The Counter, marché de gré à gré.
<u>Prospectus :</u>	Le présent document.
<u>VNIC de dette publique :</u>	Valeur nette d'inventaire de dette publique telle que définie par le Règlement 2017/1131.
<u>Devise de référence :</u>	Devise principale lorsqu'une même catégorie d'actions a plusieurs devises d'évaluation.
<u>Règlement 1060/2009 :</u>	Règlement (CE) 1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit.
<u>Directive 2015/2365 :</u>	Règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 sur la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le Règlement (UE) 648/2012 (SFTR).
<u>Règlement 2016/679 :</u>	Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données – RGPD).
<u>Règlement 2017/1131 :</u>	Règlement (CE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relatif aux fonds monétaires.
<u>Règlement 2019/2088 :</u>	Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, également connu sous le nom de Règlement « Sustainable Finance Disclosure » (SFDR), qui établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité et la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité dans leurs processus ainsi que la fourniture d'informations en matière de durabilité en ce qui concerne les produits financiers.
<u>Règlement 2020/852 :</u>	Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables, et modifiant le Règlement (UE) 2019/2088 (Règlement taxonomie), qui met en œuvre les critères permettant de déterminer si une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental.
<u>Contrat de mise en pension/prise en pension :</u>	Contrat en vertu duquel une contrepartie transfère des titres ou des droits garantis liés au titre de propriété des titres et dans le cadre de laquelle la garantie est émise par une bourse reconnue détenant les droits afférents aux titres. Le contrat n'autorise pas la

contrepartie concernée à transférer ou à nantir un quelconque titre au bénéfice de plus d'une contrepartie à la fois, avec l'engagement de racheter ces titres, ou des titres similaires à un prix et à une date ultérieure déterminés, ou à déterminer, par le cessionnaire, ce qui constitue un contrat de mise en pension de titres pour la contrepartie qui vend les titres ou un contrat de prise en pension de titres pour la contrepartie qui les achète.

RESA:

Recueil électronique des sociétés et associations

<u>SFT :</u>	Opérations de financement sur titres, faisant référence à : <ul style="list-style-type: none"> - un contrat de mise ou de prise en pension ; - un prêt de titres et un emprunt de titres ; - une opération d'achat-revente ou une opération de vente-rachat ; - une opération de prêt avec appel de marge
<u>Émetteur éligible souverain :</u>	Émetteur appartenant à la catégorie suivante d'entités nationales et/ou supranationales éligibles pour la diversification par dérogation à l'article 17.7 du Règlement 2017/1131 : <ul style="list-style-type: none"> - l'Union ; - les administrations nationales (pays ou agences d'État, par exemple : République de Singapour ou la « Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES » en France) ; - régionales (par exemple : 18 régions ou 101 départements français) et locales (par exemple : Société du Grand Paris, Rennes Métropole mais aussi la Ville de Stockholm ou la Ville de Turin) des États membres ou leur banque centrale ; - la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement, le Mécanisme européen de stabilité, le Fonds européen de stabilité financière ; - une autorité centrale ou la banque centrale d'un Pays tiers (telle que la <i>Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique - FED</i>), - le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque des règlements internationaux.
<u>EMTN structurés :</u>	Est la combinaison d'une émission EMTN et d'un instrument dérivé permettant la conversion des flux de liquidités générés par l'EMTN. Par exemple, si l'émetteur fait flotter un EMTN qui reverse LIBOR + spread et conclut simultanément un swap LIBOR/taux fixe sur la même période, il obtient l'équivalent d'un financement à taux fixe, tandis que l'investisseur obtient un investissement à taux variable. Ces EMTN structurés peuvent être souscrits par des fonds d'investissement cherchant à offrir à leurs clients des produits personnalisés qui répondent à leurs besoins spécifiques en fonction de leur profil de risque.
<u>Dépôt à terme :</u>	Dépôt bancaire portant intérêt assorti d'une date d'échéance déterminée.
<u>Bon du Trésor :</u>	Titre de créance d'État dont l'échéance varie de 1 mois à 1 an. Les bons du Trésor sont négociés sur la base d'un taux d'escompte (taux fixe) et rachetés à leur valeur nominale.
<u>OPC :</u>	Organisme de Placement Collectif.
<u>OPCVM :</u>	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.
<u>Pays tiers :</u>	Un pays membre de l'OCDE, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde, la Russie, Singapour, l'Afrique du Sud et tout autre pays membre du G20.
<u>Devise(s) d'évaluation :</u>	Devise dans laquelle la VNI d'un compartiment, d'une catégorie ou d'une classe d'actions est calculée. Il peut y avoir plusieurs Devises d'évaluation pour un même compartiment, une même catégorie ou une même classe d'actions (approche « multidevises »). Lorsque la devise de la catégorie ou classe d'actions est différente de la Devise comptable, les ordres de souscription/conversion/rachat peuvent être acceptés et exécutés sans donner lieu à des frais de change.
<u>Jour d'évaluation :</u>	Chaque Jour ouvré bancaire à Luxembourg, sous réserve des exceptions stipulées dans le Livre II : Un Jour d'évaluation correspond également : <ul style="list-style-type: none"> • à la date associée à la VNI publiée • à la date de négociation afférente aux ordres • eu égard aux exceptions aux règles d'évaluation, aux cours de clôture sur lesquels se base l'évaluation des actifs sous-jacents dans les portefeuilles des compartiments.
<u>VNIV :</u>	Valeur nette d'inventaire variable telle que définie par le Règlement 2017/1131.
<u>DVMP :</u>	Durée de vie moyenne pondérée qui désigne la durée résiduelle moyenne légale de tous les actifs sous-jacents dans le compartiment qui tient compte des participations relatives dans chaque actif.
<u>EMP :</u>	Échéance moyenne pondérée qui désigne l'échéance moyenne légale, ou si elle est plus courte, la durée restante jusqu'à la prochaine révision du taux d'intérêt sur un taux du marché monétaire, de tous les actifs sous-jacents dans le compartiment en tenant compte des participations relatives dans chaque actif.

DISPOSITIONS GENERALES

La SICAV est une société d'investissement à capital variable (SICAV) de droit luxembourgeois, constituée le 30 juin 1998 pour une durée illimitée.

La Société est actuellement soumise aux dispositions de la partie I de la Loi, aux dispositions du Règlement 2017/1131, sauf indication contraire dans le Livre II, ainsi qu'à la Directive 2009/65.

Le capital de la Société est exprimé en euros (« EUR ») et est à tout moment égal au total des actifs nets des différents compartiments. Il est représenté par des actions émises sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées et dont les caractéristiques sont mentionnées sous « Les Actions », infra. Les variations de capital se font de plein droit et sans les mesures de publicité et d'inscription prévues pour les augmentations et les diminutions de capital des sociétés anonymes. Son capital minimum est celui fixé par la Loi.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65 026.

La Société est un véhicule d'investissement à compartiments multiples (également appelé umbrella fund), c'est-à-dire qu'elle se compose de plusieurs compartiments ayant des actifs et passifs distincts. Chaque compartiment a une politique d'investissement et une devise comptable qui lui sont propres et déterminées par le Conseil d'administration.

La Société est une seule et même entité juridique.

Conformément à l'Article 181 de la Loi :

- les droits des actionnaires et des créanciers relatifs à un compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment sont limités aux actifs de ce compartiment ;
- les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des actionnaires relatifs à ce compartiment et ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment ;
- dans les relations entre actionnaires, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

Le Conseil d'administration peut créer à tout moment d'autres compartiments dont la politique d'investissement et les modalités d'offre seront communiquées le moment venu par la mise à jour du Prospectus. Les actionnaires pourront également en être informés par voie de publications de presse si une quelconque réglementation l'exige ou si le Conseil d'administration l'estime opportun. De même, le Conseil d'administration pourra mettre fin à des compartiments, conformément aux dispositions de l'Annexe 4.

ADMINISTRATION ET GESTION

La Société est dirigée et représentée par le Conseil d'administration agissant sous le contrôle de l'Assemblée générale des actionnaires. La Société bénéficie d'une série de services de gestion, de révision et de conservation d'actifs. Les rôles et responsabilités liés à ces fonctions sont décrits ci-dessous. La composition du Conseil d'administration ainsi que les noms, adresses et informations détaillées concernant les prestataires de services sont repris sous « Informations générales », supra.

Conflit d'intérêts

La Société de gestion, les Gestionnaires d'actifs, le Dépositaire, l'Agent administratif, les Distributeurs et autres prestataires de services ainsi que leurs filiales, administrateurs, directeurs et actionnaires respectifs sont ou peuvent être impliqués dans d'autres activités financières, d'investissement ou professionnelles susceptibles de créer des conflits d'intérêts avec la gestion et l'administration de la Société. Cela inclut la gestion d'autres fonds, les achats et ventes de titres, les services de courtage, les services de dépôt et de garde de titres et le fait d'agir en tant qu'administrateur, directeur, conseiller ou mandataire d'autres fonds ou sociétés, y compris des sociétés dans lesquelles un compartiment pourrait investir. Chaque partie s'engage à ce que l'exécution de ses obligations respectives ne soit pas compromise par de telles implications. Dans l'hypothèse d'un conflit d'intérêts, les administrateurs et les parties concernées s'engagent à résoudre celui-ci de façon équitable, dans un délai raisonnable et dans l'intérêt des actionnaires de la Société.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration assume la responsabilité ultime de la gestion de la Société. Il est ainsi responsable de la politique d'investissement de la Société ainsi que de sa définition et mise en œuvre.

Société de gestion

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Luxembourg a été constituée à Luxembourg sous la forme d'une société anonyme le 19 février 1988. Ses Statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 17 mai 2017 avec effet le 1^{er} juin 2017, et ont été publiés dans le RESA le 2 juin 2017. Son capital social, entièrement libéré, s'élève à 3 millions d'euros.

La Société de gestion assure, pour le compte de la Société, les fonctions d'administration, de gestion de portefeuille et de commercialisation.

La Société de gestion est autorisée, sous sa propre responsabilité et à ses frais, à déléguer tout ou partie de ces fonctions à des tiers de son choix.

Elle a fait usage de cette faculté en déléguant :

- les fonctions de calcul de la VNI, de teneur de registre (tant pour les actions nominatives qu'au porteur) et d'agent de transfert à BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg ;
- la gestion des avoirs de la Société ainsi que le respect de la politique et des restrictions d'investissement, aux Gestionnaires d'actifs repris sous « Informations générales », supra. La liste des Gestionnaires d'actifs effectivement en charge de la gestion et précisant les portefeuilles gérés est annexée aux rapports périodiques de la Société. Les investisseurs peuvent recevoir, sur demande, une liste actualisée des Gestionnaires d'actifs précisant pour chacun d'eux les portefeuilles gérés.

Lors de l'exécution des transactions sur valeurs mobilières et lors de la sélection de tout courtier, négociant ou autre contrepartie, la Société de gestion et les Gestionnaires de portefeuilles concernés procèdent aux vérifications préalables nécessaires pour obtenir les meilleures conditions générales disponibles. Quelle que soit la transaction, lesdites vérifications impliquent une prise en compte de tous les facteurs pertinents tels que la taille du marché, le cours des valeurs mobilières ainsi que les conditions financières et la capacité d'exécution de la contrepartie. Un Gestionnaire de portefeuille peut choisir des contreparties au sein du Groupe BNP Paribas dans la mesure où elles semblent offrir les meilleures conditions disponibles.

Par ailleurs, la Société de gestion pourra décider de nommer des Distributeurs/Nominees pour l'assister dans la distribution des actions de la Société dans les pays où celles-ci seront commercialisées.

Des contrats de Distribution et de Nominee seront conclus entre la Société de gestion et les différents Distributeurs/Nominees.

Conformément au contrat de Distribution et de Nominee, le Nominee sera inscrit dans le registre des actionnaires en lieu et place des actionnaires finaux.

Les actionnaires qui ont investi dans la Société par l'intermédiaire d'un Nominee peuvent à tout moment exiger le transfert à leur nom des actions souscrites via le Nominee. L'actionnaire faisant usage de cette faculté sera enregistré sous son propre nom dans le registre des actionnaires dès réception de l'instruction de transfert en provenance du Nominee.

Les investisseurs peuvent souscrire directement auprès de la Société sans devoir souscrire par l'intermédiaire d'un Distributeur/Nominee.

La Société attire l'attention des investisseurs sur le fait que tout investisseur ne pourra pleinement exercer ses droits d'investisseur de façon directe à l'encontre de la Société (notamment le droit de participer à des assemblées générales des actionnaires) que dans le cas où l'investisseur est lui-même et en son nom propre enregistré dans le registre des actionnaires de la Société. Dans le cas où un investisseur investit dans la Société par le biais d'un intermédiaire investissant dans la Société en son nom mais pour le compte de l'investisseur, l'investisseur risque de ne pas toujours pouvoir exercer certains droits attachés à la qualité d'actionnaire directement vis-à-vis de la Société. Il est recommandé aux investisseurs de se renseigner sur leurs droits.

Politique de rémunération :

Politique de rémunération de la Société de gestion

La Société de gestion applique une Politique de rémunération sensée, efficace et durable qui est conforme à la stratégie, à la tolérance aux risques, aux objectifs et aux valeurs des Établissements d'investissement et de la Société sous gestion.

La Politique de rémunération est conforme et contribue à une gestion des risques sensée et efficace et n'encourage pas à prendre davantage de risques que nécessaire dans le cadre des modalités de fonctionnement et de la politique d'investissement de la Société.

Les principes clés de la politique de rémunération sont :

- Mettre en œuvre une politique et des pratiques de rémunération compétitives afin d'attirer, de motiver et de garder les collaborateurs les plus performants ;
- Éviter les conflits d'intérêts ;
- Aboutir à une politique et à des pratiques de rémunération sensées et efficaces tout en évitant les prises de risques excessives ;
- Garantir une concordance avec les risques à long terme et récompenser le respect des objectifs à long terme ;
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de rémunération durable et responsable, caractérisée par une structure et des niveaux de rémunération économiquement rationnels.

De plus amples informations concernant la Politique de rémunération mise à jour sont disponibles sur le site Internet <http://www.bnpparibas-am.com/en/remuneration-disclosure> et seront également mises à disposition sans frais et sur demande par la Société de gestion.

Dépositaire

Le Dépositaire exerce trois types de fonctions, à savoir : (i) les fonctions de surveillance (telles que définies à l'Article 22.3 de la Directive 2009/65/CE telle qu'amendée), (ii) le contrôle des flux de trésorerie de la Société (tel que défini à l'Article 22.4 de la Directive 2009/65/CE telle qu'amendée), et (iii) la conservation des actifs de la Société (telle que définie à l'Article 22.5 de la Directive 2014/91/UE). Conformément aux usages bancaires et aux réglementations en vigueur, le dépositaire peut, sous sa responsabilité, confier à d'autres établissements bancaires ou intermédiaires financiers tout ou partie des actifs dont il a la garde.

Dans le cadre de ses fonctions de surveillance, le dépositaire doit également :

- (a) s'assurer que la vente, l'émission, le rachat et l'annulation des actions de la Société ont lieu conformément à la Loi et aux Statuts.
- (b) s'assurer que la valeur des actions de la Société est calculée conformément à la Loi et aux Statuts.
- (c) exécuter les instructions de la Société de gestion à moins qu'elles ne soient contraires à la Loi ou aux Statuts.
- (d) s'assurer que, dans le cadre des opérations sur les actifs de la Société, la contrepartie lui est remise dans les délais habituels.
- (e) s'assurer que le revenu de la Société est attribué conformément aux Statuts.

Le Dépositaire n'exercera, au nom de l'OPCVM, aucune activité liée à la Société ou à la Société de gestion susceptible d'engendrer des conflits d'intérêts entre la Société, ses investisseurs, la Société de gestion et lui-même, à moins qu'il ait fonctionnellement et hiérarchiquement séparé l'exercice de ses tâches de dépositaire et ses autres tâches pouvant engendrer lesdits conflits d'intérêts.

Conflits d'intérêts

L'objectif principal du Dépositaire est de protéger les intérêts des Actionnaires de la Société, qui prévalent toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts sont susceptibles de survenir si et lorsque la Société de gestion ou la Société entretient des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg parallèlement à une nomination de cette dernière, agissant en qualité de Dépositaire. Par exemple, dans le cas où BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg fournissait des services d'administration de fonds à la Société et à la Société de gestion, en ce compris le calcul de la valeur nette d'inventaire.

Afin de traiter toute situation de conflits d'intérêts, le Dépositaire a mis en œuvre et maintenu une politique de gestion des conflits d'intérêts visant à :

- déceler et analyser les éventuelles situations de conflits d'intérêts ;
- consigner, gérer et contrôler les situations de conflits d'intérêts comme suit ;
- soit en se fiant aux mesures permanentes mises en place pour faire face aux conflits d'intérêts (séparation des tâches, séparation des lignes hiérarchiques, listes d'initiés pour le personnel) ;
- soit en mettant en œuvre une gestion au cas par cas afin de (i) prendre les mesures préventives appropriées telles que l'élaboration d'une nouvelle liste de surveillance, le recours à une nouvelle « muraille de Chine » (en séparant fonctionnellement et hiérarchiquement l'exercice de ses tâches de dépositaire et les autres activités), la vérification

que les opérations sont effectuées dans des conditions de pleine concurrence et/ou l'information des Actionnaires concernés de la Société, ou de (ii) refuser d'exercer l'activité engendrant le conflit d'intérêts.

- mettre en œuvre une politique déontologique ;
- réaliser une cartographie des conflits d'intérêts permettant de créer un inventaire des mesures permanentes mises en place pour protéger les intérêts de la Société ; ou à
- établir des procédures internes concernant, par exemple, (i) la nomination de fournisseurs de services pouvant engendrer des conflits d'intérêts, (ii) les nouveaux produits/nouvelles activités du Dépositaire afin d'apprécier toute situation causant un conflit d'intérêts.

Sous-délégation par le Dépositaire :

Afin de fournir des services de garde dans un grand nombre de pays et donc de permettre à la Société d'atteindre ses objectifs d'investissement, le Dépositaire a nommé des entités en tant que délégués pour les fonctions de sous-conservation. Une liste de ces délégués est disponible sur le site Internet :

http://securities.bnpparibas.com/files/live/sites/portal/files/contributed/files/Regulatory/Ucits_delegates_EN.pdf.

Cette liste est susceptible de connaître des mises à jour. Une liste de l'ensemble des délégués peut être obtenue, sans frais et sur demande, auprès du Dépositaire.

Le processus de nomination de ces délégués et leur surveillance continue respectent les normes de qualité les plus strictes, en ce compris la gestion des éventuels conflits d'intérêts engendrés par cette nomination, conformément aux principes expliqués dans le précédent paragraphe.

Aucune délégation des fonctions de conservation des actifs de la Société décrits à l'Article 34(3) de la Loi telle qu'amendée, n'engendre actuellement un conflit d'intérêts. Cependant, si un conflit d'intérêts vient à survenir, le Dépositaire s'engagera à prendre toutes les mesures raisonnablement possibles afin de résoudre ces conflits d'intérêts dans les règles (compte tenu de ses obligations et fonctions respectives) et de veiller à ce que la Société et les actionnaires soient équitablement traités.

Exigence d'indépendance

La sélection du Dépositaire par la Société de gestion repose sur des critères solides, objectifs et prédéfinis et se fait dans le seul intérêt de la Société et de ses investisseurs. De plus amples informations concernant ce processus de sélection peuvent être fournies sur demande aux investisseurs par la Société de gestion.

Réviseur d'entreprises

L'ensemble de la comptabilité et des opérations de la Société est soumis à la révision annuelle du Réviseur d'entreprises.

POLITIQUE, OBJECTIFS, RESTRICTIONS ET TECHNIQUES D'INVESTISSEMENT

L'objectif général de la Société est d'assurer à ses investisseurs une valorisation aussi élevée que possible des capitaux investis tout en les faisant bénéficier d'une large répartition des risques. À cette fin, la Société investira principalement ses actifs dans divers actifs liquides à court terme de grande qualité conformément au Règlement 2017/1131, des parts ou des actions de FM, des dépôts auprès d'un établissement de crédit et des instruments financiers dérivés (tels que des interest rate swaps (IRS), des contrats à terme de gré à gré et standardisés), libellés en toutes devises et émis dans différents pays.

La politique d'investissement de la Société est déterminée par le Conseil d'administration selon la conjoncture politique, économique, financière et monétaire du moment. Elle variera selon les compartiments concernés, dans les limites et en conformité avec les caractéristiques et l'objectif propres à chacun d'eux, tels que stipulés au Livre II.

La politique d'investissement sera menée en stricte conformité avec le principe de diversification et de répartition des risques. À cette fin, sans préjudice de ce qui peut être spécifié pour un ou plusieurs compartiments, la Société sera soumise à une série de restrictions d'investissement stipulées en Annexe 1. À ce titre, l'attention des investisseurs est attirée sur les risques d'investissement décrits à l'Annexe 3.

Le Conseil d'administration a adopté une politique de gouvernance d'entreprise stipulant, entre autres, que des votes peuvent être effectués aux assemblées des actionnaires des sociétés dans lesquelles des compartiments investissent. Les principes clés régissant la politique de vote du Conseil d'administration sont liés à la capacité d'une société à agir de manière transparente et responsable à l'égard des investissements des actionnaires et au fait qu'une société doit être dirigée de façon à assurer croissance et rendement des actions à long terme. Le Conseil d'administration mettra en application la politique de vote en toute bonne foi en prenant en compte le meilleur intérêt des actionnaires des compartiments. Pour obtenir de plus amples informations, veuillez visiter le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Sauf disposition contraire mentionnée dans la politique d'investissement d'un compartiment dans le Livre II, aucune garantie ne peut être apportée quant à la réalisation des objectifs d'investissement des compartiments et les performances passées ne constituent pas un indicateur des performances futures. La Société n'est pas un investissement garanti. Contrairement aux dépôts, un investissement dans un compartiment est exposé au risque de fluctuation du principal investi. La Société n'a recours à aucun prestataire externe pour garantir la liquidité des compartiments ou la stabilisation de la VNI par action. Le risque de perte du principal est assumé par les actionnaires.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DURABLE

La Politique d'investissement durable décrit l'intégration de l'Analyse et/ou des Normes ESG (telles qu'elles sont définies ci-après) dans les processus d'investissement appliqués par les gestionnaires d'actifs de chaque compartiment. Le sigle ESG désigne les critères « Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance » qui sont autant d'indicateurs communément utilisés pour contrôler le niveau de durabilité d'un investissement. BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT (BNPP AM) s'est engagée à adopter une approche durable en matière d'investissement. Néanmoins, la mise en œuvre de ces Normes et Analyses peut varier en fonction du type de compartiment et des instruments financiers impliqués. Par conséquent, cette politique est mise en œuvre au cas par cas dans tous les portefeuilles. Le score extra-financier du compartiment est comparé à celui de l'univers d'investissement, c'est-à-dire les principaux titres et zones géographiques ciblés par chaque compartiment, sauf disposition contraire du Livre II.

Sauf mention contraire dans le Livre II, l'analyse extra-financière de chaque compartiment doit couvrir au moins (l'« Analyse extra-financière minimum ») :

- 90 % de ses actifs pour les actions émises par des sociétés de grande capitalisation dont le siège social est situé dans des pays « développés », les titres de créance et les instruments du marché monétaire de qualité « Investment Grade », les instruments de dette souveraine émis par des pays développés ; ou
- 75 % de ses actifs pour les actions émises par des sociétés de grande capitalisation dont le siège social est situé dans des pays « émergents », les actions émises par des sociétés de petite et moyenne capitalisation, les titres de créance et les instruments du marché monétaire, les instruments notés « High Yield » et la dette souveraine émise par des pays « émergents ».

Les Normes ESG, dans le cas présent la Politique de conduite responsable des affaires (Responsible Business Conduct Policy, RBC) de BNPP AM, sont intégrées au processus d'investissement de chaque compartiment. La RBC s'appuie sur des cadres internationaux largement reconnus qui définissent des normes sociales et environnementales minimales pour toutes les sociétés et tous les émetteurs, telles que définies par l'Organisation des Nations Unies dans les Principes de son Pacte mondial et incluses par l'OCDE dans ses Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales. Deuxièmement, elle contient un certain nombre de politiques du secteur d'activité qui définissent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) obligatoires, qui doivent être respectés pour que BNPP AM investisse dans les sociétés opérant dans ces secteurs. Les sociétés qui ne respectent pas les principes ou critères minimaux sont exclues des investissements des compartiments, et celles pour lesquelles un risque de non-conformité existe sont étroitement surveillées, voire exclues elles aussi, le cas échéant. Troisièmement, certains secteurs ou produits sont simplement exclus. Soit ils sont interdits dans certaines juridictions (ou enfreignent les normes internationales), soit les produits en eux-mêmes sont à l'origine de dommages inacceptables. La liste comprend actuellement : le tabac, le charbon, les armes controversées et l'amiante.

Ces Normes ESG sont communiquées aux Gestionnaires d'actifs par le Sustainability Centre de BNPP AM.

L'Analyse ESG comprend l'évaluation des trois indicateurs non financiers susmentionnés :

- Environnement : notamment l'efficacité énergétique, les émissions de gaz à effet de serre, le traitement des déchets ;
- Social : notamment le respect des droits de l'Homme et des travailleurs, la gestion des ressources humaines (santé et sécurité des travailleurs, diversité) ;
- Gouvernance : notamment l'indépendance du Conseil d'administration, la rémunération des gestionnaires, le respect des droits des actionnaires minoritaires.

L'engagement et le dialogue représentent une part intégrale et cruciale de l'investissement durable. Ils sont utilisés pour orienter les sociétés et le monde vers des pratiques plus durables. BNPP AM s'engage sur trois axes différents :

- Engagement de la Société : le but est d'encourager les sociétés à atteindre les standards les plus élevés possible en matière de responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance, et de les accompagner dans cette démarche. Cet engagement est mené du point de vue des sociétés, ce qui signifie que tous les instruments financiers d'un même émetteur, y compris les titres du marché monétaire, peuvent bénéficier des résultats.
- Engagement par le vote : l'utilisation de notre droit de vote aux Assemblées générales est l'une des pierres angulaires de la stratégie de dialogue continu avec les sociétés concernées mise en œuvre par le Groupe. Elle fait par ailleurs partie intégrante de son processus d'investissement. Tout comme l'engagement de la Société, bien que le vote concerne uniquement les actions, les résultats du processus de vote peuvent profiter aux autres titres d'un émetteur.
- Engagement concernant les politiques publiques : BNPP AM estime qu'il peut être dans l'intérêt des sociétés de s'engager auprès des décideurs politiques en faveur du développement d'un cadre réglementaire qui encourage celles qui ont atteint des standards environnementaux et sociaux élevés.

Pour en savoir plus sur la stratégie globale de durabilité de BNPP AM et accéder à d'autres documents sur le sujet, rendez-vous sur la page <https://www.bnpparibas-am.com/fr/sustainability/en-tant-quinvestisseur/>.

BNPP AM a la conviction que de meilleures décisions d'investissement seront prises si les critères ESG sont systématiquement et explicitement intégrés à l'ensemble de son analyse d'investissement et de sa prise de décision, ainsi qu'à l'univers du marché monétaire. Tout en intégrant les considérations ESG dans ses fonds monétaires, BNPP AM veillera également à ce que les contraintes spécifiques liées à cette classe d'actifs soient prises en compte (par exemple, que les indices de référence des fonds monétaires soient basés sur des taux d'intérêt et non des paniers de titres ; ou

encore, que les marchés monétaires soient principalement influencés par les offres disponibles et essentiellement composés de titres financiers pour lesquels les questions de gouvernance sont primordiales).

Au-delà de la mise en œuvre de la RBC, BNPP AM s'engage à adopter une approche ESG spécifique dans sa gamme de fonds monétaires, en s'appuyant sur son équipe de recherche ESG indépendante. Les considérations ESG au sein de l'ensemble des fonds monétaires de BNPP AM sont les suivantes :

- S'assurer que les investissements sont effectués uniquement dans des sociétés privées pour lesquelles une diligence raisonnable en matière d'ESG a été menée ;
- Investir dans des émetteurs publics à condition qu'ils aient des résultats ESG en interne ;
- Privilégier les émetteurs dont les résultats ESG sont supérieurs à la moyenne dans le processus d'investissement de BNPP AM ;
- Définir des résultats ESG moyens minimums au niveau d'un fonds monétaire en tenant compte des caractéristiques et des objectifs de chaque fonds ;
- Commencer à collaborer avec des sociétés assorties d'une notation inférieure, plutôt que de les exclure, afin de contribuer à améliorer les comportements et le mode de fonctionnement des sociétés.

Au sein des fonds monétaires ESG de BNPP AM, il est toujours possible d'investir dans les sociétés assorties d'une notation inférieure à condition qu'un engagement existe. Néanmoins, les émetteurs ayant des résultats ESG plus élevés auront tendance à être privilégiés, tout en tenant compte des contraintes spécifiques liées à cette classe d'actifs. BNPP AM a la conviction qu'en intégrant les critères ESG à ses processus d'analyse d'investissement et de prise de décision et en associant les capacités de son équipe de recherche ESG qualifiée, de ses gestionnaires de portefeuille et de ses analystes de crédit, des décisions d'investissement seront prises en meilleure connaissance de cause, sur la base d'une compréhension plus approfondie des risques et des opportunités. Les fonds monétaires intégrant des critères ESG répondront également mieux aux besoins des investisseurs à long terme, disposés à investir de manière durable leurs positions résiduelles en liquide.

Limites méthodologiques

L'application d'une stratégie extra-financière peut comporter des limites méthodologiques comme les « risques liés aux investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) » tels que définis dans l'annexe 3 du présent Prospectus.

Si les critères extra-financiers indiqués ci-dessus ou dans le Livre II applicables à un compartiment ne sont plus satisfaits, le Gestionnaire d'actifs ajustera sans tarder le portefeuille dans l'intérêt des actionnaires.

Catégorisation selon le Règlement SFDR

Selon le Règlement SFDR, les compartiments seront classés en trois catégories :

- ⇒ Compartiments ayant pour objectif l'investissement durable (désignés par « **Article 9** ») : l'investissement durable s'entend d'un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, tel que mesuré, par exemple, par des indicateurs clés d'efficacité des ressources en termes d'utilisation de l'énergie, des énergies renouvelables, des matières premières, de l'eau et des terres, en termes de production de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre ou en termes d'impact sur la biodiversité et l'économie circulaire, ou d'un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif social, en particulier un investissement qui contribue à lutter contre les inégalités ou qui favorise la cohésion sociale, l'intégration sociale et les relations de travail, ou d'un investissement dans le capital humain ou dans des communautés économiquement ou socialement défavorisées, pour autant que ces investissements ne nuisent pas de manière importante à ces objectifs et que les sociétés émettrices appliquent des pratiques de bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne les structures de gestion saines, les relations avec les employés, la rémunération du personnel et la conformité fiscale.
- ⇒ Compartiments promouvant des caractéristiques environnementales ou sociales (désignés par « **Article 8** ») : ces compartiments promeuvent, entre autres caractéristiques, des caractéristiques environnementales ou sociales, ou une combinaison de ces caractéristiques, pour autant que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

Tous les compartiments de la Société sont classés comme compartiments de l'Article 8.

- ⇒ Compartiments classés dans d'autres compartiments que ceux des Articles 8 et 9.

POLITIQUE EN MATIERE DE RISQUE DE LIQUIDITE

La Société de gestion a établi, mis en œuvre et applique systématiquement une politique de gestion des liquidités conforme aux exigences du Règlement 2017/1131 et a mis en place une procédure de gestion des liquidités prudente et rigoureuse qui lui permet de surveiller les risques de liquidité des compartiments et de s'assurer que ces derniers peuvent normalement satisfaire à tout moment leur obligation de racheter leurs Actions à la demande des Actionnaires. Des mesures qualitatives et quantitatives sont utilisées pour s'assurer que les portefeuilles d'investissement sont suffisamment liquides et que les compartiments sont en mesure d'honorer les demandes de rachat des Actionnaires. En outre, les concentrations des Actionnaires sont régulièrement examinées afin d'évaluer leur impact potentiel sur la liquidité des compartiments.

Les compartiments sont examinés individuellement en ce qui concerne les risques de liquidité. La politique de gestion des liquidités de la Société de gestion tient compte de la stratégie d'investissement, de la fréquence des transactions, de la liquidité des actifs sous-jacents (et de leur valorisation) et de la base d'actionnaires. Le Conseil d'administration, ou la Société de gestion, lorsque cela est jugé nécessaire et approprié pour protéger les Actionnaires, peut également utiliser, entre autres, certains outils pour gérer le risque de liquidité, comme décrit dans les sections suivantes du Prospectus :

- ✓ Section « Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission, de la conversion et du rachat des actions » :
Le Conseil d'administration peut suspendre temporairement le calcul de la valeur nette d'inventaire et le droit de tout Actionnaire de demander le rachat de toute action de tout compartiment ou Catégorie d'actions de tout compartiment ainsi que l'émission d'Actions de tout compartiment ou Catégorie d'actions de tout compartiment.
- ✓ Section « Abonnement, conversion et rachat des actions » :
Le Conseil d'administration peut décider de payer le prix de rachat à tout Actionnaire qui accepte, en tout ou partie, par une allocation en nature de titres conformément aux conditions énoncées par la loi luxembourgeoise. Si, lors d'un jour d'évaluation, la Société reçoit des demandes nettes de rachat (et de conversion dans un autre compartiment) dépassant 10 % de la valeur nette d'inventaire du compartiment concerné, le Conseil d'administration, à sa seule discrétion, peut décider de limiter chaque demande de rachat (et de conversion) au prorata afin que le montant total des rachats au cours de ce jour d'évaluation ne dépasse pas la limite de 10 % de la valeur nette d'inventaire du compartiment concerné.
- ✓ Section « Les Actions » / « Procédure de gestion de la liquidité »
Les exigences de liquidité spécifiques aux FM de court terme et aux compartiments VNIV standards sont détaillées dans la présente Section.

Les Actionnaires qui souhaitent évaluer eux-mêmes le risque de liquidité des actifs sous-jacents doivent noter que la totalité en participations de portefeuille des compartiments est indiquée dans le dernier rapport annuel ou le dernier rapport semestriel si celui-ci est plus récent.

LES ACTIONS

CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET CLASSES D'ACTIONS :

A. CATÉGORIES

Le Conseil d'administration pourra créer et émettre les catégories d'actions ci-dessous dans chaque compartiment et ajouter de nouvelles devises d'évaluation aux actions déjà créées.

Catégorie	Investisseurs	Prix de souscription initial par action ⁽¹⁾	Participation minimum (en EUR ou son équivalent dans toute autre Devise d'évaluation) ⁽²⁾
Classic	Tous	100 dans les Devises de référence	Aucune
Classic Distribution ⁽³⁾		1 dans les Devises de référence	
Classic T1 ⁽⁴⁾		100 dans les Devises de référence	
Privilege	Distributeurs ⁽⁷⁾ Gestionnaires Tous	100 dans les Devises de référence	Distributeurs ⁽⁷⁾ : aucune Gestionnaires : aucune Autres : 3 millions par compartiment
Privilege Distribution ⁽³⁾		1 dans les Devises de référence	
Privilege M Distribution ⁽⁵⁾		10 000 dans les Devises de référence	
Privilege T1 ⁽⁴⁾		100 dans les Devises de référence	
I	Investisseurs institutionnels et OPC	100 dans les Devises de référence	Investisseurs institutionnels : 3 millions par compartiment OPC : aucune
I Distribution ⁽³⁾		1 dans les Devises de référence	
I M Distribution ⁽⁵⁾		10 000 dans les Devises de référence	
IT1 ⁽⁴⁾		100 dans les Devises de référence	
IT3 ⁽⁶⁾		100 dans les Devises de référence	
I Plus		100 000 dans les Devises de référence	Investisseurs institutionnels : 250 millions par compartiment OPC : aucune
S Distribution ⁽³⁾	Investisseurs autorisés	1 dans les Devises de référence	Aucune
UT3 ⁽⁶⁾		100 dans les Devises de référence	
X	Investisseurs autorisés	100 dans les Devises de référence	
X Distribution ⁽³⁾		1 dans les Devises de référence	

(1) Hors commission de souscription, le cas échéant,

(2) À la discrétion du Conseil d'administration. Cependant, l'égalité de traitement des actionnaires sera préservée à tout moment.

(3) VNI stable

(4) « T1 » : Le règlement des souscriptions et des rachats s'effectue le jour ouvré suivant le Jour d'évaluation considéré.

(5) Dividende mensuel

(6) « T3 » : Le règlement des souscriptions et des rachats s'effectue le troisième Jour ouvré de banque suivant le Jour d'évaluation considéré.

(7) Les Distributeurs qui ne fournissent que des services de conseil indépendants rémunérés, tels que définis par le MiFID, s'agissant des distributeurs établis dans l'EEE.

B. SOUS-CATÉGORIES

Série d'actions

Les catégories I Plus, Classic T, Privilege T, IT, UT et X peuvent être dupliquées autant de fois qu'il existe de distributeurs agréés spécifiques (par exemple « I Plus2 », « I Plus3 », etc.).

Les autres caractéristiques de ces sous-catégories ainsi que la structure de frais sont identiques à celles de la catégorie dont elles découlent au sein du compartiment concerné.

C. CLASSES DE CAPITALISATION/DISTRIBUTION

Les catégories/sous-catégories d'actions mentionnées plus haut sont émises dans des Classes de capitalisation (« CAP ») et/ou des Classes de distribution (« DIS ») telles que définies ci-après.

CAP

Les actions CAP conservent leurs rendements financiers nets (le cas échéant) pour les réinvestir.

DIS

Les actions DIS peuvent verser un dividende aux porteurs de parts mensuellement ou trimestriellement.

L'assemblée générale des actionnaires détenteurs d'actions DIS de chaque compartiment concerné se prononce chaque année sur la proposition du Conseil d'administration de payer un dividende qui sera calculé selon les limites légales prévues à cet effet et les Statuts. À cet égard, l'assemblée générale se réserve le droit de distribuer l'actif net de chaque compartiment de la Société sans le réduire en deçà du capital minimum légal. La nature de la distribution (revenus nets des investissements ou capital) sera précisée dans les États financiers de la Société.

S'il est dans l'intérêt des actionnaires de ne pas distribuer de dividende, compte tenu des conditions du marché, aucune distribution ne sera faite.

Le Conseil d'administration peut, lorsqu'elle l'estime opportun, décider de la distribution d'un acompte sur dividendes.

Il appartient au Conseil d'administration de déterminer les modalités de versement des dividendes et acomptes sur dividendes qui ont été décidés. Les dividendes seront, en principe, payés dans la devise de référence de la classe concernée (les frais de change pour des paiements dans d'autres devises seront à la charge de l'investisseur).

Les dividendes et acomptes sur dividendes mis en paiement mais non réclamés par l'actionnaire durant une période de cinq ans à partir de la date de mise en paiement ne pourront plus être réclamés et reviendront au compartiment concerné.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes ou acomptes sur dividendes annoncés et non réclamés se trouvant aux mains du Fonds pour le compte des actionnaires du compartiment jusqu'à la date de prescription légale.

Dispositions spécifiques pour des classes d'actions de « VNI stable » pour les compartiments VNIFV uniquement :

Jusqu'en janvier 2019, le mécanisme de distribution inversé* (c'est-à-dire l'annulation d'actions) a aidé les compartiments VNIFV à atténuer les taux d'intérêt négatifs tout en préservant la stabilité de leur VNI. En conséquence du Règlement 2017/1131 sur les fonds monétaires, ce mécanisme est désormais interdit par l'ESMA depuis janvier 2019. Ainsi, dans un souci de stabilité de la valeur nette d'inventaire, une part importante, voire la totalité, des rendements nets positifs d'investissement attribuables aux actions de ces classes sera déclarée quotidiennement en tant que dividendes, de sorte que la valeur nette d'inventaire des actions de distribution reste égale au prix de souscription initiale, et sera distribuée chaque mois. Les dividendes distribués seront automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ou, à la demande de l'actionnaire, crédités sur un compte distinct. L'objectif est de protéger le capital, de maintenir la liquidité des investissements et de garantir une performance stable en appliquant la politique d'investissement.

Toutefois, en cas de rendements négatifs, en particulier si certaines banques centrales appliquent des taux négatifs dans leur politique monétaire, la VNI des fonds VNIFV ne pourra plus rester stable à 1 GBP ou 1 USD.

Si cela devait se produire, le revenu d'investissement négatif serait accumulé dans la VNI de chaque Classe d'actions qui, dans ces circonstances, se comporterait comme une Classe d'actions de capitalisation. Afin de mieux refléter les changements quotidiens de la VNI qui comporte 4 chiffres décimaux, le Conseil d'administration peut décider de multiplier la valeur nominale de chaque VNI concernée par 1 000. Dans ce cas, chaque part actuelle de 1 GBP ou 1 USD serait transformée respectivement en 0,001 part de 1 000 GBP ou 1 000 USD.

**Mécanisme de distribution inversé : mécanisme utilisé par des fonds monétaires pour maintenir une VNI stable et gérer la distribution du revenu négatif dû à des rendements négatifs, c'est-à-dire la réduction du montant des actions d'un investisseur correspondant au montant du rendement négatif.*

D. FORMES JURIDIQUES DES ACTIONS

Toutes les actions sont nominatives.

Toutes les actions sont inscrites dans des registres de porteurs de parts spécifiques tenus au Luxembourg par l'agent de registre, comme indiqué dans la section « Informations générales ». Sauf s'il en est disposé autrement, les actionnaires détenant leurs actions sous une forme nominative au registre ne recevront aucun certificat représentatif de leurs actions. À la place, il sera émis une confirmation d'inscription dans le registre.

E. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT TOUTES LES CATÉGORIES

Le Conseil d'administration peut s'écarter du prix de souscription initial par action. Cependant, l'égalité de traitement des actionnaires sera préservée à tout moment.

Le Conseil d'administration peut décider à tout moment de fractionner ou de regrouper les actions émises dans un compartiment, une catégorie ou une classe en un nombre d'actions qu'il définit. La valeur nette d'inventaire totale de ces actions doit être égale à la valeur nette d'inventaire des actions fractionnées/regroupées existantes au moment du fractionnement/regroupement.

Si les actifs d'une catégorie/classe tombent en dessous de 1 000 000 EUR ou l'équivalent dans une autre devise, le Conseil d'administration se réserve le droit de la liquider ou de la fusionner avec une autre catégorie/classe de son choix s'il estime agir ainsi dans le meilleur intérêt des actionnaires.

S'il s'avère que des actions sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, elles seront converties en actions de la catégorie ou classe adéquate ou dans la devise appropriée.

Les actions doivent être entièrement libérées et sont émises sans désignation de valeur nominale. Sauf mention contraire, leur émission n'est pas limitée en nombre. Les droits attachés aux actions sont ceux énoncés dans la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par la Loi.

Des fractions d'actions jusqu'à six décimales pourront être émises.

Toutes les actions entières de la Société, quelle que soit leur valeur, ont un égal droit de vote. Les actions de chaque compartiment, catégorie ou classe ont un droit égal au produit de liquidation du compartiment, de la catégorie ou de la classe en question.

Les ordres reçus seront traités uniquement dans la devise de référence de la catégorie.

SOUSCRIPTION, CONVERSION ET RACHAT DES ACTIONS

Les actions de la Société peuvent être proposées à la souscription au niveau local via des plans d'épargne à versements réguliers et des programmes de rachat et de conversion spécifiques à cette offre locale et peuvent être exposées à des charges supplémentaires.

Si un plan d'épargne à versements réguliers est clos avant le terme convenu, le total des commissions de souscription dues par les actionnaires concernés peut être supérieur à celui qui aurait été appliqué à des souscriptions standard.

Les investisseurs peuvent être tenus de nommer un agent payeur en qualité de nommée (le « Nominee ») pour tous actes liés à leur participation dans la Société.

Dans le cadre de cette mission, le Nominee est spécialement tenu :

- d'envoyer à la Société les demandes de souscription, de rachat et de conversion, regroupées par catégorie d'actions, classe d'actions, compartiment et distributeur ;
- d'être inscrit au registre de la Société en son nom « pour le compte d'un tiers » ; et
- d'exercer le droit de vote de l'investisseur (le cas échéant) selon les instructions de l'investisseur.

Le Nominee doit s'efforcer de conserver une liste électronique tenue à jour des noms et adresses des investisseurs et du nombre d'actions détenues ; la qualité d'actionnaire peut être vérifiée par le biais de la lettre de confirmation envoyée à l'investisseur par le Nominee.

Les investisseurs sont informés qu'ils peuvent être tenus de payer des frais supplémentaires pour l'activité du Nominee susmentionné.

Avertissements préliminaires

Les souscriptions, conversions et rachats d'actions se font à valeur nette d'inventaire (VNI) inconnue. Les demandes de souscription ne peuvent porter que sur un montant déterminé, sauf en ce qui concerne les classes d'actions « T1 » et « T3 », pour laquelle elles peuvent porter sur un nombre d'actions ou un montant donné.

Le Conseil d'administration se réserve le droit de :

- (a) refuser, pour quelque raison que ce soit, tout ou partie d'une demande de souscription ou de conversion ;
- (b) racheter, à tout moment des actions détenues par des personnes qui ne sont pas autorisées à acheter ou à détenir des actions de la Société ;
- (c) rejeter des demandes de souscription, de conversion ou de rachat provenant d'un investisseur qu'il suspecte d'employer des pratiques associées aux Market Timing et Active Trading et de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour protéger les autres investisseurs de la Société, notamment en imposant un droit de rachat supplémentaire de 2 % du montant de l'ordre au maximum, au profit du compartiment.

Le Conseil d'administration est autorisé à fixer des montants minima de souscription, de conversion, de rachat et de détention.

Pour l'appréciation des minima de souscription, il est fait masse des demandes de souscription en provenance d'entités dont la dénomination traduit l'appartenance à un même groupe ou qui ont un organe central de prise de décision.

Si une demande de rachat ou de conversion d'actions, une procédure de fusion/scission ou tout autre événement a pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire totale des actions d'un actionnaire donné en deçà du nombre ou de la valeur fixée par le Conseil d'administration, la Société peut procéder au rachat de toutes ses actions.

Dans certains cas décrits dans la partie consacrée à la suspension du calcul de la VNI, le Conseil d'administration est autorisé à suspendre temporairement les émissions, conversions et rachats d'actions, ainsi que le calcul de leur valeur nette d'inventaire.

Le Conseil d'administration peut décider, dans l'intérêt des actionnaires, de fermer un compartiment, une catégorie et/ou une classe aux souscriptions et aux conversions entrantes, dans certaines conditions et pendant la durée qu'il fixe. Une telle décision ne donnera pas lieu à la publication d'un avis, mais le site Internet www.bnpparibas-am.com sera mis à jour en conséquence.

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le bulletin de souscription devra être accompagné, s'il s'agit d'une personne physique, de la carte d'identité ou du passeport du souscripteur certifié(e) conforme par une autorité compétente (par ex. ambassade, consulat, notaire, commissaire de police) ou par une institution financière soumise à des normes en matière d'identification équivalentes à celles en vigueur au Luxembourg ou, s'il s'agit d'une personne morale, des Statuts et d'un extrait du registre de commerce, dans les cas suivants :

1. en cas de souscription directe auprès de la Société ;
2. en cas de souscription par l'intermédiaire d'un professionnel du secteur financier résident d'un pays qui ne serait pas soumis à une obligation d'identification équivalente aux normes luxembourgeoises en matière de prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment d'argent ;
3. en cas de souscription par l'intermédiaire d'une filiale ou d'une succursale dont la maison mère serait soumise à une obligation d'identification équivalente à celle exigée par la loi luxembourgeoise, si la loi applicable à la maison mère ne lui fait pas obligation de veiller au respect de ces dispositions pour ses filiales ou succursales.

La Société est également tenue d'identifier la provenance des fonds s'ils sont issus d'établissements financiers n'étant pas soumis à une obligation d'identification équivalente à celle exigée par la loi luxembourgeoise. Les souscriptions pourront être temporairement bloquées jusqu'à l'identification de la provenance des fonds.

Il est généralement admis que les professionnels du secteur financier résidents de pays ayant adhéré aux conclusions du rapport GAFI (Groupe d'Action Financière sur le Blanchiment de Capitaux) sont considérés comme ayant une obligation d'identification équivalente à celle requise par la loi luxembourgeoise.

Traitement des informations personnelles

Conformément au RGPD, lors de la soumission d'une demande de souscription, les données à caractère personnel de l'investisseur (ci-après « données à caractère personnel ») peuvent être collectées, enregistrées, stockées, adaptées, transférées ou traitées et utilisées de quelque manière que ce soit par la Société et la Société de gestion (en tant que responsables du traitement des données) en vue de gérer son compte et sa relation commerciale (par exemple pour tenir le registre des actionnaires, traiter des demandes, fournir des services aux actionnaires, protéger les comptes contre tout accès non autorisé, effectuer des analyses statistiques, fournir des informations sur les produits et services et/ou respecter différentes législations et réglementations). Dans la mesure où cette utilisation l'exige, l'investisseur autorise en outre le partage de ces informations avec différents fournisseurs de services de la Société, dont certains peuvent être établis en dehors de l'Union européenne et qui peuvent être amenés à traiter ces données à caractère personnel en vue d'exécuter leurs services et de respecter leurs propres obligations légales, mais qui peuvent ne pas avoir d'exigences de protection des données considérées comme équivalentes à celles en vigueur dans l'Union européenne. Les données à caractère personnel peuvent notamment être traitées à des fins d'archivage, de traitement de commandes, de réponse à des requêtes d'actionnaires et de fourniture d'informations sur d'autres produits et services. Ni la Société ni sa Société de gestion ne communiqueront ces données à caractère personnel relatives à l'actionnaire, à moins d'y être contraintes par une réglementation particulière ou lorsque cela s'avère nécessaire dans des intérêts commerciaux légitimes.

Des informations plus détaillées sur le traitement des données à caractère personnel sont disponibles dans la « Note d'information sur la protection des données » de la Société de gestion, ainsi que dans la « Charte de protection des données à caractère personnel », disponibles via le lien <https://www.bnpparibas-am.com/en/footer/data-protection/>.

Chaque actionnaire dont les données à caractère personnel ont subi un traitement a le droit d'accéder à ses données à caractère personnel et peut demander à les rectifier au cas où elles seraient inexactes ou incomplètes.

SOUSCRIPTIONS

Les demandes de souscription ne peuvent porter que sur un montant déterminé, sauf en ce qui concerne la classe d'actions « T1 », pour laquelle elles peuvent porter sur un nombre d'actions ou un montant donné.

Les actions seront émises à un prix correspondant à la valeur nette d'inventaire par action, majorée des commissions de souscription mentionnés au tableau ci-dessus.

Pour qu'un ordre soit exécuté à la valeur nette d'inventaire d'un jour d'évaluation donné, il faut qu'il soit reçu par la Société avant la date et l'heure spécifiées dans les conditions particulières détaillées au Livre II pour chaque compartiment. Les ordres reçus après cette limite seront traités à la valeur nette d'inventaire du jour d'évaluation suivant.

Pour être accepté par la Société, l'ordre doit reprendre toutes les informations requises concernant l'identification des actions souscrites et l'identité du souscripteur tel que mentionné ci-dessus.

La Société se réserve le droit de différer et/ou annuler les demandes de souscription au cas où il serait incertain que le paiement y afférent parvienne au Dépositaire dans les délais de paiement impartis ou au cas où l'ordre ne serait pas complet. Le Conseil d'administration ou son représentant peut traiter cette demande, soit en appliquant une majoration tenant compte notamment des intérêts dus selon les taux usuels du marché, soit en annulant l'attribution des actions et, le cas échéant, en l'accompagnant d'une demande de compensation pour toute perte résultant du défaut de paiement avant l'expiration du délai imparté. Les actions ne seront dès lors attribuées qu'après réception de la demande de

souscription dûment complétée et accompagnée du paiement ou d'un document attestant irrévocablement le paiement dans les délais impartis. La Société ne sera pas responsable du traitement différé des ordres lorsque ces derniers ne seront pas complets.

Tout solde restant après la souscription sera remboursé à l'actionnaire, sauf s'il est inférieur à 15 EUR ou l'équivalent dans une autre devise, selon le cas. Les montants non remboursés seront conservés par le compartiment concerné.

Le Conseil d'administration peut accepter l'émission d'actions en échange de l'apport en nature de valeurs mobilières, conformément aux conditions fixées par la Loi luxembourgeoise, en particulier en ce qui concerne l'obligation de remise d'un rapport d'évaluation par le Réviseur d'entreprises mentionné sous « Informations générales » supra et à condition que ces valeurs mobilières soient conformes à la politique et aux restrictions d'investissement du compartiment concerné de la Société telles que décrites au Livre II. Sauf disposition contraire, les coûts de cette opération seront supportés par la partie requérante.

CONVERSIONS

Sans préjudice des dispositions propres à un compartiment, une catégorie ou une classe, tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions en actions d'une autre catégorie ou autre classe au sein du même compartiment. Le nombre d'actions nouvellement émises ainsi que les frais relatifs à l'opération sont calculés conformément à la formule reprise ci-dessous.

Les actionnaires ne peuvent pas convertir tout ou partie de leurs actions d'un compartiment en actions d'un autre compartiment.

Les conversions ne sont possibles qu'entre les catégories suivantes au sein du même compartiment :

Vers De	Plus	I	IT1	IT3	UT3	Distribution	M Distribution	Privilege	Privilege T1	Privilege Distribution	Privilege M Distribution	Classic	Classic Distribution	Classic T1	S Distribution	X
I Plus	Oui		Non			Oui			Non			Oui			Non	
I		-	Non			Oui	Oui		Non		Oui	Oui	Oui	Non		
IT1		No n	-	Non		Non			Oui	Non			Oui			
IT3			No n	-					Non					Non		
I Distribution		Ou i	Non		Non	-	Oui	Oui	Non	Oui			Non			
I M Distribution						Oui	-									
Privilege		Ou i				Oui	Oui	-	Non	Oui		Oui	Non			
Privilege T1	Non	No n	Oui		Non	Non	Non	Non	-	Non		Non	Oui			
Privilege Distribution			Non			Oui			Non	-	Oui	Oui	Oui	Non		
Privilege M Distribution		Ou i					Oui		Non	Oui	-					
Classic									Non	Oui		-	Oui	Non		
Classic Distribution									Non		Oui	Non	-	Non		
Classic T1		No n	Oui			Non	Non		Oui	Non		Non	-			
S Distribution			Non			Oui	Non			Non		Non	Non			

UT3	Non		Non			Non	
X/ X Distribution	Ou i	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Non

Pour qu'un ordre soit exécuté à la valeur nette d'inventaire d'un jour d'évaluation donné, il faut qu'il soit reçu par la Société avant la date et l'heure spécifiées au Livre II pour chaque compartiment. Les ordres reçus après cette limite seront traités à la valeur nette d'inventaire du jour d'évaluation suivant.

Formule de conversion

Le nombre d'actions attribuées au sein d'un nouveau compartiment ou d'une nouvelle catégorie ou classe sera déterminé selon la formule suivante :

$$S_n = \frac{(S_o \times P_o) - C}{P_n}$$

- S_n le nombre d'actions de la nouvelle catégorie/classe devant être émises ;
 S_o le nombre d'actions de la catégorie/classe d'origine devant être rachetées ;
 P_o le prix de rachat des actions de la classe/catégorie d'origine (y compris la commission de rachat, le cas échéant) ;
 P_n le prix de souscription des actions de la nouvelle catégorie/classe (y compris la commission de souscription, le cas échéant) ; et
 C les frais de conversion (s'il y a lieu).

Dans le cas d'actions détenues en compte (avec ou sans attribution de fractions d'actions), tout solde restant après la conversion sera remboursé à l'actionnaire, sauf s'il est inférieur à 15 EUR ou l'équivalent dans une autre devise, selon le cas. Les montants non remboursés reviendront au compartiment concerné.

RACHATS

I. Règles générales

Les rachats peuvent être présentés soit pour un nombre fixe d'actions, soit pour un montant fixe.

Sous réserve des exceptions et limitations prévues dans le Prospectus, tout actionnaire a le droit, à tout moment, de faire racheter ses actions par la Société.

Pour qu'un ordre soit exécuté à la valeur nette d'inventaire d'un jour d'évaluation donné, il faut qu'il soit reçu par la Société avant la date et l'heure spécifiées dans les conditions particulières détaillées au Livre II pour chaque compartiment. Les ordres reçus après cette limite seront traités à la valeur nette d'inventaire du jour d'évaluation suivant.

Pour être accepté par la Société, l'ordre doit inclure toutes les informations requises concernant l'identification des actions concernées et l'identité de l'actionnaire tel que mentionné ci-dessus.

À moins qu'il en soit disposé autrement pour un compartiment particulier, le montant de rachat de chaque action sera remboursé dans sa devise de souscription, minoré des droits de rachat applicables le cas échéant.

Le montant du rachat ne sera versé que lorsque le Dépositaire aura reçu soit les titres au porteur représentatifs des actions rachetées, avec les coupons non échus attachés, soit une attestation d'un dépositaire indépendant de la livraison prochaine desdits titres.

La Société se réserve le droit de différer les demandes de rachat au cas où l'ordre ne serait pas complet. La Société ne sera pas responsable du traitement différé des ordres lorsque ces derniers ne seront pas complets.

Les rachats en nature sont possibles sur approbation spécifique du Conseil d'administration, pour autant que les actionnaires subsistants ne subissent pas de préjudice et qu'un rapport d'évaluation du Réviseur d'entreprises de la Société soit établi. Le type ou la nature des actifs qui peuvent être transférés en pareil cas sera déterminé par le Gestionnaire d'actifs dans le respect de la politique et des restrictions d'investissement du compartiment concerné. Les coûts de tels transferts peuvent être supportés par la partie requérante.

Dans le cas d'actions détenues en compte (avec ou sans attribution de fractions d'actions), tout solde restant après le rachat sera remboursé à l'actionnaire, sauf s'il est inférieur à 15 EUR ou l'équivalent dans une autre devise, selon le cas. Les montants non remboursés seront réputés appartenir au compartiment concerné.

Si le total des demandes nettes de rachat/conversion reçues au titre d'un compartiment visé à un jour d'évaluation donné porte sur plus de 10 % des actifs nets du compartiment concerné, le Conseil d'administration peut décider de fractionner et/ou de différer les demandes de rachat/conversion présentées au prorata de manière à réduire le nombre d'actions remboursées/converties à ce jour à 10 % des actifs nets du compartiment concerné. Toute demande de rachat/conversion ainsi différée sera traitée de la même manière que les demandes de rachat/conversion reçues au jour d'évaluation suivant, sous réserve toujours de la limite précitée de 10 % des actifs nets.

II. Multi-batch pour les compartiments VNIFV

Les demandes de rachat concernant les compartiments VNIFV peuvent être traitées par la Société de gestion pendant le Jour d'évaluation aux heures indiquées sur le site Internet www.bnpparibas-am.lu et les rachats peuvent être réglés a posteriori. Quelles que soient les heures auxquelles les rachats sont traités au cours du même Jour d'évaluation, les actionnaires qui demandent le rachat de leurs actions pendant le Jour d'évaluation ne détiendront pas d'actions du compartiment concerné à la fin de la journée et n'ont par conséquent pas le droit de recevoir les revenus distribués au cours de cette journée. Rien ne permet de garantir que les rachats seront traités à une heure en particulier avant la fin du Jour d'évaluation. La Société de gestion peut à son entière discrétion et sans préavis, modifier les heures auxquelles les rachats sont traités, reporter les rachats à une heure ultérieure le Jour d'évaluation ou suspendre à tout instant pendant la journée les rachats dans les cas stipulés dans la section « *SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE ET DE L'ÉMISSION, LA CONVERSION ET LE RACHAT D' ACTIONS* » ci-dessous.

PROCÉDURE DE GESTION DE LA LIQUIDITÉ

La liquidité des compartiments est soigneusement contrôlée par le Gestionnaire d'actifs qui est chargé de veiller à ce que le compartiment soit en mesure de faire face à toutes les entrées et sorties de trésorerie requises et d'éviter d'éventuelles divergences significatives entre le profil structurel et de liquidité d'un compartiment et sa concentration en termes d'actionnaires. Les seuils réglementaires de liquidité quotidiens et hebdomadaires minimaux peuvent être ajustés à la hausse si nécessaire, en tenant compte :

- (i) de la taille du compartiment ;
- (ii) des flux prévisionnels / de la concentration en termes d'actionnaires ;
- (iii) des conditions de marché.

Le risque de liquidité est géré à tout moment en maintenant les poches de liquidité à un niveau supérieur aux exigences réglementaires quotidiennes et hebdomadaires par :

- l'utilisation d'accords de prise et de mise en pension négociés uniquement avec une option d'achat de 24 heures ;
- la possibilité de négocier des effets très liquides tels que des bons du Trésor, des contrats de différence, des documents commerciaux autres qu'en euro et d'autres documents commerciaux ;
- la garantie que la valeur des actions détenues par un actionnaire unique n'affecte pas de façon significative le profil de liquidité du compartiment lorsque cela représente une part substantielle de la VNI totale du compartiment.

S'agissant des compartiments VNIC et VNIFV de dette publique, les procédures de gestion de la liquidité sont décrites ci-après.

Exigences spécifiques applicables aux compartiments VNIC et VNIFV de dette publique

Conformément au Règlement 2017/1131 et à ses règlements délégués applicables, la Société de gestion d'un compartiment VNIC et/ou un compartiment VNIFV de dette publique doit établir, appliquer et mettre systématiquement en œuvre des procédures de gestion de la liquidité prudentes et rigoureuses afin de garantir le respect des seuils de liquidité hebdomadaires applicables à ces compartiments.

1.1 Dans le cadre de la conformité avec les seuils de liquidité hebdomadaires, les éléments suivants s'appliquent :

- (a) lorsque la proportion d'actifs arrivant à échéance chaque semaine telle que définie dans le Règlement 2017/1131 tombe en dessous des 30 % des actifs totaux du compartiment VNIC ou VNIFV de dette publique et que les rachats nets quotidiens lors d'un jour ouvré unique dépassent les 10 % des actifs totaux, le Gestionnaire d'actifs en informera immédiatement le Conseil d'administration et ce dernier réalisera une évaluation documentée de la situation afin de déterminer la ligne de conduite appropriée à adopter eu égard aux intérêts des actionnaires.

Si une telle situation survient, le Conseil d'administration est habilité à appliquer une ou plusieurs des mesures suivantes :

- (i) des commissions de liquidité sur les rachats qui reflètent de façon appropriée les frais encourus par le compartiment pour obtenir une telle liquidité et qui garantissent que les actionnaires qui restent dans le fonds ne soient pas injustement désavantagés lorsque d'autres actionnaires procèdent au rachat de leurs actions durant la période considérée ;
- (ii) des plafonds de rachat qui limitent le montant des actions devant être rachetées lors de tout jour ouvré à un maximum de 10 % des actions d'un compartiment lors de toute période allant jusqu'à 15 jours ouvrés ;
- (iii) la suspension des rachats pour une période pouvant aller jusqu'à 15 jours ouvrés ; ou
- (iv) pas de mesure immédiate autre que toute action visant à remplir l'obligation visée à l'Article 24(2) du Règlement.

- (b) lorsque la proportion d'actifs arrivant à échéance chaque semaine telle que définie dans le Règlement 2017/1131 tombe en dessous des 10 % des actifs totaux, le Conseil d'administration n'est habilité à prendre qu'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- (i) des commissions de liquidité sur les rachats qui reflètent de façon appropriée les frais encourus par le compartiment pour obtenir une telle liquidité et qui garantissent que les actionnaires qui restent dans le fonds ne soient pas injustement désavantagés lorsque d'autres actionnaires procèdent au rachat de leurs actions durant la période considérée ;
- (ii) la suspension des rachats pour une période pouvant aller jusqu'à 15 jours ouvrés.

1.2 Quand, lors d'une période de 90 jours, la durée totale des suspensions dépasse 15 jours, un compartiment VNIC ou VNIFV de dette publique cessera automatiquement d'être un compartiment VNIC ou VNIFV de dette publique. Le Conseil d'administration de l'un de ces compartiments en informera immédiatement par écrit chaque actionnaire d'une façon claire et compréhensible.

1.3 Une fois que le Conseil d'administration du compartiment VNIC ou VNIFV de dette publique aura déterminé sa ligne de conduite à l'égard des deux points (a) et (b) du paragraphe 1.1 ci-avant, il devra, dans les plus brefs délais, fournir à la CSSF des informations détaillées relatives à sa décision.

COTATION EN BOURSE

Par décision du Conseil d'administration, les actions peuvent être admises à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg et/ou, s'il y a lieu, d'une autre Bourse de valeurs.

Aucune action n'était cotée sur une bourse à la date du présent Prospectus.

COMMISSIONS ET FRAIS

Frais à la charge des investisseurs

Charges maximales réglées directement par les investisseurs qui peuvent être payées uniquement à la survenance d'une opération spécifique (souscription, conversion, sortie) :

Actions	Souscription	Conversion	Rachat
Classic			
Classic Distribution			
Classic T1			
Privilege			
Privilege Distribution			
Privilege M Distribution			
Privilege T1			
I		Aucune	
I Distribution			
I M Distribution			
IT1			
IT3			
I Plus			
S Distribution			
UT3			
X			
X Distribution			

Commissions et dépenses imputables aux Compartiments

Chaque compartiment est soumis à des commissions ou génère des dépenses qui lui sont propres. Les commissions et dépenses non imputables à un compartiment particulier sont réparties entre tous les compartiments au prorata de leur valeur nette d'inventaire respective.

Ces commissions et dépenses sont calculées quotidiennement et déduites mensuellement de la moyenne des actifs nets d'un compartiment, d'une classe d'actions ou d'une catégorie d'actions, versés à la Société de gestion. Le montant facturé varie en fonction de la valeur de la VNI.

Veuillez vous reporter au Livre II du présent Prospectus pour obtenir des informations détaillées sur les commissions et charges annuelles applicables au(x) compartiment(s) dans le(s)quel(s) vous avez investi.

Commission de distribution

Commission servant à couvrir la rémunération des distributeurs, en supplément de la part de la commission de gestion qu'ils perçoivent pour leurs services.

Dépenses extraordinaires

Dépenses autres que les commissions de gestion, performance, distribution et autres frais supportés par chaque compartiment. Ces dépenses comprennent, sans s'y limiter :

- les intérêts et le montant total de tout droit, prélèvement et taxe ou charge similaire imposé(e) à un compartiment ;
- les frais de contentieux ou de récupération d'impôt.

Frais indirects

Frais encourus sur les OPCVM et/ou OPC sous-jacents dans lesquels la Société investit et inclus dans les Frais courants indiqués dans les DICI.

Commission de gestion

Commission servant à couvrir la rémunération des gestionnaires d'actifs et, sauf disposition contraire dans le Livre II, des distributeurs dans le cadre de la commercialisation des actions de la Société

Autres frais

Frais servant à couvrir notamment les services suivants :

- L'administration, la domiciliation et la comptabilité des fonds ;
- Les audits ;
- Le dépôt, la garde et la conservation ;
- La documentation, notamment la préparation, l'impression, la traduction et la distribution du Prospectus, des Documents d'information clé pour l'investisseur, des rapports financiers ;
- La certification ESG et les frais de service ;
- Les licences d'indices financiers (le cas échéant) ;
- Les frais juridiques ;
- La cotation des actions en bourse (le cas échéant) ;
- Les dépenses de la société de gestion (notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de connaissance du client, de Risque et de supervision des activités déléguées) ;
- Les opérations marketing ;

- La publication des données de performance des fonds ;
- Les frais des agences de notation ;
- Les frais d'inscription, traduction comprise ;
- Les services associés à la collecte, aux déclarations fiscales et réglementaires requises et à la publication de données sur la Société, ses investissements et ses actionnaires ;
- L'agence de transfert, de registre et de paiement.

Ces commissions ne comprennent pas les frais payés aux Administrateurs indépendants et les débours raisonnables payés à tous les Administrateurs, les frais d'exploitation des actions couvertes, les droits, les taxes et les frais de transaction associés à l'achat et à la vente d'actifs, les frais de courtage et autres transactions, les intérêts et les frais bancaires.

Frais réglementaires et fiscaux

Ces frais comprennent :

- la taxe luxembourgeoise d'abonnement (taxe de souscription) ;
- la taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

Conformément au Règlement et aux règlements délégués applicables, complétant le Règlement, la Société de gestion a établi, mis en œuvre et appliqué de façon cohérente une procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit (« PIEQC »), afin de déterminer la qualité de crédit des instruments du marché monétaire, en prenant en considération l'émetteur de l'instrument et les caractéristiques de l'instrument lui-même.

La Société de gestion s'assure que les informations utilisées dans le cadre de l'application de la procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit sont de qualité suffisante, actualisées et issues de sources fiables.

La procédure interne d'évaluation repose sur des méthodologies d'évaluation prudentes, systématiques et continues. Les méthodologies sont assujetties à la validation par la Société de gestion sur la base de l'expérience passée et des données empiriques, y compris les contrôles ex post.

La Société de gestion s'assure que la procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit se conforme aux principes généraux suivants :

- (a) un processus efficace est établi pour obtenir et actualiser les informations concernées relatives à l'émetteur et aux caractéristiques de l'instrument ;
- (b) des mesures adéquates sont adoptées et mises en œuvre pour s'assurer que la PIEQC est basée sur une analyse approfondie des informations disponibles et concernées, et inclut tous les facteurs déterminants concernés qui influent sur la solvabilité de l'émetteur et la qualité de crédit de l'instrument ;
- (c) la PIEQC est surveillée en continu et toutes les évaluations de la qualité de crédit sont passées en revue au moins annuellement ;
- (d) en partant du principe qu'une trop grande dépendance mécanique sur les notations externes conformément à l'Article 5a du Règlement n° 1060/2009 n'est pas souhaitable, la Société de gestion réalisera une nouvelle évaluation de la qualité de crédit pour un instrument du marché monétaire en cas de modification importante pouvant avoir une incidence sur l'évaluation existante de l'instrument ;
- (e) les méthodologies d'évaluation de la qualité de crédit sont passées en revue au moins annuellement par la Société de gestion afin de déterminer si elles restent appropriées par rapport au portefeuille actuel et aux conditions externes connexes et les résultats sont transmis à la CSSF. La Société de gestion corrigera les erreurs relatives à la méthodologie d'évaluation de la qualité de crédit, aussitôt qu'elle en aura connaissance ;
- (f) lorsque les méthodologies, les modèles ou les postulats clés utilisés dans le cadre de la PIEQC seront modifiés, la Société de gestion passera en revue toutes les évaluations internes de la qualité de crédit concernées, et ce dès que possible.

Évaluation interne de la qualité de crédit

La Société de gestion applique la procédure d'évaluation interne de la qualité de crédit ci-avant afin de déterminer si la qualité de crédit d'un instrument du marché monétaire reçoit une évaluation favorable. Lorsqu'une agence de notation enregistrée et certifiée conformément au Règlement n° 1060/2009 a fourni une notation pour ledit instrument du marché monétaire, la Société de gestion peut tenir compte de ladite notation de crédit, ainsi que des informations et analyses complémentaires dans l'évaluation interne de la qualité de crédit, et ce en ne s'appuyant pas seulement ou mécaniquement sur ladite notation conformément à l'Article 5a du Règlement n° 1060/2009.

Le Service de recherche de crédit du groupe BNP Paribas Asset Management fournit des avis sur les émetteurs, qui couvrent la tendance des sociétés en matière de fondamentaux, les prévisions concernant le risque événementiel, les notations prévisionnelles et planchers fixés en fonction des agences de notation et un avis sur la valeur relative basé sur les niveaux de négociation sur le marché.

L'évaluation de la qualité de crédit tient au moins compte des facteurs et principes généraux suivants :

1. Quantification du risque de crédit de l'émetteur et du risque de défaillance connexe de l'émetteur et de l'instrument

La procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit commence par une analyse *top-down* de la dynamique économique de chaque secteur, au regard des tendances macroéconomiques. Les analystes observent les facteurs sectoriels clés dans le but de formuler un avis sur l'amélioration ou la détérioration des secteurs. Les facteurs pris en considération incluent l'étape du cycle, la structure du secteur, les données démographiques, les réglementations, les risques juridiques et les tendances de consolidation. Les recommandations formulées par l'industrie sont utilisées pour faciliter l'analyse approfondie des émetteurs.

Les critères relatifs à la quantification du risque de crédit de l'émetteur et du risque de défaillance connexe de l'émetteur et de l'instrument s'établissent comme suit :

- (i) les informations sur la fixation du prix des obligations, y compris les écarts de crédit et la tarification des instruments à revenu fixe et autres titres connexes comparables ;
- (ii) la fixation du prix des instruments du marché monétaire relatifs à l'émetteur, à l'instrument ou au secteur industriel ;
- (iii) les statistiques en termes de défaillance relatives à l'émetteur, à l'instrument ou au secteur industriel, telles que fournies par les notations de crédit externes ;
- (iv) les indicateurs financiers relatifs à la localisation géographique, au secteur industriel ou à la classe d'actif de l'émetteur ou de l'instrument ;
- (v) les informations financières relatives à l'émetteur, y compris les taux de rentabilité, le taux de couverture des intérêts, les données en matière d'endettement et la tarification des nouvelles émissions, y compris l'existence de titres de rang inférieur.

Des indicateurs supplémentaires tels que les revenus, la croissance des bénéficiaires et des flux de trésorerie, l'endettement et les intérêts sont utilisés dans le cadre de l'avis formulé relativement à l'émetteur. Les tendances historiques sont étudiées et servent de base pour vérifier si les résultats d'exploitation et la situation financière à terme sont raisonnables, permettant ainsi l'évaluation de la qualité de crédit à court, moyen et long termes.

Les émetteurs individuels sont sélectionnés au moyen de mesures analytiques bien établies (y compris les revenus, la croissance des bénéficiaires et des flux de trésorerie (EBITDA), les flux de trésorerie disponibles, l'endettement et la couverture des intérêts et des charges fixes). Dans le cadre du passage en revue d'un émetteur, les tendances historiques sont étudiées par rapport à la situation financière et la performance opérationnelle actuelles. Ces tendances servent de base pour estimer dans quelle mesure les prévisions relatives aux résultats opérationnels et à la situation financière à terme sont raisonnables et permettent à nos analystes d'anticiper la migration de la qualité de crédit, les modifications relatives aux stratégies financières de l'émetteur et leur impact final sur la qualité de crédit à court, moyen et long termes. Les facteurs qualitatifs sont également importants, y compris la situation du secteur, la stratégie d'entreprise, la qualité de la gestion et les risques d'entreprise.

2. Indicateurs qualitatifs concernant l'émetteur de l'instrument, y compris à la lumière des conditions macroéconomiques et de la situation du marché financier

Les critères d'établissement des indicateurs qualitatifs à l'égard de l'émetteur de l'instrument sont les suivants :

- (i) une analyse des éventuels actifs sous-jacents ;
- (ii) une analyse des éventuels aspects structurels des instruments émis concernés ;
- (iii) une analyse des marchés concernés, y compris le degré de volume et de liquidité de ces marchés ;
- (iv) une analyse des titres souverains, dans la mesure où elle pourrait avoir une incidence sur la qualité de crédit de l'émetteur ;
- (v) une analyse du risque de gouvernance lié à l'émetteur, y compris les fraudes, les amendes pour inconduite, les litiges, le redressement des états financiers, les éléments exceptionnels, le roulement du personnel de direction, la concentration des emprunteurs ;
- (vi) les recherches externes relatives aux titres portant sur l'émetteur ou le secteur de marché ;
- (vii) s'il y a lieu, une analyse des notations de crédit ou une perspective de notation donnée à l'émetteur d'un instrument par une agence de notation enregistrée auprès de l'ESMA et sélectionnée par la Société de gestion si elle correspond au portefeuille d'investissement spécifique d'un compartiment de la Société.

En outre, la Société de gestion évalue les critères qualitatifs relatifs au risque de crédit à l'égard de l'émetteur :

- (viii) la situation financière de l'émetteur ou, s'il y a lieu, du garant ;
- (ix) les sources de liquidité de l'émetteur ou, s'il y a lieu, du garant ;
- (x) la capacité de l'émetteur à réagir aux futurs événements de marché et autres événements spécifiques à l'émetteur, y compris la capacité à rembourser une dette dans une situation très défavorable ;
- (xi) la solidité du secteur d'activité de l'émetteur par rapport à l'économie en général en termes de tendances économiques et de situation concurrentielle de l'émetteur dans son secteur d'activité.

3. Nature à court terme et classe d'actifs des instruments du marché monétaire

L'univers des instruments du marché monétaire couvre les instruments qui sont normalement négociés sur le marché monétaire :

- (i) les instruments négociables à court terme, y compris de façon non limitative les papiers commerciaux autres qu'en euro, les certificats de dépôts, les papiers commerciaux en euro ;
- (ii) les obligations non garanties de rang supérieur (à l'exclusion des obligations subordonnées) ;
- (iii) les bons du Trésor.

Les contraintes spécifiques associées à ces instruments et leurs définitions sont décrites de façon détaillée dans le Prospectus, dans la limite et la mesure permise par le Règlement.

L'univers des instruments éligibles doit se conformer avec les exigences de Durée de vie moyenne pondérée (DVMP) et d'Échéance moyenne pondérée (EMP), telles que définies par le Règlement.

4. Type d'émetteur

Les émetteurs se différencient de la manière suivante :

- (i) administrations nationales, régionales ou locales ;
- (ii) sociétés financières et sociétés non financières.

5. Profil de liquidité de l'instrument

Tous les instruments du marché monétaire sélectionnés sont émis par des Établissements financiers (comme les banques et les compagnies d'assurance), des Entreprises, des Entités souveraines (comme des gouvernements, des administrations locales et des organismes supranationaux).

Les instruments sont catégorisés en fonction de leur capacité à être vendus en temps utile et dans des conditions favorables afin de garantir la liquidité du compartiment à tout moment. La Société de gestion peut, outre les facteurs et principes généraux mentionnés ci-avant dans la présente section, tenir compte des avertissements et des indicateurs lors de la détermination de la qualité de crédit d'un instrument du marché monétaire mentionné au point 2 des Règles de diversification de l'Annexe 1.

Une politique internationale de notations internes de la Société de gestion stipulant les principes et la méthodologie visant à qualifier et quantifier la qualité de crédit inhérente des émetteurs détenus au sein des portefeuilles contrôlés par les limites de crédit d'investissement a été définie.

Une notation interne reflétant le risque de défaillance est allouée pour chaque émetteur. Consécutivement à l'évaluation de crédit interne au groupe de l'examen réalisé par les analystes de crédit, des limites d'investissement seront prévues pour les émetteurs considérés comme ayant une qualité de crédit élevée.

Les notations internes fournies sont considérées comme plus pertinentes que les notations fournies par les agences de notation externes ou les autres sources d'information.

Gouvernance de l'évaluation de la qualité de crédit

La PIEQC est approuvée par l'équipe de direction de la Société de gestion et par le Conseil d'administration de la Société (l'« Équipe de direction »). Ces parties ont une bonne connaissance de la PIEQC et des méthodologies appliquées par la Société de gestion, ainsi qu'une connaissance approfondie des rapports associés.

La Société de gestion informe les parties mentionnées au paragraphe 1 portant sur le profil de risque de crédit de la Société, sur la base d'une analyse des évaluations internes de la qualité de crédit de la Société. La fréquence de la procédure d'information dépend de la pertinence et du type de données et revient au moins annuellement.

L'Équipe de direction s'assure que la PIEQC fonctionne correctement de façon continue. L'Équipe de direction est régulièrement informée de la performance des procédures internes d'évaluation de la qualité de crédit, des domaines où des défaillances ont été identifiées et du statut des initiatives et mesures mises en œuvre pour améliorer les défaillances précédemment identifiées.

Les évaluations internes de la qualité de crédit et leurs révisions périodiques par la Société de gestion ne sont pas effectuées par les personnes chargées ou responsables de la gestion de portefeuille des compartiments de la Société.

Le comité du risque de crédit est l'organisme responsable :

- (i) de la validation des autorisations en place ou suggérées ; et
- (ii) de la diffusion des informations relatives à tout fichier critique, sur la base d'un agenda établi par le service de gestion du risque de la Société de gestion.

Ce comité se réunit régulièrement et éventuellement à titre extraordinaire.

Si la qualité de la notation de crédit interne d'un émetteur et/ou d'un instrument évolue à la baisse et/ou fluctue, des mesures appropriées seront prises par le comité du risque de crédit afin de remédier à cette situation dès que possible.

CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE PAR ACTION

Chaque calcul de la valeur nette d'inventaire sera effectué comme suit sous la responsabilité du Conseil d'administration :

1. La VNI sera calculée selon les modalités indiquées au Livre II pour chaque compartiment.
2. La VNI par action sera calculée et publiée par référence aux actifs nets totaux du compartiment, de la catégorie et/ou de la classe correspondant(e), conformément aux méthodes de valorisation au marché ou selon un modèle ou les deux, divisée par le nombre d'actions en circulation du compartiment au moins quotidiennement. Les actifs nets totaux de chaque compartiment, catégorie et/ou classe seront calculés en additionnant l'ensemble des éléments d'actifs détenus par chacun d'eux (en ce compris les droits ou pourcentages détenus dans certains sous-portefeuilles internes tels que plus amplement décrits au point 5, infra) desquels seront soustraits les dettes et engagements qui leur sont propres, le tout conformément à ce qui est mentionné au point 5 alinéa 4, infra.
3. La VNI par action de chaque compartiment, catégorie ou classe sera calculée en divisant le total de ses actifs nets par le nombre d'actions en circulation, jusqu'à six décimales.
4. La VNI par action d'un compartiment VNIV sera arrondie au point de base le plus proche ou son équivalent au moment où la VNI est publiée dans une unité monétaire.
La VNI par action constante d'un compartiment VNIC ou d'un compartiment VNIFV de dette publique sera arrondie au point de pourcentage le plus proche ou son équivalent au moment où la VNI constante est publiée dans une unité monétaire ; La différence entre la VNI constante par action et la VNI par action de ce compartiment est suivie et publiée quotidiennement.
5. De manière à assurer, en interne, une gestion financière et administrative globale de masses d'actifs appartenant à un(e) ou plusieurs compartiments, catégories ou classes, le Conseil d'administration pourra créer autant de sous-portefeuilles internes qu'il y aura de telles masses d'actifs à gérer (les « sous-portefeuilles internes »).
Ainsi, un(e) ou plusieurs compartiments, catégories ou classes ayant totalement ou partiellement la même politique d'investissement, pourront rassembler les actifs acquis par chacun d'eux, dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique d'investissement, dans un sous-portfeuille interne créé à cet effet. La part détenue par chaque compartiment, catégorie ou classe au sein de chacun des sous-portefeuilles internes pourra s'exprimer soit en termes de pourcentages soit en termes de droits ainsi qu'il est précisé dans les deux paragraphes suivants. La création d'un sous-portfeuille interne aura pour seul objectif de faciliter la gestion administrative et financière de la Société.
Les pourcentages de détention seront établis sur la base du seul rapport de contribution aux actifs d'un sous-portfeuille interne donné. Ces pourcentages de détention seront recalculés lors de chaque jour d'évaluation pour tenir compte de tout rachat, émission, conversion, distribution ou tout autre événement généralement quelconque intervenant au sein de l'un quelconque des compartiments, catégories et/ou classes concerné(e)s et de nature à accroître ou à réduire leur participation dans le sous-portfeuille interne concerné.
Les droits qui seraient émis par un sous-portfeuille interne donné seront évalués à une fréquence et selon des modalités identiques mutatis mutandis à celles mentionnées aux points 1, 2 et 3, supra. Le nombre total de droits émis variera en fonction des distributions, rachats, émissions, conversions, ou de tout autre événement généralement quelconque intervenant au sein de l'un quelconque des compartiments, catégories ou classes concerné(e)s et de nature à accroître ou à réduire leur participation dans le sous-portfeuille interne concerné.
6. Quel que soit le nombre de catégories ou classes créées au sein d'un compartiment déterminé, il conviendra de procéder au calcul des actifs nets totaux de ce compartiment selon la fréquence déterminée par la loi luxembourgeoise, les Statuts ou le Prospectus. Les actifs nets totaux de chaque compartiment seront calculés en additionnant les actifs nets totaux de chaque catégorie ou classe créée au sein de ce compartiment.
7. Sans préjudice de ce qui est mentionné au point 5 ci-dessus, concernant les droits et les pourcentages de détention, et sans préjudice des règles particulières pouvant être fixées pour un ou plusieurs compartiments en particulier, l'évaluation des actifs nets des différents compartiments sera effectuée en conformité avec les règles stipulées ci-dessous.

COMPOSITION DE L'ACTIF

Les actifs de la Société comprendront notamment, au plan comptable conformément aux normes comptables internationales :

- (1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus non encore touchés et les intérêts courus sur ces dépôts jusqu'au jour de paiement ;
- (2) tous les effets et billets payables à vue et les sommes à recevoir (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché) ;
- (3) tous les titres, parts, actions, obligations, swaps et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société ;
- (4) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société en a connaissance ;
- (5) tous les intérêts échus non encore perçus et tous les intérêts produits jusqu'au jour de paiement par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris dans le principal de ces titres ;
- (6) les frais d'établissement de la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été amortis ;
- (7) tous les autres actifs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

RÈGLES D'ÉVALUATION

Les actifs de chaque compartiment seront dans la mesure du possible évalués à la valeur de marché comme suit :

- (1) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt et des sommes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance, mais non encore touchés, sera la valeur nominale de ces actifs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée ; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant le montant que la Société estimera adéquat pour rendre compte de la valeur réelle de ces actifs ;
- (2) la valeur des actions ou parts de FM sera déterminée en fonction de la dernière valeur nette d'inventaire disponible le Jour d'évaluation ;
- (3) l'évaluation de toute valeur admise à une cote officielle ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public est basée sur le dernier cours de clôture connu du jour d'évaluation applicable et, si cette valeur est négociée sur plusieurs marchés, sur le dernier cours de clôture connu du marché principal de cette valeur ; si le dernier cours de clôture connu n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation que le Conseil d'administration estimera avec prudence et de bonne foi ;
- (4) seules les données de marché de bonne qualité seront utilisées et lesdites données seront évaluées sur la base de tous les facteurs suivants :
 - (i) le nombre et la qualité des contreparties ;
 - (ii) le volume et le roulement concernant le marché de l'actif du compartiment ;
 - (iii) la taille de l'émission et la part de ladite émission que le compartiment projette d'acheter ou de vendre.
- (5) les valeurs non cotées ou non négociées sur un marché boursier ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée de manière régulière avec prudence et de bonne foi par un professionnel qualifié désigné à cette fin par le Conseil d'administration ;
- (6) les valeurs libellées en une autre devise que la devise comptable du compartiment concerné seront converties sur la base du taux de change applicable au Jour d'évaluation ;
- (7) lorsque l'utilisation de la valeur de marché n'est pas possible ou si les données de marché ne sont pas de qualité suffisante, un actif d'un compartiment, les actifs liquides, les instruments du marché monétaire et tous les autres instruments peuvent être évalués à leur valeur par rapport à un modèle. Le Conseil d'administration mettra en place les contrôles adéquats pour l'évaluation de ces instruments.
- (8) les actions d'un compartiment seront émises ou rachetées à un prix qui est égal à la VNI par part ou action du compartiment, nonobstant les commissions ou frais autorisés, tel que décrit dans le Prospectus du compartiment ;
- (9) par dérogation au paragraphe (8) :
 - (i) les actions d'un compartiment VNIC de dette publique peuvent être émises ou rachetées à un prix qui est égal à la VNI par action constante dudit compartiment ;
 - (ii) les actions d'un compartiment VNIFV peuvent être émises ou rachetées à un prix qui est égal à la VNI par action constante dudit compartiment, mais uniquement lorsque la VNI par action constante, qui est calculée conformément à l'Article 32(1), (2) et (3) du Règlement 2017/1131 ne s'écarte pas de la VNI par action calculée conformément à l'Article 30 du Règlement 2017/1131 de plus de 20 points de base.

Relativement au point (ii), lorsque la VNI par action constante calculée conformément à l'Article 32(1), (2) et (3) du Règlement 2017/1131 s'écarte de la VNI par action calculée conformément à l'Article 30 du Règlement 2017/1131 de plus de 20 points de base, le rachat ou la souscription suivant(e) sera réalisé(e) à un prix égal à la VNI par action calculée conformément à l'Article 30 du Règlement 2017/1131.

- (10) le Conseil d'administration est habilité à établir ou modifier les règles relatives à la détermination des cours d'évaluation pertinents et dans les limites définies par le Règlement 2017/1131. Les décisions prises à cet égard seront reflétées au Livre II ;
- (11) les instruments dérivés financiers (tels que les IRS, les contrats à terme de gré à gré et standardisés) seront évalués sur la base de la différence entre la valeur de tous les intérêts futurs payables par la Société à sa contrepartie à la date d'évaluation au taux zéro coupon correspondant à l'échéance de ces paiements et la valeur de tous les intérêts futurs payables par la contrepartie à la Société au taux zéro coupon correspondant à l'échéance de ces paiements.

COMPOSITION DU PASSIF

Les engagements de la Société comprendront principalement, sur le plan comptable conformément aux normes comptables internationales :

- (1) tous les emprunts, effets échus et sommes exigibles ;
- (2) toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature (y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés) ;
- (3) toutes réserves, autorisées ou approuvées par le Conseil d'administration, notamment celles qui avaient été constituées en vue de faire face à une moins-value potentielle sur certains investissements de la Société ;
- (4) tout autre engagement de la Société, de quelque nature qu'il soit, à l'exception de ceux représentés par les moyens propres de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces autres engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses à supporter par elle, comprenant, sans limitation, les frais de modification des Statuts, du Prospectus ou de tout autre document relatif à la Société, les commissions de gestion, conseil, performance et autres,

ainsi que les autres frais et dépenses extraordinaires, toutes taxes, impôts et droits prélevés par les autorités publiques et les Bourses de valeurs, les frais financiers, bancaires ou de courtage encourus lors de l'achat ou de la vente d'actifs ou autrement. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société tiendra compte prorata temporis des dépenses, administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique.

Les actifs, passifs, charges et frais qui ne sont pas attribuables à un compartiment, une catégorie ou classe seront imputés aux différents compartiments, catégories ou classes à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs. Chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la clôture du Jour d'évaluation s'appliquant au rachat de cette action et son prix sera, à partir de la clôture de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considéré comme engagement de la Société. Chaque action à émettre par la Société en conformité avec des demandes de souscription reçues sera traitée, pour ce qui est de son prix, comme un montant dû à la Société jusqu'à ce que ce montant ait été reçu par elle. Dans la mesure du possible, il sera tenu compte de tout investissement ou désinvestissement décidé par la Société jusqu'au Jour d'évaluation.

SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE ET DE L'ÉMISSION, DE LA CONVERSION ET DU RACHAT DES ACTIONS

Sans préjudice des motifs légaux de suspension, le Conseil d'administration peut à tout moment suspendre temporairement le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions d'un ou de plusieurs compartiments ainsi que l'émission, la conversion et le rachat des actions de ces compartiments, dans les cas suivants :

- (a) pendant toute période durant laquelle un ou plusieurs marchés de devises ou une Bourse de valeurs qui sont les marchés ou Bourse principaux où une portion substantielle des investissements du compartiment à un moment donné est cotée, se trouvent fermés, sauf pour les jours de fermeture habituels, ou pendant laquelle les échanges y sont sujets à des restrictions importantes ou suspendus ;
- (b) lorsque la situation politique, économique, militaire, monétaire, sociale, ou tout événement de force majeure échappant à la responsabilité ou au pouvoir de la Société, rendent impossible de disposer de ses actifs par des moyens raisonnables et normaux, sans porter gravement préjudice aux intérêts des actionnaires ;
- (c) pendant toute rupture des communications normalement utilisées pour déterminer le prix de n'importe quel investissement de la Société ou des prix courants sur un marché ou une Bourse quelconque ;
- (d) lorsque des restrictions de change ou de mouvement de capitaux empêchent d'effectuer des transactions pour le compte de la Société ou lorsque les opérations d'achat ou de vente des actifs de la Société ne peuvent être réalisées à des taux de change normaux ;
- (e) dès une prise de décision de liquider soit la Société, soit un ou plusieurs compartiments, catégories ou classes ;
- (f) en vue d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération de fusion, apport d'actif, scission ou toute opération de restructuration, au sein, par ou dans un ou plusieurs des compartiments, catégories ou classes ;
- (g) ainsi que dans tous les cas où le Conseil d'administration estime par une résolution motivée qu'une telle suspension est nécessaire pour préserver l'intérêt général des actionnaires concernés.

En cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire, la Société informera immédiatement de manière appropriée les actionnaires ayant demandé la souscription, la conversion ou le rachat des actions du ou des compartiments concernés.

Dans des circonstances exceptionnelles pouvant affecter négativement les intérêts des actionnaires, ou en cas de demandes de souscription, rachat ou conversion supérieures à 10 % des actifs nets d'un compartiment, le Conseil d'administration se réserve le droit de ne fixer la valeur d'une action qu'après avoir effectué, dès que possible, pour le compte du compartiment, les achats et ventes de valeurs mobilières qui s'imposent. Dans un tel cas, les demandes de souscription, rachat et conversion en instance d'exécution seront traitées simultanément sur la base de la valeur nette d'inventaire ainsi calculée.

Les demandes de souscription, de conversion et de rachat en attente peuvent être révoquées par avis écrit, sous réserve que la Société reçoive ledit avis avant la levée de la suspension. Les demandes en suspens seront prises en considération à la première date de calcul faisant suite à la levée de la suspension. Dans l'hypothèse où l'ensemble des demandes en suspens ne peut être traité lors d'un même jour d'évaluation, les demandes les plus anciennes auront priorité sur les demandes les plus récentes.

IMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

À la date du Prospectus, la Société n'est assujettie à aucun impôt luxembourgeois sur le revenu et les plus-values.

La Société est soumise au Luxembourg à une taxe d'abonnement annuelle représentant 0,05 % de la valeur nette d'inventaire. Ce taux est abaissé à 0,01 % pour :

- a) les compartiments dont l'objet exclusif est le placement collectif en instruments du marché monétaire et en dépôts auprès d'établissements de crédit ;
- b) les compartiments dont l'objet exclusif est le placement collectif auprès d'établissements de crédit ;
- c) les compartiments, catégories ou classes réservé(e)s aux Investisseurs institutionnels, Gestionnaires et OPC.

Sont exonérés de cette taxe d'abonnement :

- a) la valeur des actifs représentée par des actions ou parts détenues dans d'autres OPC pour autant que ces actions ou parts ont déjà été soumises à la taxe d'abonnement ;
- b) les compartiments, catégories et/ou classes :
 - (i) dont les titres sont réservés à des Investisseurs institutionnels, Gestionnaires ou OPC, et
 - (ii) dont l'objectif exclusif est le placement collectif en instruments du marché monétaire et en dépôts auprès d'établissements de crédit, et
 - (iii) dont l'échéance résiduelle pondérée du portefeuille ne dépasse pas 90 jours, et
 - (iv) qui bénéficient de la notation la plus élevée possible d'une agence de notation reconnue ;
- c) les compartiments, catégories et/ou classes d'actions réservé(e)s à :
 - (i) des institutions de retraite professionnelle, ou véhicules d'investissement similaires, créés à l'initiative d'un ou de plusieurs employeurs pour le bénéfice de leurs salariés, et
 - (ii) des sociétés comptant un ou plusieurs employeurs investissant les fonds qu'ils détiennent pour fournir des prestations de retraite à leurs salariés ;
- d) les compartiments dont l'objectif principal est l'investissement dans les institutions de la microfinance ;
- e) les compartiments, catégories et/ou classes d'actions :
 - (i) dont les titres sont cotés ou négociés sur au moins une Bourse de valeurs ou un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ; et
 - (ii) dont l'objectif exclusif est de reproduire la performance d'un ou de plusieurs indices.

Lorsqu'elle est due, la taxe d'abonnement est payable chaque trimestre sur l'actif net correspondant et est calculée à la fin du trimestre au cours duquel la taxe est applicable.

Par ailleurs, la Société peut être assujettie à une taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

IMPOSITION DES INVESTISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

Certains revenus de portefeuille de la Société, notamment en dividendes et intérêts, ainsi que certaines plus-values peuvent être assujettis à des impôts de taux et de natures variables dans les pays d'où ils proviennent. Ces revenus et plus-values peuvent également faire l'objet de retenues à la source. La Société, dans certaines circonstances, pourrait ne pas bénéficier des conventions internationales visant à éviter la double imposition conclues entre le Grand-Duché de Luxembourg et les pays concernés. Certains pays peuvent considérer que ces conventions ne bénéficient qu'aux personnes imposables au Grand-Duché de Luxembourg.

IMPOSITION DES ACTIONNAIRES**a) Résidents du Grand-Duché de Luxembourg**

À la date du Prospectus, les dividendes perçus et les plus-values réalisées lors de la cession d'actions par des résidents du Grand-Duché de Luxembourg ne sont pas passibles de retenue à la source.

Les dividendes sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux d'imposition des personnes physiques.

Les plus-values réalisées lors de la cession d'actions ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu en cas de détention des actions pendant une durée supérieure à six mois, sauf dans le chef d'actionnaires résidents détenant plus de 10 % des actions de la Société.

b) Non-résidents

Selon la législation actuelle et dans les cas où les dispositions de la Directive 2011/16 telles que spécifiées au point c) ci-après, ne s'appliquent pas :

- les dividendes perçus et les plus-values réalisées lors de la cession d'actions par des non-résidents ne sont pas passibles de retenue à la source ;
- les plus-values réalisées par des non-résidents lors de la cession d'actions ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu luxembourgeois.

Toutefois, en présence d'une convention visant à éviter la double imposition conclue entre le Grand-Duché et le pays de résidence de l'actionnaire, les plus-values réalisées lors de la cession d'actions sont en principe exonérées au Luxembourg, le pouvoir d'imposition étant attribué au pays de résidence de l'actionnaire.

ÉCHANGE D'INFORMATIONS

a) Résidents d'un autre État membre de l'Union européenne y compris les départements français d'outre-mer, les Açores, Madère, les Îles Canaries, les Îles Åland et Gibraltar

Il est recommandé à toute personne physique qui perçoit des dividendes de la Société ou le produit de la cession des actions de la Société par l'intermédiaire d'un agent payeur établi dans un autre État que celui dont il est résident de se renseigner sur les dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

En effet, la plupart des pays visés par les Directives 2011/16 et 2014/107, communiqueront à l'autorité fiscale de l'État de résidence du bénéficiaire effectif des revenus le montant brut total distribué par la Société et/ou les produits bruts totaux résultant de la cession, du remboursement ou du rachat des actions de la Société. L'Autriche et la Suisse appliqueront l'échange d'informations à compter du 1^{er} janvier 2018 sur la base des données recueillies en 2017.

b) Résidents des États ou territoires tiers

Aucune retenue à la source n'est prélevée sur les revenus versés à des résidents d'États ou territoires tiers.

Cependant, dans le cadre de l'Échange automatique d'informations en matière fiscale (EAI) élaboré par l'OCDE, il se peut que la Société se doive de collecter et de révéler à des tiers des informations sur ses actionnaires, lesquels tiers incluent les autorités fiscales du pays participant dans lequel le bénéficiaire des revenus réside, cela afin que lesdites informations soient ensuite communiquées aux juridictions compétentes. Les informations à caractère financier et personnel telles qu'elles sont définies dans le cadre de cette réglementation et qui sont susceptibles d'être révélées incluent (sans s'y limiter) l'identité des actionnaires et de leurs bénéficiaires directs ou indirects, ainsi que celle des bénéficiaires effectifs et des personnes disposant d'un pouvoir de contrôle. Il sera donc demandé à un actionnaire de répondre aux demandes raisonnables portant sur ces informations qui lui seront adressées par la Société afin qu'elle puisse remplir ses obligations déclaratives. La liste des pays participant à l'EAI est disponible sur le site Internet : <http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/>.

c) Fiscalité américaine

Aux termes de la loi américaine FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014, si la Société investit directement ou indirectement dans des actifs américains, les revenus provenant de ces investissements peuvent être assujettis à une retenue à la source de 30 % aux États-Unis.

Pour éviter d'avoir à payer cette retenue à la source, les États-Unis ont conclu un accord intergouvernemental (l'« IGA ») avec le Grand-Duché de Luxembourg, le 28 mars 2014, en vertu duquel les institutions financières du Luxembourg s'engagent à faire diligence raisonnable pour communiquer certaines informations concernant leurs investisseurs américains aux autorités fiscales luxembourgeoises. Ces informations sont ensuite communiquées par le fisc luxembourgeois à l'organisme Internal Revenue Service (« IRS ») des États-Unis.

Les dispositions qui précèdent sont basées sur la Loi et la pratique actuellement en vigueur et sont sujettes à modification. Il est recommandé aux actionnaires potentiels d'obtenir des informations complètes dans leur pays d'origine, de résidence fiscale ou de domicile sur les éventuelles incidences fiscales liées à leur investissement. L'attention des investisseurs est également attirée sur certaines dispositions fiscales spécifiques à certains pays dans lesquels la Société fait l'objet d'une distribution publique.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires se tient le dernier vendredi du mois de septembre à quinze heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg qui sera spécifié sur la convocation. Si ce jour n'est pas un jour ouvré bancaire à Luxembourg, l'Assemblée générale se réunit le premier jour ouvré bancaire suivant. D'autres Assemblées générales peuvent être convoquées conformément à ce qui est prévu par la loi luxembourgeoise et les Statuts de la Société.

La convocation des actionnaires à toute assemblée générale fera l'objet d'avis dans les formes et délais prévus par la loi luxembourgeoise et les Statuts de la Société, et moyennant un préavis de 14 jours au moins.

De même, les Assemblées générales délibèrent tel que prescrit par la loi luxembourgeoise et les Statuts de la Société. Lorsque les actions n'ont pas une valeur égale, ou lorsqu'elles ne mentionnent aucune indication de valeur, chaque action donnera, par effet de la Loi du 10 août 1915, le droit à un certain nombre de votes proportionnel au montant de capital qu'elle représente, un vote étant alloué à l'action représentant la plus petite proportion ; les fractions d'action ne confèrent aucun droit de vote. Lorsque les décisions concernent les droits particuliers des actionnaires d'un compartiment, d'une catégorie ou d'une classe, seuls les détenteurs d'actions de ce compartiment, de cette catégorie ou de cette classe participent au vote.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Valeurs nettes d'inventaire et dividendes

La Société publie les informations légalement requises au Grand-Duché de Luxembourg et dans tous les autres pays dans lesquels les actions sont proposées au public.

Ces informations sont également disponibles sur le site Internet : www.bnpparibas-am.com.

Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} juin et se termine le 31 mai.

Rapports financiers

La Société publie un rapport annuel au dernier jour de l'exercice social, certifié par le réviseur d'entreprises agréé, ainsi qu'un rapport semestriel non certifié au dernier jour du sixième mois de l'exercice social. La Société est autorisée à publier une version abrégée des rapports financiers si besoin.

Les états financiers de chaque compartiment sont établis dans la Devise comptable du compartiment mais la consolidation des comptes de la Société sera libellée en euros.

Les états financiers du Fonds seront préparés conformément aux GAAP du Luxembourg*.

Le rapport annuel est rendu public dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice social et le rapport semestriel dans les deux mois qui suivent la fin du semestre.

** Les GAAP du Luxembourg rassemblent des normes faisant autorité et les méthodes d'enregistrement et de communication des informations comptables couramment acceptées. Les GAAP visent à améliorer la clarté, la cohérence et la comparabilité des informations financières communiquées.*

Documents disponibles pour consultation

Les Statuts, Prospectus, KIID et rapports périodiques peuvent être consultés au siège de la Société et auprès des établissements chargés du service financier. Des exemplaires des Statuts et des rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus sur demande.

À l'exception des publications de journaux imposées par la Loi, le média officiel par lequel se procurer tout avis aux actionnaires sera le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Ces documents et informations sont également disponibles sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Informations hebdomadaires disponibles aux actionnaires : conformément au Règlement 2017/1131, la Société de gestion mettra l'ensemble des informations suivantes à la disposition des investisseurs au moins toutes les semaines :

- la ventilation par échéance du portefeuille du compartiment ;
- le profil de crédit du compartiment ;
- l'EMP et la DVMP du compartiment ;
- les détails des 10 principaux titres du compartiment, dont le nom, le pays, l'échéance et le type d'actif, et la contrepartie dans le cadre des opérations de prise et de mise en pension ;
- la valeur totale des actifs du compartiment ;
- le rendement net du compartiment.

Ces informations sont mises à la disposition sur le site Internet <https://www.bnpparibas-am.lu>. Après avoir sélectionné le compartiment et la classe d'actions de leur choix, les actionnaires peuvent accéder au compte rendu hebdomadaire en allant dans la section « Documents » du site Internet.

ACTIFS ÉLIGIBLES**1. Instruments du marché monétaire**

Les instruments du marché monétaire, dont les instruments financiers émis ou garantis séparément ou conjointement par un Émetteur éligible souverain.

Un instrument du marché monétaire sera éligible à l'investissement par un compartiment à condition qu'il remplisse l'ensemble des exigences suivantes :

1.1 Il appartient à l'une des catégories ci-dessous conformément aux dispositions de la Directive 2009/65 :

- a) Il est coté ou négocié sur une bourse officielle ou sur un marché réglementé (un marché en fonction régulier, reconnu et ouvert au public) dans un État éligible (c.-à-d. un État membre ou un Pays tiers) ;
- b) il ne remplit pas les exigences mentionnées au point (a) mais il est soumis (au niveau des titres ou de l'émetteur) à une réglementation qui vise à protéger les investisseurs et l'épargne, à condition qu'ils soient :
 - i. émis ou garantis par une autorité centrale, régionale ou locale ou la banque centrale d'un État membre, la Banque centrale européenne, l'Union européenne ou la Banque européenne d'investissement, un Pays tiers ou un membre d'une fédération ; ou
 - ii. émis par une entreprise dont les titres sont négociés sur des marchés réglementés visés au point (a) ; ou
 - iii. émis ou garantis par un établissement soumis et conforme aux règles de contrôle prudentiel de l'Union européenne ou d'autres règles au moins aussi strictes ; ou
 - iv. émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux points (i), (ii) ou (iii) ci-dessus, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à 10 000 000 EUR et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la Directive 78/660, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

1.2 Il présente l'une des autres caractéristiques suivantes :

1. il possède une échéance légale à l'émission de 397 jours ou moins ;
2. il possède une échéance résiduelle de 397 jours ou moins.

1.3 L'émetteur de l'instrument du marché monétaire et la qualité de l'instrument a reçu une évaluation favorable conformément à la section « Procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit » du Livre I.

1.4 Nonobstant le point 1.2, un FM standard doit être également autorisé à investir dans des instruments du marché monétaire possédant une échéance résiduelle jusqu'à la date de rachat légale inférieure ou égale à 2 ans, à condition que la durée restante jusqu'à la prochaine date de révision du taux d'intérêt soit de 397 jours ou moins. À cet effet, les instruments du marché monétaire à taux flottant et les instruments du marché monétaire à taux fixe couverts par un contrat d'échange (swap) seront révisés sur un taux du marché monétaire ou un indice.

2. Dépôts auprès d'établissements de crédit

Un dépôt auprès d'un établissement de crédit est éligible à l'investissement par un compartiment à condition que toutes les exigences suivantes soient remplies :

- a) le dépôt est remboursable à tout moment ou peut être retiré à tout instant ;
- b) le dépôt est assorti d'une échéance inférieure ou égale à 12 mois ;
- c) l'établissement de crédit est domicilié dans un État membre ou, lorsque l'établissement de crédit est établi dans un Pays tiers, il est soumis aux règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles énoncées dans le droit européen.

3. Instruments financiers dérivés

Un compartiment peut investir dans un instrument financier dérivé (tel que des IRS, des contrats à terme de gré à gré et standardisés), à condition qu'il soit négocié sur un marché réglementé visé au point 1.1 (a) ci-dessus, ou dans des produits dérivés de gré à gré et à condition que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) le sous-jacent de l'instrument dérivé se compose de taux d'intérêt ;
- b) l'instrument dérivé ne sert qu'à couvrir le taux d'intérêt du compartiment ;
- c) les contreparties aux transactions sur instruments dérivés négociés de gré à gré soient des établissements de crédit soumis à une réglementation prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF ;
- d) les instruments dérivés négociés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la Société, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur.

Les liquidités (généralement entre 100 % et 105 % après décote) seront les seules garanties acceptables reçues par un compartiment pour des opérations sur des dérivés financiers.

À la date du Prospectus, les garanties en espèces reçues dans le cadre d'instruments financiers dérivés ne sont pas réinvesties.

La Société ne recourt à des TRS pour aucun de ses compartiments.

4. Opérations de mise en pension

Une opération de mise en pension peut être réalisée par un compartiment à condition que toutes les exigences suivantes soient remplies :

- a) elle est réalisée à titre provisoire, pour une durée inférieure à sept jours ouvrables, uniquement pour gérer la liquidité et non à d'autres fins d'investissement que celles visées au point c) ci-dessus ;

- b) la contrepartie recevant des actifs transférés par le compartiment à titre de garantie dans le cadre de l'opération de mise en pension n'est pas autorisée à vendre, placer, mettre en gage ou transférer ces actifs sans le consentement préalable du compartiment ;
- c) les liquidités reçues par le compartiment dans le cadre de l'opération de mise en pension peuvent être
 - (i) placées sur des comptes de dépôt conformément au point 2)
 - (ii) investies dans des actifs visés au point 5.5, mais ne doivent pas être investies dans des actifs éligibles comme mentionné aux points 1), 2), 3) et 6), transférées ou réinvesties ; et
- d) les liquidités reçues par un compartiment dans le cadre de l'opération de mise en pension ne représentent pas plus de 10 % de ses actifs ;
- e) le compartiment a le droit de résilier le contrat à tout instant à condition de respecter un délai de préavis inférieur ou égal à deux jours ouvrables.

Tous les compartiments autres que les compartiments VNIC de dette publique peuvent utiliser des contrats de mise en pension dans ces conditions dans les limites de 5 % (attendus) et 10 % (maximum) des actifs.

5. Contrats de prise en pension

5.1 Un contrat de mise en pension peut être souscrit par un compartiment à condition que toutes les exigences suivantes soient remplies :

- a) le compartiment a le droit de résilier le contrat à tout instant à condition de respecter un délai de préavis inférieur ou égal à deux jours ouvrables ;
- b) la valeur de marché des actifs reçus dans le cadre du contrat de prise en pension est toujours au moins égale à la valeur des liquidités payées.

5.2 Les actifs reçus par un compartiment dans le cadre d'un contrat de prise en pension seront des instruments du marché monétaire qui remplissent les exigences stipulées au point 1 et ne seront pas vendus, réinvestis, mis en gage ou transférés.

5.3 Les actifs reçus par un compartiment dans le cadre d'un contrat de prise en pension seront suffisamment diversifiés avec une exposition maximale à un émetteur de 15 % de la VNI du compartiment, sauf si ces actifs prennent la forme d'instruments du marché monétaire qui remplissent les exigences du point 2 (ii) des Règles de diversification ci-dessous. Les actifs reçus à ce titre doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie et ne peuvent posséder une corrélation étroite avec la performance de la contrepartie.

5.4 Un compartiment qui conclut un contrat de prise en pension doit s'assurer qu'il est en mesure de rembourser le montant total de liquidités à tout instant à terme échu ou à la valeur de marché. Si le remboursement en espèces peut être obtenu à tout moment au cours du marché, la valeur de marché du contrat de prise en pension sera utilisée pour calculer la VNI du compartiment.

5.5 Par dérogation au point 5.2 ci-dessus, un compartiment peut recevoir dans le cadre d'un contrat de prise en pension des valeurs mobilières liquides ou des instruments du marché monétaire autres que ceux qui remplissent les exigences stipulées au point 1, à condition que ces actifs remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils sont émis ou garantis par l'Union européenne, une autorité centrale ou la banque centrale d'un État membre, la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le Mécanisme européen de stabilité ou le Fonds européen de stabilité financière à condition qu'un avis favorable ait été rendu concernant l'évaluation de la qualité de crédit. Les actifs reçus dans le cadre d'un contrat de prise en pension à ce titre seront communiqués aux actionnaires et devront remplir les exigences du point 2 (ii) des Règles de diversification ci-dessous ;
- b) ils sont émis ou garantis par une autorité centrale ou la banque centrale d'un Pays tiers, à condition qu'un avis favorable ait été rendu concernant l'évaluation de la qualité de crédit.

5.6 Pour chaque compartiment, la proportion maximale et la proportion attendue d'actifs susceptibles de faire l'objet de contrats de prise en pension sont mentionnées dans le Livre II.

6. Parts ou Actions d'autres FM

6.1 Un compartiment peut acquérir les parts ou les actions de tout autre FM (« FM ciblé ») dans la mesure où toutes les conditions suivantes sont remplies :

- a) le FM ciblé est autorisé en application du Règlement 2017/1131 ;
- b) le FM ciblé ne possède pas de parts ou d'actions du compartiment acquéreur ;
- c) lorsque le FM ciblé est géré, directement ou dans le cadre d'une délégation, par le même gestionnaire que le FM acquéreur, ou par une autre société à laquelle le gestionnaire du FM acquéreur est lié par une gestion ou un contrôle commun, par une participation au capital directe ou indirecte importante, le gestionnaire du FM ciblé ou cette autre société, n'est pas autorisé d'appliquer des droits de souscription ou de rachat au titre de l'investissement par le FM acquéreur dans les parts ou les actions du FM ciblé.
- d) moins de 10 % des actifs du compartiment ciblé peuvent être investis au total dans des parts ou des actions d'autres compartiments, selon les règles ou les statuts du fonds.

6.2 Les compartiments de court terme ne peuvent investir que dans des parts ou des actions d'autres FM de court terme.

6.3 Les compartiments VNIV standards peuvent investir dans des parts ou des actions de FM de court terme et de FM standards.

7. Liquidités à titre accessoire

Outre les dépôts auprès d'établissements de crédit, les compartiments peuvent détenir des liquidités à titre accessoire, tels que des espèces sur un compte bancaire accessibles à tout instant. La détention de tels actifs liquides à titre accessoire peut être justifiée, entre autres, pour couvrir des paiements réguliers ou exceptionnels, s'agissant de ventes, pendant la durée nécessaire pour réinvestir dans d'autres Actifs éligibles ci-dessus.

ACTIVITÉS INTERDITES

Un compartiment n'entreprendra aucune des activités suivantes :

- a) investir dans d'autres actifs que des Actifs éligibles tels que définis ci-avant ;

- b) la vente à découvert de l'un quelconque des instruments suivants : instruments du marché monétaire, titrisations, ABCP et parts ou actions d'autres FM ;
- c) l'obtention d'une exposition directe ou indirecte à des actions ou des matières premières, y compris via des instruments dérivés, des certificats les représentant, des indices basés sur lesdits instruments dérivés, ou tout autre moyen ou instrument qui permettrait d'obtenir une telle exposition ;
- d) la conclusion d'accords de prêts de titres ou d'accords d'emprunt de titres, ou de tout autre accord qui grèverait les actifs du compartiment ;
- e) l'emprunt ou le prêt de liquidités.

RÈGLES DE DIVERSIFICATION

Pour garantir la diversification, un compartiment ne peut pas investir au-delà d'un certain pourcentage de ses actifs dans un même émetteur ou une même entité. À ce titre :

1. Un compartiment ne peut investir plus de :
 - a) 5 % de ses actifs dans des instruments du marché monétaire émis par une même entité ;
 - b) 10 % de ses actifs dans des dépôts effectués auprès du même établissement de crédit ;
2. **Par dérogation au point 1.a) :**
 - (i) un compartiment VNIV peut investir jusqu'à 10 % de ses actifs dans des instruments du marché monétaire émis par le même organisme pourvu que la valeur totale desdits instruments du marché monétaire, détenus par le compartiment VNIV dans chaque organisme émetteur dans lequel il investit plus de 5 % de ses actifs ne dépasse pas 40 % de la valeur de ses actifs ;
 - (ii) la CSSF peut autoriser un compartiment à investir, conformément au principe de répartition du risque, jusqu'à 100 % de ses actifs dans différents instruments du marché monétaire émis ou garantis séparément ou conjointement par un Émetteur éligible souverain à condition que toutes les exigences suivantes soient remplies :**
 - le compartiment détient des instruments du marché monétaire issus d'au moins six émissions différentes de l'émetteur ;
 - le compartiment limite l'investissement dans les instruments du marché monétaire d'une même émission à un maximum de 30 % de ses actifs ;
3. L'exposition au risque cumulée à la même contrepartie d'un compartiment émanant d'opérations sur dérivés de gré à gré éligibles ne dépassera pas 5 % des actifs du compartiment ;
4. Le montant cumulé des espèces fournies à la même contrepartie d'un compartiment dans le cadre d'accords de prise en pension ne dépassera pas 15 % des actifs du compartiment ;
5. Nonobstant les limites individuelles stipulées aux points 1.a) et 3, un compartiment ne combinera pas, si cela devait se traduire par un investissement de plus de 15 % de ses actifs dans un organisme unique, les éléments suivants :
 - a) des investissements dans des instruments du marché monétaire, émis par ledit organisme ;
 - b) des dépôts effectués auprès dudit organisme ;
 - c) des instruments financiers dérivés de gré à gré donnant lieu à une exposition au risque de contrepartie à l'égard dudit organisme ;
6. Un compartiment peut :
 - a) acquérir les parts ou actions d'autres FM, pourvu qu'un maximum de 5 % de ses actifs soit investi dans des parts ou actions d'un FM unique ;
 - b) de façon cumulée, investir un maximum de 10 % de ses actifs dans des parts ou actions d'autres FM.
7. Nonobstant les limites individuelles fixées au point 1.), un compartiment ne peut pas investir plus de 10 % de ses actifs dans des obligations émises par un même établissement de crédit ayant son siège social dans un État membre et légalement soumis à une supervision publique spéciale conçue pour protéger les détenteurs obligataires. En particulier, les sommes découlant de l'émission de ces obligations doivent être investies, conformément à la législation, dans des actifs qui, durant toute la période de validité des obligations, peuvent couvrir les créances résultant des obligations et qui, en cas de faillite de l'émetteur, seraient utilisés en priorité pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts courus.

Lorsqu'un compartiment investit plus de 5 % de ses actifs dans les obligations mentionnées au paragraphe ci-dessus émises par un seul émetteur, la valeur totale de ces investissements ne peut dépasser 40 % de la valeur des actifs du compartiment.
8. Sous réserve des limites stipulées au point 1, un compartiment ne peut pas investir plus de 20 % de ses actifs dans des obligations émises par un même établissement de crédit, lorsque les exigences stipulées au point (f) de l'Article 10(1) ou au point (c) de l'Article 11(1) du Règlement délégué (UE) 2015/61 sont remplies, y compris les investissements possibles dans des actifs visés au point 8 ci-dessus.
9. Lorsqu'un compartiment investit plus de 5 % de ses actifs dans des obligations mentionnées au paragraphe ci-avant émises par un émetteur unique, la valeur totale de ces investissements ne dépassera pas 60 % de la valeur des actifs du compartiment, y compris les investissements possibles dans des actifs visés au point 8 ci-dessus, concernant les limites qui y sont stipulées.

10. Les sociétés comprises dans le même groupe aux fins des comptes consolidés, comme définis dans la Directive 2013/34/UE ou conformément aux règles comptables internationales reconnues, seront considérées comme un organisme unique aux fins du calcul des limites visées aux points 1 à 6.

RÈGLES DE PORTEFEUILLE

1. Compartiments de court terme

Règles générales

L'EMP maximale (risque de taux d'intérêt) du compartiment de court terme sera de 60 jours.

La DVMP maximale (risque de crédit) sera de 120 jours. Elle sera calculée sur la base de l'échéance légale, sauf si le compartiment détient une option de vente, si les limites stipulées dans ce chapitre sont dépassées pour des raisons indépendantes de la volonté de la Société, ou en conséquence de l'exercice de droits de souscription ou de rachat, la Société aura pour principal objectif de remédier à cette situation, en tenant pleinement compte des intérêts des actionnaires.

Un compartiment de court terme ne détiendra que des instruments du marché monétaire possédant une échéance résiduelle jusqu'à la date de rachat légale inférieure ou égale à 397 jours, en tenant compte des instruments financiers apparentés ou des conditions applicables.

Dispositions spécifiques pour les compartiments VNIC et VNIFV de dette publique

- (i) Au moins 10 % des actifs d'un compartiment VNIC ou VNIFV de dette publique doivent être composés d'actifs assortis d'une échéance d'une journée, de contrats de prise en pension qui peuvent être résiliés moyennant un préavis d'un jour ouvrable ou de liquidités pouvant être retirées sous un jour ouvrable. Ledit compartiment ne peut acquérir d'autres actifs qu'un actif assorti d'une échéance d'une journée lorsqu'à la suite de cette acquisition, la part du portefeuille investie dans des actifs assortis d'une telle échéance du compartiment chute en deçà de 10 %.
- (ii) Au moins 30 % des actifs doivent être composés d'actifs assortis d'une échéance d'une semaine, de contrats de prise en pension qui peuvent être résiliés moyennant un préavis de cinq jours ouvrables ou de liquidités pouvant être retirées sous cinq jours ouvrables. Ledit compartiment ne peut acquérir d'autres actifs qu'un actif assorti d'une échéance d'une semaine lorsqu'à la suite de cette acquisition, la part du portefeuille investie dans des actifs assortis d'une telle échéance du compartiment chute en deçà de 30 %.

Les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Émetteur éligible peuvent être inclus dans les actifs assortis d'une échéance d'une semaine dans la limite de 17,5 % des actifs du compartiment, à condition qu'ils possèdent une échéance résiduelle maximum de 190 jours et qu'ils soient hautement liquides et qu'ils puissent être rachetés et réglés sous un jour ouvrable.

Dispositions spécifiques pour les compartiments VNIFV de court terme

- (i) Au moins 7,5 % des actifs d'un compartiment VNIFV de court terme doivent être composés d'actifs assortis d'une échéance d'une journée, de contrats de prise en pension qui peuvent être résiliés moyennant un préavis d'un jour ouvrable ou de liquidités pouvant être retirées sous un jour ouvrable. Ledit compartiment ne peut acquérir d'autres actifs qu'un actif assorti d'une échéance d'une journée lorsqu'à la suite de cette acquisition, la part du portefeuille investie dans des actifs assortis d'une telle échéance du compartiment chute en deçà de 7,5 %.
- (ii) Au moins 15 % des actifs doivent être composés d'actifs assortis d'une échéance d'une semaine, de contrats de prise en pension qui peuvent être résiliés moyennant un préavis de cinq jours ouvrables ou de liquidités pouvant être retirées sous cinq jours ouvrables. Ledit compartiment ne peut acquérir d'autres actifs qu'un actif assorti d'une échéance d'une semaine lorsqu'à la suite de cette acquisition, la part du portefeuille investie dans des actifs assortis d'une telle échéance du compartiment chute en deçà de 15 %.
- (iii) Les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Émetteur éligible peuvent être inclus dans les actifs assortis d'une échéance d'une semaine dans la limite de 7,5 % des actifs du compartiment, à condition qu'ils possèdent une échéance résiduelle maximum de 190 jours et qu'ils soient hautement liquides et qu'ils puissent être rachetés et réglés sous un jour ouvrable.

2. Compartiments VNIFV standards

L'EMP maximale (risque de taux d'intérêt) du compartiment standard sera de 6 mois.

La DVMP maximale (risque de crédit) sera de 12 mois. Elle sera calculée sur la base de l'échéance légale, sauf si le compartiment détient une option de vente.

Un compartiment standard ne détiendra que des titres qui, au moment de leur acquisition par le compartiment, ont une échéance initiale ou résiduelle de 2 ans maximum, en prenant en considération les instruments financiers liés ou les conditions générales applicables. Le laps de temps jusqu'à la prochaine révision de ces titres ne dépassera pas 397 jours. Au moins 7,5 % des actifs du compartiment doivent être composés d'actifs assortis d'une échéance d'une journée, de contrats de prise en pension qui peuvent être résiliés moyennant un préavis d'un jour ouvrable ou de liquidités pouvant être retirées sous un jour ouvrable.

Au moins 15 % des actifs doivent être composés d'actifs assortis d'une échéance d'une semaine, de contrats de prise en pension qui peuvent être résiliés moyennant un préavis de cinq jours ouvrables ou de liquidités pouvant être retirées sous cinq jours ouvrables. Les instruments du marché monétaire à plus longue échéance ou les parts ou actions d'autres FM peuvent être inclus parmi les actifs assortis d'une échéance d'une semaine dans la limite de 7,5 % des actifs du compartiment à condition qu'ils puissent être rachetés et réglés sous cinq jours ouvrables.

LIMITE POUR ÉVITER LA CONCENTRATION DE L'ACTIONNARIAT

1. Un compartiment ne peut investir plus de 10 % de ses actifs dans des instruments du marché monétaire émis par une seule entité.
2. Cette limite ne s'applique pas aux instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Émetteur éligible souverain.

EXPOSITION GLOBALE

1. Définition d'exposition globale

Conformément à la Circulaire 11/512, la Société de gestion doit calculer l'exposition globale du compartiment au moins **une fois par jour**. Les limites en matière d'exposition globale doivent être respectées sur une base continue.

Il appartient à la Société de gestion de sélectionner une méthodologie appropriée afin de calculer l'exposition globale. Plus particulièrement, la sélection doit reposer sur l'auto-évaluation par la Société de gestion du profil de risque du compartiment résultant de sa politique d'investissement (y compris en matière d'utilisation d'instruments financiers dérivés).

2. Méthode de mesure du risque conforme au profil de risque du compartiment

Les compartiments sont classés après une auto-évaluation de leur profil de risque résultant de leur politique d'investissement, y compris leur stratégie inhérente en matière d'instruments dérivés, qui détermine deux méthodes de mesure du risque :

- La méthode avancée de mesure du risque telle que l'approche VaR (Value-at-Risk) permettant de calculer l'exposition globale lorsque :
 - (a) Le compartiment participe à des stratégies d'investissement complexes qui représentent plus qu'une part négligeable de sa politique d'investissement ;
 - (b) Le compartiment présente une exposition plus que négligeable à des instruments financiers dérivés exotiques ;
ou
 - (c) L'approche par les engagements (Commitment) ne permet pas de rendre correctement compte du risque de marché du portefeuille.

Aucun compartiment ne s'appuie sur l'approche de la VaR pour le moment.

- L'approche par les engagements sera utilisée dans tous les autres cas pour calculer l'exposition globale.

3. Méthode d'approche par les engagements

La méthode de conversion par les engagements pour les **produits dérivés standard** est toujours la valeur de marché de la position équivalente de l'actif sous-jacent. Celle-ci peut être remplacée par la valeur notionnelle ou le prix du contrat à terme si cela s'avère plus prudent.

Actuellement, tous les compartiments utilisent la méthode des engagements.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LA GESTION DES GARANTIES RELATIVES AUX CONTRATS DE PRISE EN PENSION

Les actifs reçus des contreparties relatifs aux contrats de prise en pension constituent une garantie.

Outre les dispositions énoncées au point 5 de l'Annexe 1, toutes les garanties utilisées pour réduire l'exposition au risque de contreparties devront répondre aux critères suivants à tout moment :

Liquidité

Toute garantie reçue sous une forme autre qu'en espèces présentera une forte liquidité et sera négociée sur un marché réglementé ou dans le cadre d'un système multilatéral de négociation recourant à des méthodes de fixation des prix transparentes, de sorte qu'elle puisse être vendue rapidement à un prix proche de l'évaluation préalable à la vente. Les garanties seront également conformes aux dispositions de l'Annexe 1 et conformément à la politique d'investissement du compartiment.

Évaluation

Les garanties reçues seront évaluées au moins quotidiennement sur la base de la valeur du marché et les actifs dont les prix sont sujets à une forte volatilité ne seront acceptés en tant que garanties que si des marges de sécurité suffisamment prudentes sont en place, en fonction de la qualité de crédit de l'émetteur et de l'échéance des titres reçus.

Risques

Les risques liés à la gestion des garanties, tels que les risques opérationnels et juridiques, seront identifiés, gérés et limités dans le cadre du processus de gestion des risques.

Conservation

En cas de transfert de propriété, la garantie reçue sera conservée par le Dépositaire. Pour les autres types d'accords donnant lieu à des garanties, celles-ci peuvent être conservées par un dépositaire tiers soumis à une surveillance prudentielle et indépendant de leur prestataire.

Mise en application

Les garanties reçues pourront être intégralement mobilisées à tout moment sans en référer à la contrepartie ni requérir son accord. La Société doit être en mesure de faire valoir ses droits sur la garantie en cas de survenue de tout événement exigeant son exécution. Par conséquent, la garantie doit être disponible en permanence, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une contrepartie, de telle sorte que la Société soit en mesure de s'approprier ou de réaliser les titres donnés en garantie sans délai si la contrepartie ne respecte pas son obligation de rendre les titres.

Garanties acceptables pour les contrats de prise en pension - tableau des garanties conformes à la réglementation

Une garantie est acceptable sous la forme :

- d'instruments du marché monétaire éligibles et de valeurs mobilières liquides ou autres instruments du marché monétaire décrits à l'Annexe 1, point 1 (Actifs éligibles) et point 5.5 (Contrats de prise en pension),
- d'emprunts d'État éligibles, décrits à l'Article 17.7 du Règlement 2017/1131 ;
et ayant fait l'objet d'une évaluation favorable dans le cadre de la Procédure interne d'évaluation de la qualité de crédit, le cas échéant.

Classe d'actifs	Notation minimum admise	Décote requise	Plafond par classe d'actifs / VNI	Plafond par émetteur / VNI
Espèces (EUR, USD, GBP et autres devises d'évaluation)		[0 - 10 %]	100 %	
Emprunts d'État de pays de l'OCDE éligibles	BBB	[0 - 15 %]	100 %	100 %
Précité et garantie de dette publique éligibles	AA-	[0 - 10 %]	100 %	100 %
Obligations d'État d'autres pays éligibles	BBB	[0 - 15 %]	100 %	100 %
Obligations d'entreprises de l'OCDE éligibles	A	[0 - 17 %]	100 %	10 %
CD (admissibles par l'OCDE et autres pays éligibles)	A	[0 - 7 %]	[10 % - 30 %]	10 %

TESTS DE RÉSISTANCE

Chaque compartiment disposera de tests de résistance permettant d'identifier les événements ou les changements futurs des conditions économiques qui seraient susceptibles d'entraîner des conséquences négatives sur le compartiment.

Le Gestionnaire d'actifs devra :

- évaluer les impacts possibles sur le compartiment induits par ces événements ou ces changements ;
- procéder régulièrement à des tests de résistance pour différents scénarios possibles ;
- réaliser un test de résistance à une fréquence déterminée par le Conseil d'administration, d'au moins deux fois par an.

Les tests de résistance seront :

- fondés sur des critères objectifs ;
- prendront en compte les effets de scénarios graves plausibles ;

Les tests de résistance prendront en considération les paramètres de référence qui comprennent les facteurs suivants :

- les changements hypothétiques du niveau de liquidité des actifs détenus dans le portefeuille du compartiment ;
- les changements hypothétiques du niveau de risque de crédit des actifs détenus dans le portefeuille du compartiment, y compris les incidents de crédit et l'évolution de la note de crédit ;
- les variations hypothétiques des taux d'intérêt et des taux de change ;

- les niveaux hypothétiques des rachats ;
 - le creusement ou le resserrement hypothétique des écarts entre les indices auxquels les taux d'intérêt des titres du portefeuille sont liés ;
 - les chocs systémiques macroéconomiques hypothétiques ayant un impact sur l'économie tout entière ;
- Si ces tests mettent au jour des failles, le Gestionnaire d'actifs devra élaborer un rapport détaillé et proposer un plan d'action. Le Gestionnaire d'actifs devra au besoin prendre des mesures immédiatement en :
- renforçant la solidité du compartiment ;
 - augmentant la liquidité du compartiment et/ou la qualité de ses actifs ;

Cas particuliers des compartiments VNIC et VNIFV de dette publique

Dans le cas des compartiments VNIC et VNIFV de dette publique, les tests de résistance devront estimer pour différents scénarios la différence entre la VNI par action constante et la VNI par action.

CONTREPARTIES

La Société conclura des transactions avec des contreparties présentant, selon la Société de gestion, une bonne solvabilité. Il peut s'agir de sociétés liées au Groupe BNP Paribas. La Société de gestion sélectionnera les contreparties sur la base des critères suivants :

- des institutions financières de premier ordre ;
- une situation financière saine ;
- la capacité à offrir une gamme de produits et services répondant aux besoins de la Société de gestion ;
- la capacité à faire preuve de réactivité face aux questions d'ordre opérationnel et juridique ;
- la capacité à offrir des prix compétitifs et la qualité d'exécution.

Les contreparties approuvées sont tenues de posséder une notation au minimum de qualité investment grade dans le cas des contreparties aux contrats de prise en pension, à condition toutefois que l'évaluation de la qualité de crédit des contreparties ne soit pas uniquement fondée sur des notations de crédit externes. Des paramètres de qualité alternatifs sont pris en considération, tels que l'évaluation de l'analyse de crédit interne et la liquidité et l'échéance de la garantie sélectionnée. Même si la sélection de ces contreparties n'est fondée sur aucun statut juridique ni critère géographique prédéterminé, ces éléments sont généralement pris en considération dans le cadre du processus de sélection. En outre, les contreparties se conformeront à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire. Les contreparties sélectionnées n'ont aucun pouvoir sur la composition ou la gestion du portefeuille d'investissement des compartiments ou le sous-jacent des instruments financiers dérivés et les opérations réalisées au sein du portefeuille des compartiments ne sont pas soumises à leur approbation.

OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES (« SFT »)

Conformément aux dispositions du Règlement 2015/2365 et aux Circulaires 08/356 et 14/592, la Société peut conclure des opérations de financement sur titres (**contrats de prise en pension uniquement**) dans l'objectif de gérer la liquidité de chaque compartiment.

Liste des compartiments ayant recours à des SFT

Les compartiments qui auront recours à des SFT et la proportion attendue et maximale d'actifs qui peuvent leur être affectés, sous réserve que les proportions soient fournies à titre indicatif uniquement et puissent varier dans le temps en fonction de facteurs tels que, sans s'y limiter, les conditions de marché*, sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

* : Les conditions de marché peuvent être classées comme « conditions de marché normales » ou « conditions de marché tendues ». Dans des conditions de marché normales, où aucun événement défavorable n'a d'incidence sur les marchés, les niveaux « prévus » de SFT indiqués dans le tableau ci-dessous seront utilisés. Dans des conditions de marché tendues (incluant, sans s'y limiter, des contraintes de liquidité, des perturbations du marché, etc.), les niveaux maximum, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, pourront être utilisés.

Compartiments	Prise en pension Transactions/VNI		Conditions	Objectifs
	Prévu(e)	Maximum		
InstiCash EUR 1D SHORT TERM VNAV	30 % ⁽¹⁾	90 % ⁽²⁾	Permanent	Gestion efficace de portefeuille
InstiCash EUR 3M STANDARD VNAV	5 % ⁽¹⁾	90 % ⁽²⁾	Permanent	Gestion efficace de portefeuille
InstiCash GBP 1D LVNAV	30 % ⁽¹⁾	90 % ⁽²⁾	Permanent	Gestion efficace de portefeuille
InstiCash USD 1D LVNAV	30 % ⁽¹⁾	90 % ⁽²⁾	Permanent	Gestion efficace de portefeuille
InstiCash USD 1D SHORT TERM VNAV	30 % ⁽¹⁾	90 % ⁽²⁾	Permanent	Gestion efficace de portefeuille

(1) une telle proportion d'actifs peut être utilisée dans des conditions de marché normales

(2) une telle proportion d'actifs ne peut être utilisée que dans des conditions de marché exceptionnelles, telles qu'une crise de liquidité mondiale, entre autres

Compartiments	Rachat Transactions/VNI	
	Prévu(e)	Maximum
InstiCash EUR 1D SHORT TERM VNAV	0 %	10 % ⁽¹⁾
InstiCash EUR 3M STANDARD VNAV	0 %	10 % ⁽¹⁾
InstiCash GBP 1D LVNAV	0 %	10 % ⁽¹⁾
InstiCash USD 1D LVNAV	0 %	10 % ⁽¹⁾
InstiCash USD 1D SHORT TERM VNAV	0 %	10 % ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Conformément au seuil imposé par le Règlement 2017/1131

Politique de partage des rendements dégagés par les SFT

Sauf indication contraire figurant ci-dessous, le rendement des SFT, c'est à dire l'écart entre les valeurs de marché des deux jambes des transactions, est entièrement alloué au compartiment lorsqu'il est positif, ou entièrement porté au débit du compartiment s'il est négatif. Aucun frais ni charge constituant un revenu pour la Société de gestion ou une autre partie n'est appliqué au compartiment au titre des SFT.

Conflit d'intérêts

Lorsque les contreparties aux opérations de financement sur titres (SFT) nommés sont membres du groupe BNP Paribas, la Société de gestion doit veiller à éviter tout conflit d'intérêts qui en résulte (en lien avec une rémunération supplémentaire pour le groupe notamment) afin de s'assurer que les accords sont conclus dans des conditions de pleine concurrence dans le meilleur intérêt des compartiments concernés.

ANNEXE 3 – RISQUES D'INVESTISSEMENT

Les investisseurs doivent lire attentivement le Prospectus avant d'investir dans l'un des Compartiments.

La valeur des Actions augmente à mesure que la valeur des titres détenus par un Compartiment augmente et diminue à mesure que la valeur des investissements du Compartiment diminue. Ainsi, les investisseurs participent à toute variation de la valeur des titres détenus par le ou les Compartiment(s) concerné(s). Outre les facteurs qui affectent la valeur d'un titre particulier détenu par un Compartiment, la valeur des Actions du Compartiment peut également varier en fonction des fluctuations des marchés actions et obligataires dans leur ensemble. Enfin, les investisseurs sont prévenus qu'il se peut que la performance des compartiments ne soit pas conforme à leur objectif d'investissement prescrit et qu'ils ne récupèrent pas l'intégralité du capital qu'ils ont investi (déduction faite des commissions de souscription).

Un Compartiment peut détenir des titres de types différents ou de classes d'actifs différentes (p. ex. des actions, des obligations, des instruments du marché monétaire, des instruments financiers dérivés) selon l'objectif d'investissement du Compartiment. Les différents investissements présentent différents types de risque d'investissement. Les Fonds présentent également différents types de risques, selon les titres qu'ils détiennent. La présente section « Risques d'investissement » contient des explications sur les différents types de risques d'investissement qui peuvent s'appliquer aux Fonds. Veuillez vous reporter au Livre II du présent Prospectus pour connaître le détail des principaux risques applicables à chaque Compartiment. Les investisseurs doivent être conscients que d'autres risques peuvent également être associés, à l'occasion, aux Compartiments.

I. RISQUES GÉNÉRAUX

La présente section explique certains des risques qui s'appliquent à l'ensemble des Compartiments. Elle ne vise pas à présenter des explications complètes et d'autres risques peuvent également s'appliquer à l'occasion. En particulier, les performances de la Société peuvent être affectées par les évolutions des conditions de marché et/ou économiques et politiques, ainsi que par les exigences légales, réglementaires et fiscales. Il n'est donné aucune garantie ni fait de déclaration quant au succès du programme d'investissement et rien ne garantit que les objectifs d'investissement du ou des Compartiment(s) soient atteints. En outre, les performances passées ne préjugent pas des performances futures et la valeur des investissements peut évoluer à la baisse comme à la hausse. Les évolutions des taux de change entre les devises peuvent entraîner une diminution ou une augmentation de la valeur des investissements d'un Fonds.

La Société ou l'un de ses Compartiments peuvent être exposés à des risques indépendants de leur contrôle, comme des risques légaux et réglementaires liés à des investissements dans des pays dont les lois manquent de clarté et évoluent ou en raison de l'absence de mécanismes établis ou efficaces de recours ou de risques résultant de l'immatriculation des Compartiments dans des territoires hors de l'UE. Les Compartiments peuvent être soumis, sans préavis aux actionnaires des Compartiments concernés, à des régimes réglementaires plus restrictifs susceptibles d'empêcher les Compartiments d'utiliser au maximum les limites d'investissement. Les organismes de réglementation et d'autorégulation et les Bourses sont autorisés à prendre des mesures extraordinaires en cas d'urgence sur les marchés. L'effet de toute action réglementaire future sur la Société pourrait être important et défavorable. Les Compartiments peuvent être exposés au risque d'actes terroristes, au risque que des sanctions économiques et diplomatiques soient en place ou imposées à certains États et que des opérations militaires puissent être lancées. L'impact de ces événements n'est pas clair, mais il pourrait être important pour les conditions économiques générales et la liquidité du marché. Il est rappelé aux investisseurs que, dans certaines circonstances, leur droit à demander le rachat de leurs Actions peut être suspendu, comme décrit plus en détail dans le Livre I.

La Société ou l'un de ses Compartiments peuvent être exposés à des risques opérationnels, c'est-à-dire le risque que les processus opérationnels, y compris ceux liés à la garde des actifs, à l'évaluation et au traitement des transactions, fassent défaut, entraînant des pertes. Les causes potentielles de défaillance peuvent être des erreurs humaines, des défaillances physiques et de systèmes électroniques et d'autres risques d'exécution commerciale, ainsi que des événements externes.

Les risques de durabilité qui ne sont pas maîtrisés ou atténués peuvent avoir un impact sur le rendement des compartiments qui les intègrent dans leur prise de décision en matière d'investissement. Par exemple, si un événement ou des circonstances environnementales, sociales ou de gouvernance se produisaient, cela pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel considérable sur la valeur d'un investissement. La survenance d'un tel événement ou de telles circonstances peut également conduire à un remaniement de la stratégie d'investissement d'un compartiment, notamment à l'exclusion de titres provenant de certains émetteurs.

Plus précisément, l'impact probable des risques liés à la durabilité peut affecter les émetteurs par le biais de divers mécanismes, notamment : 1) des revenus plus faibles ; 2) des coûts plus élevés ; 3) une détérioration ou une dépréciation de la valeur des actifs ; 4) un coût du capital plus élevé ; et 5) des amendes ou des risques réglementaires. En raison de la nature des risques liés à la durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, les risques liés à la durabilité qui affectent les rendements des produits financiers sont susceptibles d'augmenter sur des horizons à plus long terme.

II. RISQUES SPÉCIFIQUES

Risque de réinvestissement des sûretés en espèces

Les espèces reçues en tant que sûretés peuvent être réinvesties, conformément aux règles de diversification prévues à l'article 43 (e) de la Circulaire 14/592 de la CSSF, exclusivement dans des actifs éligibles sans risque. Il existe un risque que la valeur du rendement des sûretés en espèces réinvesties ne suffise pas à couvrir le montant à rembourser à la contrepartie. Si tel était le cas, le compartiment serait tenu de couvrir le manque à gagner.

Risque de gestion des sûretés

Les sûretés peuvent être utilisées pour atténuer le risque de contrepartie. Il existe un risque que les sûretés acceptées, en particulier dans le cas où elles sont sous forme de titres, ne permettent pas, une fois réalisées, de lever des liquidités suffisantes pour régler le passif de la contrepartie. Ceci peut être dû à des facteurs tels que la fixation inexacte du prix des sûretés, des fluctuations défavorables du marché au niveau de la valeur des sûretés, un déclassement de la note de crédit de l'émetteur des sûretés ou l'illiquidité du marché sur lequel les sûretés sont négociées. Veuillez consulter « Risque de liquidité » ci-dessous pour plus d'informations sur le risque de liquidité, qui peut être particulièrement pertinent dans le cas de sûretés acceptées sous forme de titres. Dans le cas où un Compartiment est à son tour tenu de fournir des sûretés à une contrepartie, il existe un risque que la valeur des sûretés remises soit supérieure aux espèces ou aux investissements

reçus par le Compartiment. Dans tous les cas, lorsque le recouvrement d'actifs ou d'espèces, la remise de sûretés aux contreparties ou la réalisation des sûretés reçues de ces dernières présentent des retards ou des difficultés, les Compartiments peuvent avoir du mal à satisfaire aux demandes de rachat ou d'achat ou à satisfaire à leurs obligations de livraison ou d'achat au titre d'autres contrats.

Risque lié à la concentration

Certains Compartiments peuvent avoir une Politique d'investissement visant à investir une partie importante de leurs actifs dans un nombre limité d'émetteurs, d'industries ou de secteurs, ou dans une zone géographique limitée. En étant moins diversifiés, ces Compartiments peuvent être plus volatils que les Compartiments plus largement diversifiés et peuvent comporter un risque de perte plus important.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie est le risque assumé par chaque partie à un contrat que la contrepartie ne respecte pas ses obligations contractuelles et/ou ses engagements au titre de la durée de ce contrat, que ce soit en raison d'une insolvabilité, d'un dépôt de bilan ou pour toute autre cause. Lorsque des contrats de gré à gré ou autres contrats bilatéraux sont conclus (entre autres des instruments dérivés de gré à gré, des contrats de mise en pension, des prêts de titres, etc.), la Société peut se trouver exposée à des risques découlant de la solvabilité de ses contreparties et de leur incapacité à respecter les conditions de ces contrats. Si la contrepartie ne remplit pas ses obligations contractuelles, le rendement perçu par les investisseurs peut s'en trouver affecté.

Risque de crédit

Le risque de crédit, un risque fondamental lié à tous les titres obligataires et aux Instruments du marché monétaire, est le risque qu'un émetteur n'effectue pas le versement du principal et des intérêts à l'échéance. Les émetteurs présentant un risque de crédit plus élevé offrent généralement des rendements plus élevés pour compenser ce risque supplémentaire. À l'inverse, les émetteurs présentant un risque de crédit plus faible offrent généralement des rendements plus faibles. De manière générale, les titres d'État sont considérés comme les plus sûrs en termes de risque de crédit tandis que les titres de créance de sociétés, notamment ceux dotés d'une note de crédit plus faible, présentent le risque de crédit le plus élevé. L'évolution de la situation financière d'un émetteur, des conditions économiques et politiques en général ou des conditions économiques et politiques propres à un émetteur (en particulier un émetteur souverain ou supranational) sont autant de facteurs susceptibles d'avoir un impact négatif sur la qualité de crédit et la valeur des titres d'un émetteur. Le risque de dégradation d'une note de crédit par une agence de notation est lié au risque de crédit. Les agences de notation telles que Standard & Poor's, Moody's et Fitch, entre autres, établissent des notes pour un large éventail de titres obligataires (de sociétés, d'émetteurs souverains ou supranationaux) en fonction de leur solvabilité. Ces agences peuvent modifier leurs notes à l'occasion, en raison de facteurs financiers, économiques, politiques ou autres qui, si la modification en question constitue une dégradation, peuvent avoir un impact négatif sur la valeur des titres concernés.

Risque de change

Ce risque est présent dans chaque Compartiment ayant des positions libellées dans des devises différentes de sa Devise comptable. Si la devise dans laquelle un titre est libellé s'apprécie par rapport à la Devise comptable du Compartiment, la contre-valeur du titre dans cette Devise comptable va s'apprécier. À l'inverse, une dépréciation de cette même devise entraînera une dépréciation de la contre-valeur du titre. Lorsque le gestionnaire procède à des opérations de couverture contre le risque de change, il n'est pas possible de garantir que cette couverture sera totalement efficace.

Risques liés au dépositaire

Les actifs de la Société sont conservés sous la garde du Dépositaire et les Investisseurs sont exposés au risque que le Dépositaire ne soit pas en mesure de remplir intégralement son obligation de restituer, dans un court délai, la totalité des actifs de la Société en cas de dépôt de bilan du Dépositaire. Les actifs de la Société sont identifiés dans les livres du Dépositaire comme appartenant à la Société. Les titres et obligations détenus par le Dépositaire sont séparés des autres actifs du Dépositaire, ce qui atténue, mais n'annule pas, le risque de non-restitution en cas de dépôt de bilan. Toutefois, cette séparation des actifs ne s'applique pas à la trésorerie, ce qui accroît le risque de non-restitution en cas de dépôt de bilan. Le Dépositaire ne conserve pas lui-même la totalité des actifs de la Société, mais utilise un réseau de Sous-dépositaires qui ne font pas partie du même groupe de sociétés que le Dépositaire. Les investisseurs sont également exposés au risque de dépôt de bilan des Sous-dépositaires. Un Compartiment peut investir sur des marchés où les systèmes de dépôt et/ou de règlement ne sont pas pleinement développés.

Risque lié aux instruments dérivés

La Société peut avoir recours à divers instruments dérivés pour réduire les risques ou les coûts, ou pour générer un capital ou un revenu supplémentaire afin de remplir les objectifs d'investissement d'un compartiment. Certains compartiments peuvent également recourir à des instruments dérivés de manière intensive et/ou pour des stratégies plus complexes, comme décrit plus en détail dans leurs objectifs d'investissement respectifs. Bien que l'utilisation prudente d'instruments dérivés puisse être bénéfique, ceux-ci impliquent également des risques différents et, dans certains cas, supérieurs aux risques associés à des investissements plus traditionnels. Le recours à des instruments dérivés peut donner lieu à une forme d'effet de levier, ce qui peut accroître la volatilité et/ou l'évolution de la Valeur nette d'inventaire de ces compartiments par rapport à l'absence d'effet de levier, étant donné que celui-ci tend à exagérer l'effet de toute augmentation ou diminution de la valeur des titres du portefeuille des compartiments respectifs. Avant d'investir dans des Actions, les investisseurs doivent comprendre que leurs investissements peuvent être soumis aux facteurs de risque suivants liés à l'utilisation d'instruments dérivés :

- **Risque de marché** : Lorsque la valeur de l'actif sous-jacent d'un instrument dérivé évolue, la valeur de l'instrument devient positive ou négative, en fonction de la performance de l'actif sous-jacent en question. Dans le cadre des instruments dérivés sans option, l'ampleur absolue de la fluctuation de la valeur d'un instrument dérivé sera très similaire à la fluctuation de la valeur du titre ou de l'indice de référence sous-jacent. Dans le cas des options, la variation absolue de leur valeur ne sera pas forcément similaire à la variation de la valeur du sous-jacent correspondant car, comme expliqué plus en détail ci-dessous, les variations des valeurs des options dépendent d'un certain nombre d'autres variables.
- **Risque de liquidité** : Si une transaction sur instruments dérivés est particulièrement importante ou si le marché concerné est illiquide, il peut s'avérer impossible d'initier une transaction ou de liquider une position à un prix avantageux.
- **Risque de contrepartie** : Lorsque des contrats dérivés de gré à gré sont conclus, les compartiments peuvent être exposés à des risques découlant de la solvabilité et de la liquidité de leurs contreparties, ainsi que de leur capacité à respecter les conditions de ces contrats. Les compartiments peuvent conclure des contrats à terme, d'options et de swap, ou encore utiliser d'autres techniques dérivées, chacune comportant le risque que la contrepartie ne respecte

pas ses engagements dans le cadre de chaque contrat. Afin d'atténuer le risque, la Société veillera à ce que la négociation d'instruments dérivés de gré à gré bilatéraux soit effectuée sur la base de critères de sélection et d'examen stricts.

- **Risque de règlement** : Le risque de règlement existe lorsqu'un instrument dérivé n'est pas réglé en temps opportun, ce qui augmente le risque de contrepartie avant le règlement et peut potentiellement entraîner des coûts de financement qui ne seraient autrement pas encourus. Si le règlement n'a jamais lieu, la perte encourue par le compartiment correspondant à la différence de valeur entre le contrat d'origine et le contrat de remplacement. Si la transaction d'origine n'est pas remplacée, la perte encourue par le compartiment sera égale à la valeur du contrat au moment de son annulation.
- **Autres risques** : Les autres risques liés à l'utilisation d'instruments dérivés incluent le risque d'évaluation erronée ou incorrecte. Il est impossible d'observer le prix de certains instruments dérivés, en particulier les instruments dérivés de gré à gré, sur un marché boursier, ce qui implique donc l'utilisation de formules dans lesquelles sont utilisés les prix des titres ou des indices de référence sous-jacents, obtenus à partir d'autres sources de données sur les cours de marché. Les options de gré à gré impliquent l'utilisation de modèles, avec des hypothèses, ce qui augmente le risque d'erreurs d'évaluation. Toute évaluation inexacte est susceptible d'entraîner une augmentation des exigences de paiement en espèces auprès des contreparties ou une perte de valeur pour les compartiments. Les instruments dérivés ne reproduisent ou ne sont pas toujours parfaitement, ni même fortement, corrélés à la valeur des titres, taux ou indices qu'ils sont censés reproduire. Par conséquent, l'utilisation, par les compartiments, d'instruments dérivés peut ne pas toujours être un moyen efficace de poursuivre l'objectif d'investissement des compartiments, voire peut parfois s'avérer contre-productive. Dans des situations défavorables, l'utilisation d'instruments dérivés par les compartiments peut devenir inefficace et ceux-ci peuvent subir des pertes importantes.

Risque d'investissement lié aux critères extra-financiers

Une approche extra-financière peut être mise en œuvre différemment par les sociétés de gestion lors de la définition d'objectifs de gestion des investissements pour les produits financiers, notamment en raison de l'absence de labels communs ou harmonisés au niveau européen. Cela signifie également qu'il peut être difficile de comparer des stratégies intégrant des critères extra-financiers, dans la mesure où la sélection et les pondérations appliquées aux investissements sélectionnés peuvent être basées sur des indicateurs pouvant avoir le même intitulé, mais avec des significations sous-jacentes différentes. Au moment d'évaluer un titre en fonction de critères extra-financiers, le Gestionnaire d'actifs peut également utiliser les sources de données fournies par des prestataires de recherche extra-financière externes. Compte tenu de l'évolution du domaine extra-financier, ces sources de données peuvent être, pour le moment, incomplètes, inexactes ou indisponibles. L'application des normes de conduite responsable des entreprises et des critères extra-financiers dans le processus d'investissement peut entraîner l'exclusion des titres de certains émetteurs. Par conséquent, les performances du Compartiment peuvent parfois être supérieures ou inférieures à celles de fonds comparables qui n'appliquent pas ces normes.

Risques liés aux SFT

Les techniques de gestion de portefeuille efficace telles que les opérations de mise en pension et de prise en pension comportent certains risques. Les investisseurs doivent être particulièrement conscients que :

- en cas de défaillance de la contrepartie auprès de laquelle les espèces d'un Compartiment ont été placées, il existe un risque que les sûretés reçues produisent un rendement inférieur à celui des espèces placées, que ce soit en raison d'une fixation inexacte du prix des sûretés, de fluctuations défavorables du marché, d'une dégradation de la note de crédit des émetteurs des sûretés ou de l'illiquidité du marché sur lequel les sûretés sont négociées ;
- le fait de bloquer des espèces dans des opérations de taille ou de durée excessive, les retards dans la récupération des espèces placées ou les difficultés à réaliser des sûretés peuvent limiter la capacité du Compartiment à répondre aux demandes de vente, aux achats de titres ou, de manière plus générale, au réinvestissement ;
- les opérations de mise en pension exposent, le cas échéant, un Compartiment à des risques similaires à ceux associés aux instruments financiers dérivés, lesquels risques sont décrits ci-dessus ; et
- dans le cadre d'une opération de prise en pension, un Compartiment peut subir une perte si la valeur des titres achetés a diminué par rapport à la valeur de la trésorerie ou de la marge détenues par le Compartiment concerné.

Risque de marché

Le risque de marché est un risque général qui touche tous les investissements. Le prix des instruments financiers est principalement déterminé par les marchés financiers et par l'évolution économique des émetteurs, qui sont eux-mêmes affectés par la situation globale de l'économie mondiale et par le contexte économique et politique dans chaque pays concerné.

Risque juridique

Il existe un risque que les accords et les techniques liées aux instruments dérivés soient résiliés, notamment en cas de faillite, d'illégalité ou de modification des lois fiscales ou comptables. Dans ces circonstances, un Compartiment peut être tenu de couvrir toutes les pertes encourues. En outre, certaines transactions sont conclues en vertu de documents juridiques complexes. De tels documents peuvent être difficiles à faire appliquer ou leur interprétation peut parfois susciter un conflit dans certains cas. Bien que les droits et les obligations des parties à un document juridique puissent être régis par le droit luxembourgeois, d'autres systèmes juridiques peuvent prévaloir dans certaines circonstances (procédures d'insolvabilité), ce qui peut affecter la force exécutoire des transactions existantes. L'utilisation d'instruments dérivés peut également exposer un Compartiment à un risque de perte résultant de modifications des lois ou de l'application imprévue d'une loi ou d'un règlement, ou dans le cas où un tribunal déclare un contrat non légalement exécutoire.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité prend deux formes : le risque de liquidité lié aux actifs et le risque de liquidité lié aux passifs. Le risque de liquidité lié aux actifs désigne l'incapacité d'un Compartiment à vendre un titre ou une position à son cours coté ou à sa valeur de marché en raison de facteurs tels qu'une variation soudaine de la valeur ou de la solvabilité perçue de la position, ou en raison de conditions générales de marché défavorables. Le risque de liquidité lié aux passifs renvoie à l'incapacité d'un Compartiment à satisfaire à une demande de rachat, en raison de l'incapacité du Compartiment à vendre des titres ou des positions afin de lever suffisamment de liquidités pour satisfaire à la demande de rachat. Les marchés sur lesquels les titres du Compartiment sont négociés peuvent également connaître des conditions défavorables qui peuvent conduire les Bourses à suspendre leurs négociations. La réduction de la liquidité attribuable à ces facteurs peut

avoir un impact négatif sur la Valeur nette d'inventaire du Compartiment et sur la capacité du Compartiment à satisfaire aux demandes de rachat en temps opportun.

Risques liés aux investissements dans certains pays

Les investissements dans certains pays (par exemple la Chine, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, l'Arabie saoudite et la Thaïlande) comportent des risques liés aux restrictions imposées aux investisseurs et contreparties étrangers, à la volatilité de marché plus élevée et au manque de liquidité. Par conséquent, certaines actions pourraient ne pas être disponibles pour le Compartiment au motif que le nombre d'actionnaires étrangers autorisé ou le total des investissements permis pour les actionnaires étrangers a été atteint. En outre, le rapatriement par les investisseurs étrangers de leurs actions, de leur capital et/ou de leurs dividendes peut être soumis à restrictions ou nécessiter l'agrément du gouvernement. La Société n'investit que si elle considère les restrictions comme acceptables. Toutefois, rien ne garantit que des restrictions supplémentaires ne seront pas imposées à l'avenir.

Liquidation, fusion, transfert et scission de compartiments

Le Conseil d'administration est seul compétent pour décider de la prise d'effet et des modalités, dans les limites et conditions fixées par la Loi :

- 1) soit de la liquidation pure et simple d'un compartiment ;
- 2) soit de la clôture d'un compartiment (compartiment absorbé) par transfert à un autre compartiment de la Société ;
- 3) soit de la clôture d'un compartiment (compartiment absorbé) par transfert à un autre OPC de droit luxembourgeois ou constitué dans un autre État membre de l'Union européenne ;
- 4) soit du transfert à un compartiment (compartiment absorbant) a) d'un autre compartiment de la Société et/ou b) d'un compartiment d'un autre organisme de placement collectif, qu'il soit de droit luxembourgeois ou établi dans un autre État membre de l'Union européenne, et/ou c) d'un autre organisme de placement collectif, qu'il soit de droit luxembourgeois ou établi dans un autre État membre de l'Union européenne ;
- 5) soit de la scission d'un compartiment.

Les techniques de scission seront identiques à celles mises en œuvre dans le cadre d'une fusion, telles que prévues par la Loi.

Par exception à ce qui précède, lorsqu'à la suite d'une telle fusion la Société cesse d'exister, la prise d'effet de cette fusion doit être décidée par une Assemblée générale des actionnaires de la Société qui délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Dans le but d'éviter toute violation du contrat d'investissement à la suite de la fusion, et dans l'intérêt des actionnaires, le Gestionnaire d'actifs peut procéder au rebalancement du portefeuille du Compartiment absorbé avant la fusion. Un tel rebalancement doit être conforme à la politique d'investissement du Portefeuille absorbant.

En cas de liquidation pure et simple d'un compartiment, les actifs nets seront distribués aux parties éligibles au plus tard lors de la clôture de la liquidation et proportionnellement aux actions détenues dans le compartiment concerné. Les actifs non distribués dans un délai de neuf mois à dater de la décision de liquidation seront déposés à la Caisse de Consignation jusqu'à la fin du délai légal de prescription.

Dans le cadre du présent chapitre, les dispositions prises au niveau d'un compartiment peuvent de la même manière être prises au niveau d'une catégorie ou classe.

Dissolution et Liquidation de la Société

Le Conseil d'administration peut, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, proposer à une Assemblée générale la dissolution et la liquidation de la Société. Cette Assemblée générale statuera comme en matière d'amendements des Statuts.

Si le capital social descend en dessous des deux tiers du capital minimum requis par la Loi, le Conseil d'administration pourra soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée générale des actionnaires. Celle-ci délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, sans qu'il soit tenu compte des abstentions.

Si le capital social descend en dessous d'un quart du capital minimum requis par la Loi, le Conseil d'administration soumettra la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée générale des actionnaires. Celle-ci délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Les résolutions sont prises par un quart des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés, sans qu'il soit tenu compte des abstentions.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui peuvent être des personnes physiques ou morales. Ils seront nommés par l'Assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération, sans préjudice de l'application de la Loi.

Le produit net de liquidation de chaque compartiment, catégorie et/ou classe sera distribué par les liquidateurs aux actionnaires de chaque compartiment, catégorie et/ou classe en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans ce compartiment, cette catégorie ou cette classe.

En cas de liquidation pure et simple de la Société les actifs nets seront distribués aux parties éligibles proportionnellement aux actions détenues. Les actifs non distribués au moment de la clôture de la liquidation et au plus tard dans un délai de neuf mois à dater de la décision de mise en liquidation seront déposés à la Caisse de Consignation jusqu'à la fin du délai légal de prescription.

Le calcul de la valeur nette d'inventaire, les souscriptions, conversions et rachats d'actions de ces compartiments, catégories ou classes seront également suspendus pendant la période de liquidation. L'Assemblée générale doit être organisée de telle manière qu'elle se tienne dans un délai de quarante jours suivant la constatation selon laquelle l'actif net de la Société a baissé sous le minimum légal de deux tiers ou d'un quart, selon le cas.

LIVRE II

BNP Paribas InstiCash EUR 1D SHORT TERM VNAV

Objectif d'investissement

Afin d'obtenir le meilleur rendement possible en EUR en ligne avec les taux du marché monétaire, sur une période d'une journée, tout en visant à protéger le capital conformément auxdits taux et à maintenir un haut niveau de liquidité et de diversification, la période de 1 journée correspond à l'horizon d'investissement recommandé du compartiment.

Politique d'investissement

Le compartiment est un fonds monétaire à valeur nette d'inventaire variable à court terme tel que défini par le Règlement 2017/1131. Le compartiment est noté AAAm par S&P Global Ratings. Cette note a été demandée et financée par la Société de gestion. Elle est révisée périodiquement par Standard & Poor's.

Le compartiment investit dans les limites fixées dans l'Annexe 1 du Livre I dans un portefeuille diversifié d'instruments du marché monétaire libellés en EUR, de dépôts auprès d'établissements de crédit, de contrats de prise et de mise en pension, de parts ou d'actions d'autres FM de court terme et, à titre accessoire, d'actifs liquides libellés en EUR. Les instruments financiers dérivés (par ex. les IRS) sont utilisés aux seules fins de couvrir les risques liés aux taux d'intérêt du compartiment. L'impact de ces instruments financiers dérivés sera pris en compte dans le calcul de l'EMP.

Ces investissements doivent respecter les règles du Portefeuille et l'évaluation de la qualité de crédit fixées dans le Livre I. Conformément au Règlement 2017/1131 et au Règlement 2015/2365, les contrats de prise en pension seront utilisés de manière continue, à des fins de gestion de la liquidité. À la date du présent Prospectus, ces instruments seront utilisés selon les proportions et dans les cas décrits dans le Livre I (Annexe II).

Politique d'investissement durable

Le Gestionnaire d'actifs applique la Politique d'investissement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, laquelle prend en compte les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement du compartiment.

Le compartiment respecte le taux de couverture de l'Analyse extra-financière minimum, tel que défini au Livre I.

Le score ESG moyen du portefeuille du compartiment est supérieur à celui de son univers d'investissement, étant donné qu'il s'agit de tous les émetteurs de créance à court terme et du marché monétaire.

Informations relatives au SFDR

Le compartiment favorise des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance conformément à l'article 8 du SFDR.

Profil de risque

Risques spécifiques du compartiment :

- Risque de contrepartie
- Risque lié aux instruments dérivés
- Risque d'investissement lié aux critères extra-financiers

Pour un aperçu des risques génériques, consultez l'Annexe 3 du Livre I du Prospectus.

Profil type de l'investisseur

Ce compartiment convient aux investisseurs qui :

- recherchent une très faible volatilité des prix et une très forte fongibilité ;
- privilégient la stabilité de la valeur réelle du capital investi ;
- souhaitent prendre le moins de risque de marché possible.

Devise comptable

EUR

BNP Paribas InstiCash EUR 1D SHORT TERM VNAV

Catégories d'actions

Catégorie	Classe	Code ISIN	Dividende	Devise de référence	Autres devises d'évaluation
Classic	CAP	LU0167237543	Non	EUR	Aucune
Classic T1		LU0547770783			
Privilege	CAP	LU0167237972	Non		
Privilege T1	CAP	LU0783285090	Non		
Privilege M Distribution	DIS	LU0957144719	Mensuel		
I	CAP	LU0094219127	Non		
IT1	CAP	LU0528984122	Non		
IT3	CAP	LU1925355908	Non		
I M Distribution	DIS	LU0957144636	Mensuel		
X	CAP	LU0167238434	Non		

Toutes ces classes d'actions ne sont pas nécessairement actives. Pour chaque classe active, un KIID mentionnant, entre autres, la date de lancement, la devise de référence / comptable et la performance historique est disponible. Les KIID sont disponibles sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Commissions et frais

Catégorie	Commissions à charge du compartiment			
	Gestion (maximum)	Performance	Autre (maximum)	Taxe d'abonnement ⁽¹⁾
Classic	0,35 %	Aucune	0,35 %	0,01 %
Privilege	0,20 %		0,10 %	
I	0,15 %		0,10 %	Aucune
X	Aucune			

(1) Par ailleurs, la Société peut être assujettie à une taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

Informations supplémentaires

Jour ouvré

Un Jour ouvré est tout jour autre que le samedi ou le dimanche, à l'exception de tout jour désigné comme un jour de fermeture de TARGET* par la Banque centrale européenne et de tout autre jour fixé par la Société de gestion.

* **Jour de fermeture de TARGET** : jour au cours duquel aucune facilité permanente n'est disponible pour les banques centrales nationales. Ces jours ne seront pas des jours de règlement pour le marché monétaire en euros ou pour les transactions de change impliquant l'euro, et ne verront pas l'indice €str (Euro Short Term Rate) publié.

Jour d'évaluation

À chaque Jour ouvré correspond une VNI datée de ce jour.

Cette VNI est disponible au siège de la Société, chez les agents locaux et dans les journaux désignés par le Conseil d'administration et sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Modalités de souscription / conversion / rachat :

Les ordres de souscription, de rachat et de conversion sont traités sur la base d'une valeur nette d'inventaire inconnue, conformément aux règles établies ci-dessous, uniquement les Jours d'évaluation, l'heure mentionnée étant celle de Luxembourg.

Centralisation des ordres	Date de transaction	Jour de calcul et de publication de la VNI	Date de règlement des ordres ⁽¹⁾
14 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI 10 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI ⁽²⁾	Jour d'évaluation (J)	Jour d'évaluation (J)	Le Jour d'évaluation, sauf pour la classe T1 (un jour ouvré de banque après le Jour d'évaluation) et sauf pour la classe T3 (trois jours ouvrés de banque après le Jour d'évaluation)

(1) Si le jour de règlement est un jour de fermeture d'une Bourse, le règlement interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Uniquement applicable au Jour d'évaluation qui précède le 25 décembre et le 1^{er} janvier de l'année correspondante

BNP Paribas InstiCash EUR 1D SHORT TERM VNAV

Historique :

Compartiment lancé le 26 mai 2006 sous la dénomination « BNP Paribas InstiCash EUR ».
Nom actuel à compter du 20 mars 2019.

Fiscalité :

Il est recommandé aux actionnaires potentiels d'obtenir des informations complètes dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile sur les éventuelles incidences fiscales liées à leur investissement.

Compte rendu hebdomadaire :

Le compte rendu hebdomadaire est disponible sur le site Internet <https://www.bnpparibas-am.lu>. Après avoir sélectionné le compartiment et la classe d'actions de leur choix, les actionnaires peuvent accéder au compte rendu hebdomadaire en allant dans la section « Documents » du site Internet www.bnpparibas-am.com.

BNP Paribas InstiCash EUR 3M STANDARD VNAV

Objectif d'investissement

Afin d'obtenir le meilleur rendement possible en EUR en ligne avec les taux du marché monétaire, sur une période de 3 mois, tout en visant à protéger le capital conformément auxdits taux et à maintenir un haut niveau de liquidité et de diversification, la période de 3 mois correspond à l'horizon d'investissement recommandé du compartiment.

Politique d'investissement

Le compartiment est un fonds monétaire à valeur liquidative variable standard tel que défini par le Règlement 2017/1131.

Le compartiment investit dans les limites fixées dans l'Annexe 1 du Livre I dans un portefeuille diversifié d'Instruments du marché monétaire libellés en EUR, de dépôts auprès d'établissements de crédit, de contrats de prise et de mise en pension, de parts ou d'actions d'autres FM de court terme ou d'autres FM standards et, à titre accessoire, d'actifs liquides libellés en EUR.

Les instruments financiers dérivés (par ex. les IRS) sont utilisés aux seules fins de couvrir les risques liés à l'évolution du taux d'intérêt du compartiment. L'impact de ces instruments financiers dérivés sera pris en compte dans le calcul de l'EMP.

Ces investissements doivent respecter les règles du Portefeuille et l'évaluation de la qualité de crédit fixées dans le Livre I.

Conformément au Règlement 2017/1131 et au Règlement 2015/2365, les contrats de prise en pension seront utilisés de manière continue, à des fins de gestion de la liquidité. À la date du présent Prospectus, ces instruments seront utilisés selon les proportions et dans les cas décrits dans le Livre I (Annexe II).

Politique d'investissement durable

Le Gestionnaire d'actifs applique la Politique d'investissement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, laquelle prend en compte les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement du compartiment.

Le compartiment respecte le taux de couverture de l'Analyse extra-financière minimum, tel que défini au Livre I.

Le score ESG moyen du portefeuille du compartiment est supérieur à celui de son univers d'investissement, étant donné qu'il s'agit de tous les émetteurs de créance à court terme et du marché monétaire.

Informations relatives au SFDR

Le compartiment favorise des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance conformément à l'article 8 du SFDR.

Profil de risque

Risques spécifiques du compartiment :

- Risque de contrepartie
- Risque lié aux instruments dérivés
- Risque d'investissement lié aux critères extra-financiers

Pour un aperçu des risques génériques, consultez l'Annexe 3 du Livre I du Prospectus.

Profil type de l'investisseur

Ce compartiment convient aux investisseurs qui :

- o recherchent une très faible volatilité des prix et une très forte fongibilité ;
- o privilégient la stabilité de la valeur réelle du capital investi ;
- o souhaitent prendre le moins de risque de marché possible.

Devise comptable

EUR

Catégories d'actions

Catégorie	Classe	Code ISIN	Dividende	Devise de référence
Classic	CAP	LU0423950210	Non	EUR
Classic T1		LU0547771674		
Privilege		LU0423950053		
Privilege T1		LU0547771757		
Privilege M Distribution	DIS	LU0957145369	Mensuel	
I	CAP	LU0423949717	Non	
IT1		LU0787647329		
UT3		LU2254191914		

BNP Paribas InstiCash EUR 3M STANDARD VNAV

Catégorie	Classe	Code ISIN	Dividende	Devise de référence
I M Distribution	DIS	LU0957145286	Mensuel	
X	CAP	LU0423950301	Non	

Toutes ces classes d'actions ne sont pas nécessairement actives. Pour chaque classe active, un KIID mentionnant, entre autres, la date de lancement, la devise de référence / comptable et la performance historique est disponible. Les KIID sont disponibles sur le site Internet www.bnpparibas-am.com

Commissions et frais

Catégorie	Commissions à charge du compartiment			
	Gestion (maximum)	Performance	Autre (maximum)	Taxe d'abonnement ⁽¹⁾
Classic	0,35 %	Aucune	0,35 %	0,01 %
Privilege	0,20 %		0,10 %	
I	0,15 %		0,10 %	Aucune
UT3	0,15 %			
X	Aucune			

(1) Par ailleurs, la Société peut être assujettie à une taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

Informations supplémentaires

Jour d'évaluation

À chaque jour de la semaine durant lequel les banques exercent leurs activités à Luxembourg (un « Jour d'évaluation ») correspond une VNI datée de ce jour.

Cette VNI est disponible au siège de la Société, chez les agents locaux et dans les journaux désignés par le Conseil d'administration et sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Modalités de souscription / conversion / rachat :

Les ordres de souscription, de rachat et de conversion sont traités sur la base d'une valeur nette d'inventaire inconnue, conformément aux règles établies ci-dessous, uniquement lors des jours de négociation au Luxembourg, l'heure mentionnée étant celle de Luxembourg.

Centralisation des ordres	Date de transaction	Jour de calcul et de publication de la VNI	Date de règlement des ordres ⁽¹⁾
14 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI 10 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI ⁽²⁾	Jour d'évaluation (J)	Jour d'évaluation (J)	Le Jour d'évaluation, sauf pour la classe T1 (jour suivant le Jour d'évaluation) et la classe T3 (trois jours ouvrés de banque après le Jour d'évaluation)

(1) Si le jour de règlement est un jour de fermeture d'une Bourse, le règlement interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Uniquement applicable au Jour d'évaluation qui précède le 25 décembre et le 1^{er} janvier de l'année correspondante

Historique :

Compartiment lancé le 12 mai 2009 sous la dénomination « BNP Paribas InstiCash EUR Government ».

Renommé « BNP Paribas InstiCash Money 3M EUR » le 2 novembre 2012.

Nom actuel depuis le 14 janvier 2019

Fiscalité :

Il est recommandé aux actionnaires potentiels d'obtenir des informations complètes dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile sur les éventuelles incidences fiscales liées à leur investissement.

Compte rendu hebdomadaire :

Le compte rendu hebdomadaire est disponible sur le site Internet <https://www.bnpparibas-am.lu>. Après avoir sélectionné le compartiment et la classe d'actions de leur choix, les actionnaires peuvent accéder au compte rendu hebdomadaire en allant dans la section « Documents » du site Web.

BNP Paribas InstiCash GBP 1D LVNAV

Objectif d'investissement

Afin d'obtenir le meilleur rendement possible en GBP en ligne avec les taux du marché monétaire, sur une période d'une journée, tout en visant à protéger le capital conformément auxdits taux et à maintenir un haut niveau de liquidité et de diversification, la période de 1 journée correspond à l'horizon d'investissement recommandé du compartiment.

Politique d'investissement

Le compartiment est un fonds monétaire à valeur liquidative à faible volatilité à court terme tel que défini par le Règlement 2017/1131. Le compartiment est noté AAAm par S&P Global Ratings. Cette note a été demandée et financée par la Société de gestion. Elle est révisée périodiquement par Standard & Poor's.

Le compartiment investit dans les limites fixées dans l'Annexe 1 du Livre I dans un portefeuille diversifié d'instruments du marché monétaire libellés en GBP, de dépôts auprès d'établissements de crédit, de contrats de prise et de mise en pension, de parts ou des actions d'autres FM de court terme et, à titre accessoire, d'actifs liquides libellés en GBP.

Les instruments financiers dérivés (par ex. les IRS) sont utilisés aux seules fins de couvrir les risques liés à l'évolution du taux d'intérêt du compartiment. L'impact de ces instruments financiers dérivés sera pris en compte dans le calcul de l'EMP.

Ces investissements doivent respecter les règles du Portefeuille et l'évaluation de la qualité de crédit fixées dans le Livre I.

Conformément au Règlement 2017/1131 et au Règlement 2015/2365, les contrats de prise en pension seront utilisés de manière continue, à des fins de gestion de la liquidité. À la date du présent Prospectus, ces instruments seront utilisés selon les proportions et dans les cas décrits dans le Livre I (Annexe II).

Politique d'investissement durable

Le Gestionnaire d'actifs applique la Politique d'investissement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, laquelle prend en compte les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement du compartiment.

Le compartiment respecte le taux de couverture de l'Analyse extra-financière minimum, tel que défini au Livre I.

Le score ESG moyen du portefeuille du compartiment est supérieur à celui de son univers d'investissement, étant donné qu'il s'agit de tous les émetteurs de créance à court terme et du marché monétaire.

Informations relatives au SFDR

Le compartiment favorise des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance conformément à l'article 8 du SFDR.

Profil de risque

Risques spécifiques du compartiment :

- Risque de contrepartie
- Risque lié aux instruments dérivés
- Risque d'investissement lié aux critères extra-financiers

Pour un aperçu des risques génériques, consultez l'Annexe 3 du Livre I du Prospectus.

Profil type de l'investisseur

Ce compartiment convient aux investisseurs qui :

- o recherchent une très faible volatilité des prix et une très forte fongibilité ;
- o privilégient la stabilité de la valeur réelle du capital investi ;
- o souhaitent prendre le moins de risque de marché possible.

Devise comptable

GBP

Catégories d'actions

Catégorie	Classe	Code ISIN	Dividende	Devise de référence
Classic Distribution	DIS	LU1925356468	Oui VNI stable*	GBP
Privilege Distribution		LU0783285769		
I Distribution		LU0212992787		
S Distribution		LU1990737022		
X Distribution		LU1925356542		

BNP Paribas InstiCash GBP 1D LVNAV

* : pour de plus amples informations sur les classes d'actions de VNI stable, reportez-vous à la section « Les Actions » dans le Livre I. Toutes ces classes d'actions ne sont pas nécessairement actives. Pour chaque classe active, un KIID mentionnant, entre autres, la date de lancement, la devise de référence / comptable et la performance historique est disponible. Les KIID sont disponibles sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Commissions et frais

Catégorie	Commissions à charge du compartiment				
	Gestion (maximum)	Performance	Distribution (maximum)	Autre (maximum)	Taxe d'abonnement ⁽¹⁾
Classic	0,35 %	Aucune	Aucune	0,35 %	0,01 %
Privilege	0,20 %			0,10 %	
I	0,15 %		0,05 %	0,10 %	Aucune
S Distribution	0,15 %				
X	Aucune				

(1) Par ailleurs, la Société peut être assujettie à une taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

Informations supplémentaires

Jour ouvré :

Un Jour ouvré est tout jour d'ouverture de la Banque d'Angleterre et de la Bourse de Londres, autre que le samedi ou le dimanche, et tout autre jour fixé par la Société de gestion.

Jour d'évaluation :

À chaque Jour ouvré de la semaine correspond une VNI datée de ce jour.

Cette VNI est disponible au siège de la Société, chez les agents locaux et dans les journaux désignés par le Conseil d'administration et sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Modalités de souscription / conversion / rachat :

Les ordres de souscription, de rachat et de conversion sont traités sur la base d'une valeur nette d'inventaire inconnue, conformément aux règles établies ci-dessous, uniquement les Jours d'évaluation, l'heure mentionnée étant celle de Luxembourg.

Centralisation des ordres	Date de transaction	Jour de calcul et de publication de la VNI	Date de règlement des ordres ⁽¹⁾
14 h 00 CET le Jour d'évaluation de la VNI 10 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI ⁽²⁾	Jour d'évaluation (J)	Jour d'évaluation (J)	Le Jour d'évaluation, sauf pour la classe T1 (jour suivant le Jour d'évaluation)

(1) Si le jour de règlement est un jour de fermeture d'une Bourse, le règlement interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Uniquement applicable au Jour d'évaluation qui précède le 25 décembre et le 1^{er} janvier de l'année correspondante

Historique :

Compartiment lancé le 19 avril 2010 sous la dénomination « BNP Paribas InstiCash GBP »

Nom actuel depuis le 14 janvier 2019

Fiscalité :

Il est recommandé aux actionnaires potentiels d'obtenir des informations complètes dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile sur les éventuelles incidences fiscales liées à leur investissement.

Compte rendu hebdomadaire :

Le compte rendu hebdomadaire est disponible sur le site Internet <https://www.bnpparibas-am.lu>. Après avoir sélectionné le compartiment et la classe d'actions de leur choix, les actionnaires peuvent accéder au compte rendu hebdomadaire en allant dans la section « Documents » du site Web.

BNP Paribas InstiCash USD 1D LVNAV

Objectif d'investissement

Afin d'obtenir le meilleur rendement possible en USD en ligne avec les taux du marché monétaire, sur une période d'une journée, tout en visant à protéger le capital conformément auxdits taux et à maintenir un haut niveau de liquidité et de diversification, la période de 1 journée correspond à l'horizon d'investissement recommandé du compartiment.

Politique d'investissement

Le compartiment est un fonds monétaire à valeur liquidative à faible volatilité à court terme tel que défini par le Règlement 2017/1131. Le compartiment est noté AAAm par S&P Global Ratings. Cette note a été demandée et financée par la Société de gestion. Elle est révisée périodiquement par Standard & Poor's.

Le compartiment investit dans les limites fixées dans l'Annexe 1 du Livre I dans un portefeuille diversifié d'instruments du marché monétaire libellés en USD, de dépôts auprès d'établissements de crédit, de contrats de prise et de mise en pension, tel que défini dans le présent Prospectus, de parts ou des actions d'autres FM de court terme et, à titre accessoire, d'actifs liquides libellés en USD.

Les instruments financiers dérivés (par ex. les IRS) sont utilisés aux seules fins de couvrir les risques liés à l'évolution du taux d'intérêt du compartiment. L'impact de ces instruments dérivés financiers sera pris en compte dans le calcul de la maturité moyenne pondérée (risque de taux d'intérêt) du compartiment.

Ces investissements doivent respecter les règles du Portefeuille et l'évaluation de la qualité de crédit fixées dans le Livre I.

Conformément au Règlement 2017/1131 et au Règlement 2015/2365, les contrats de prise en pension seront utilisés de manière continue, à des fins de gestion de la liquidité. À la date du présent Prospectus, ces instruments seront utilisés selon les proportions et dans les cas décrits dans le Livre I (Annexe III).

Politique d'investissement durable

Le Gestionnaire d'actifs applique la Politique d'investissement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, laquelle prend en compte les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement du compartiment.

Le compartiment respecte le taux de couverture de l'Analyse extra-financière minimum, tel que défini au Livre I.

Le score ESG moyen du portefeuille du compartiment est supérieur à celui de son univers d'investissement, étant donné qu'il s'agit de tous les émetteurs de créance à court terme et du marché monétaire.

Informations relatives au SFDR

Le compartiment favorise des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance conformément à l'article 8 du SFDR.

Profil de risque

Risques spécifiques du compartiment :

- Risque de contrepartie
- Risque lié aux instruments dérivés
- Risque d'investissement lié aux critères extra-financiers

Pour un aperçu des risques génériques, consultez l'Annexe 3 du Livre I du Prospectus.

Profil type de l'investisseur

Ce compartiment convient aux investisseurs qui :

- recherchent une très faible volatilité des prix et une très forte fongibilité ;
- privilégient la stabilité de la valeur réelle du capital investi ;
- souhaitent prendre le moins de risque de marché possible.

Devise comptable

USD

BNP Paribas InstiCash USD 1D LVNAV

Catégories d'actions

Catégorie	Classe	Code ISIN	Dividende	Devise de référence
I Distribution	DIS	LU0212992357	Oui VNI stable*	
S Distribution		LU1990737709		
I Plus		LU2416975337		
Classic	CAP	Pas encore attribué	Non	
Classic T1		Pas encore attribué		
Privilege		Pas encore attribué		
I		Pas encore attribué	Non	
I Plus	LU2416975410			
X	Pas encore attribué			

* : pour de plus amples informations sur les classes d'actions de VNI stable, reportez-vous à la section « Les Actions » dans le Livre I.

Toutes ces classes d'actions ne sont pas nécessairement actives. Pour chaque classe active, un KIID mentionnant, entre autres, la date de lancement, la devise de référence / comptable et la performance historique est disponible. Les KIID sont disponibles sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Commissions et frais

Catégorie	Commissions à charge du compartiment				
	Gestion (maximum)	Performance	Distribution (maximum)	Autre (maximum)	Taxe d'abonnement ⁽¹⁾
Classic	0,35 %	Aucune	Aucune	0,35 %	0,01 %
Privilege	0,20 %			0,10 %	
I	0,15 %			0,10 %	
I Plus	0,10 %				
S Distribution	0,15 %		0,05 %		
X	Aucune		Aucune		Aucune

(1) Par ailleurs, la Société peut être assujettie à une taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

Informations supplémentaires

Jour ouvré

Un Jour ouvré est tout jour d'ouverture de la Federal Reserve Bank of New York et de la Bourse de New York, autre que le samedi ou le dimanche, et tout autre jour fixé par la Société de gestion.

Jour d'évaluation

À chaque Jour ouvré correspond une VNI datée de ce jour.

Cette VNI est disponible au siège de la Société, chez les agents locaux et dans les journaux désignés par le Conseil d'administration et sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Modalités de souscription / conversion / rachat :

Les ordres de souscription, de rachat et de conversion sont traités sur la base d'une valeur nette d'inventaire inconnue, conformément aux règles établies ci-dessous, uniquement les Jours d'évaluation, l'heure mentionnée étant celle de Luxembourg.

Centralisation des ordres	Date de transaction	Jour de calcul et de publication de la VNI	Date de règlement des ordres ^{(1) (2)}
16 h 00 CET le Jour d'évaluation de la VNI 10 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI ⁽²⁾	Jour d'évaluation (J)	Jour d'évaluation (J)	Le Jour d'évaluation, sauf pour la classe T1 (jour suivant le Jour d'évaluation)

(1) Si le jour de règlement est un jour de fermeture d'une Bourse, le règlement interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Uniquement applicable au Jour d'évaluation qui précède le 25 décembre et le 1^{er} janvier de l'année correspondante.

BNP Paribas InstiCash USD 1D LVNAV

Historique :

Compartiment lancé le 16 juillet 2008 sous la dénomination « BNP Paribas InstiCash USD »

Nom actuel depuis le 14 janvier 2019

Fiscalité :

Il est recommandé aux actionnaires potentiels d'obtenir des informations complètes dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile sur les éventuelles incidences fiscales liées à leur investissement.

Compte rendu hebdomadaire :

Le compte rendu hebdomadaire est disponible sur le site Internet <https://www.bnpparibas-am.lu>. Après avoir sélectionné le compartiment et la classe d'actions de leur choix, les actionnaires peuvent accéder au compte rendu hebdomadaire en allant dans la section « *Documents* » du site Web.

BNP Paribas InstiCash USD 1D SHORT TERM VNAV

Objectif d'investissement

Afin d'obtenir le meilleur rendement possible en USD en ligne avec les taux du marché monétaire, sur une période d'une journée, tout en visant à protéger le capital conformément auxdits taux et à maintenir un haut niveau de liquidité et de diversification, la période de 1 journée correspond à l'horizon d'investissement recommandé du compartiment.

Politique d'investissement

Le compartiment est un fonds monétaire à valeur liquidative variable à court terme tel que défini par le Règlement 2017/1131. Le compartiment est noté AAAm par S&P Global Ratings. Cette note a été demandée et financée par la Société de gestion. Elle est révisée périodiquement par Standard & Poor's.

Le compartiment investit dans les limites fixées dans l'Annexe 1 du Livre I dans un portefeuille diversifié d'instruments du marché monétaire libellés en USD, de dépôts auprès d'établissements de crédit, de contrats de prise et de mise en pension, de parts ou des actions d'autres FM de court terme et, à titre accessoire, de liquidités libellées en USD.

Les instruments financiers dérivés (par ex. les IRS) sont utilisés aux seules fins de couvrir les risques liés à l'évolution du taux d'intérêt du compartiment. L'impact de ces instruments financiers dérivés sera pris en compte dans le calcul de l'EMP.

Ces investissements doivent respecter les règles du Portefeuille et l'évaluation de la qualité de crédit fixées dans le Livre I.

Ces investissements doivent respecter les règles du Portefeuille et l'évaluation de la qualité de crédit fixées dans le Livre I.

Conformément au Règlement 2017/1131 et au Règlement 2015/2365, les contrats de prise en pension seront utilisés de manière continue, à des fins de gestion de la liquidité. À la date du présent Prospectus, ces instruments seront utilisés selon les proportions et dans les cas décrits dans le Livre I (Annexe II).

Politique d'investissement durable

Le Gestionnaire d'actifs applique la Politique d'investissement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, laquelle prend en compte les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement du compartiment.

Le compartiment respecte le taux de couverture de l'Analyse extra-financière minimum, tel que défini au Livre I.

Le score ESG moyen du portefeuille du compartiment est supérieur à celui de son univers d'investissement, étant donné qu'il s'agit de tous les émetteurs de créance à court terme et du marché monétaire.

Informations relatives au SFDR

Le compartiment favorise des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance conformément à l'article 8 du SFDR.

Profil de risque

Risques spécifiques du compartiment :

- Risque de contrepartie
- Risque lié aux instruments dérivés
- Risque d'investissement lié aux critères extra-financiers

Pour un aperçu des risques génériques, consultez l'Annexe 3 du Livre I du Prospectus.

Profil type de l'investisseur

Ce compartiment convient aux investisseurs qui :

- o recherchent une très faible volatilité des prix et une très forte fongibilité ;
- o privilégient la stabilité de la valeur réelle du capital investi ;
- o souhaitent prendre le moins de risque de marché possible.

Devise comptable

USD

Catégories d'actions

Catégorie	Classe	Code ISIN	Dividende	Devise de référence
Classic	CAP	LU0167238863	Non	USD
Classic T1		LU0783285413		
Privilege		LU0167239168		
I	CAP	LU0090884072	Non	
X	CAP	LU0167239598	Non	

BNP Paribas InstiCash USD 1D SHORT TERM VNAV

Toutes ces classes d'actions ne sont pas nécessairement actives. Pour chaque classe active, un KIID mentionnant, entre autres, la date de lancement, la devise de référence / comptable et la performance historique est disponible. Les KIID sont disponibles sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Commissions et frais

Catégorie	Commissions à charge du compartiment			
	Gestion (maximum)	Performance	Autre (maximum)	Taxe d'abonnement ⁽¹⁾
Classic	0,35 %	Aucune	0,35 %	0,01 %
Privilege	0,20 %		0,10 %	
I	0,15 %		0,10 %	Aucune
X	Aucune			

(1) Par ailleurs, la Société peut être assujettie à une taxe sur les OPC de droit étranger et/ou à d'autres droits imposés par les autorités de réglementation dans le pays où le compartiment est enregistré en vue de sa distribution.

Informations supplémentaires

Jour ouvré

Un Jour ouvré est tout jour d'ouverture de la Federal Reserve Bank of New York et de la Bourse de New York, autre que le samedi ou le dimanche, et tout autre jour fixé par la Société de gestion.

Jour d'évaluation

À chaque Jour ouvré correspond une VNI datée de ce jour.

Cette VNI est disponible au siège de la Société, chez les agents locaux et dans les journaux désignés par le Conseil d'administration et sur le site Internet www.bnpparibas-am.com.

Modalités de souscription / conversion / rachat :

Les ordres de souscription, de rachat et de conversion sont traités sur la base d'une valeur nette d'inventaire inconnue, conformément aux règles établies ci-dessous, uniquement les Jours d'évaluation, l'heure mentionnée étant celle de Luxembourg.

Centralisation des ordres	Date de transaction	Jour de calcul et de publication de la VNI	Date de règlement des ordres ⁽¹⁾
16 h 00 CET le Jour d'évaluation de la VNI 10 h 30 CET le Jour d'évaluation de la VNI ⁽²⁾	Jour d'évaluation (J)	Jour d'évaluation (J)	Le Jour d'évaluation, sauf pour la classe T1 (jour suivant le Jour d'évaluation)

(1) Si le jour de règlement est un jour de fermeture d'une Bourse, le règlement interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Uniquement applicable au Jour d'évaluation qui précède le 25 décembre et le 1^{er} janvier de l'année correspondante.

Historique :

Le compartiment a été lancé le 14 janvier 2019.

Fiscalité :

Il est recommandé aux actionnaires potentiels d'obtenir des informations complètes dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile sur les éventuelles incidences fiscales liées à leur investissement.

Compte rendu hebdomadaire :

Le compte rendu hebdomadaire est disponible sur le site Internet <https://www.bnpparibas-am.lu>. Après avoir sélectionné le compartiment et la classe d'actions de leur choix, les actionnaires peuvent accéder au compte rendu hebdomadaire en allant dans la section « Documents » du site Web.

BNP PARIBAS INSTICASH

ADDENDUM DESTINE AU PUBLIC AYANT SOUSCRIT EN FRANCE

La Directive européenne n° 2009/65/CE du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), instaure des règles communes en vue de permettre la commercialisation transfrontalière des OPCVM qui s'y conforment. Ce socle commun n'exclut pas une mise en œuvre différenciée. C'est pourquoi un OPCVM européen peut être commercialisé en France quand bien même son activité n'obéit pas à des règles identiques à celles qui conditionnent en France l'agrément de ce type de produit.

Le présent addendum fait corps avec le prospectus de BNP Paribas InstiCash (ci-après dénommée « la Société ») daté janvier 2022.

1. Précisions sur les facilités mises à disposition des investisseurs :

Les Distributeurs agréés, et BNP Paribas Securities Services Luxembourg domicilié 60 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, Dépositaire et Agent de Transferts du Fonds, sont en charge de la réception et transmission des souscriptions, des rachats et toute autre demande, ainsi que le paiement des ventes et dividendes en accord avec le Prospectus.

Pour les parts admises en Euroclear France, BNP Paribas Asset Management Luxembourg (la « Société de Gestion »), 10 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a conclu un contrat d'Agent Centralisateur avec BNP Paribas Securities Services Paris, domicilié 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

La Société de Gestion, met à disposition sur le site internet de la Société (www.bnpparibas-am.com) :

Les informations relatives à la Société ; aux droits des actionnaires et à la politique de gestion des réclamations. Les informations en cas de changements des caractéristiques de la Société sont également disponibles sur le site internet de la Société de Gestion.

Les documents de la Société (prospectus complet, documents d'informations clés pour l'investisseur, comptes annuels et semestriels...) ainsi que les dernières valeurs liquidatives.

1. Compartiments autorisés à la commercialisation en France

Nom des compartiments	Date d'autorisation
BNP Paribas InstiCash EUR 1D SHORT TERM VNAV	12 novembre 2002
BNP Paribas InstiCash EUR 3M STANDARD VNAV	15 juillet 2009
BNP Paribas InstiCash GBP 1D LVNAV	31 juillet 2020
BNP Paribas InstiCash USD 1D LVNAV	12 novembre 2002
BNP Paribas InstiCash USD 1D SHORT TERM VNAV	27 mars 2019

2. Conditions de souscription et de rachat des actions de la SICAV

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que leur demande de souscription d'actions de la SICAV peut être rejetée par le gestionnaire ou par son délégué, pour quelque raison que ce soit, en tout ou partie, qu'il s'agisse d'une souscription initiale ou supplémentaire.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que la SICAV comporte des clauses d'éviction automatique avec rachat des parts dès lors que certaines conditions d'investissement ne sont plus respectées. Ce rachat aura, pour l'investisseur français, des conséquences fiscales liées à la cession de valeurs mobilières.

3. Fiscalité

L'attention des investisseurs fiscalement domiciliés en France est attirée sur l'obligation de procéder à la déclaration des revenus qui, résultant des cessions intervenues entre les compartiments de la SICAV, sont soumis au régime des plus-values sur valeurs mobilières.